

Rapport au Premier ministre

LES DERIVES SECTAIRES

Année 2003

Mission interministérielle de vigilance et de lutte
contre les dérives sectaires

- MIVILUDES -

INTRODUCTION

Décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002

Art. 6 : "Le président de la mission détermine chaque année, après consultation du comité exécutif et du conseil d'orientation, le programme d'action de la mission. Il établit, dans les mêmes formes, un rapport annuel d'activité qui est remis au Premier ministre et est rendu public".

Ce rapport, consacré à l'année 2003, ne cherchera pas à dénombrer des mouvements mais s'attachera à signaler des dérives sectaires.

L'approche nouvelle ne rompt pas le consensus qui existe en France pour protéger de leurs atteintes les personnes et l'ordre public.

Elle souligne que l'objet de la lutte n'est pas la doctrine, mais l'acte, ce qui est, depuis toujours, au centre de la conception française des libertés publiques.

Le rapport VIVIEN et les travaux de commissions d'enquêtes parlementaires avaient conduit à la création d'un observatoire en 1996 puis d'une première mission interministérielle – MILS – en 1998.

En 2002, la MIVILUDES leur succède avec une double tâche de vigilance et de lutte. Trois organes la constituent : un secrétariat général permanent ; un comité exécutif formé des principaux ministères intéressés ; un conseil d'orientation de trente personnalités qualifiées, parlementaires, universitaires, fonctionnaires, représentants des milieux économiques et sociaux.

Le président de ces trois instances est appelé à établir annuellement un rapport au Premier ministre. Celui-ci, établi pour 2003, se composera de deux parties exposant les principales missions et orientations retenues.

Je vous remercie de bien vouloir en prendre connaissance.

Jean-Louis LANGLAIS
Inspecteur général de l'administration

janvier 2004

PREMIERE PARTIE

MISSIONS

Décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002¹

Art. 1er. – Il est institué, auprès du Premier ministre, une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires qui est chargée :

1° D'observer et d'analyser le phénomène des mouvements à caractère sectaire dont les agissements sont attentatoires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ou constituent une menace à l'ordre public ou sont contraires aux lois et règlements ;

2° De favoriser, dans le respect des libertés publiques, la coordination de l'action préventive et répressive des pouvoirs publics à l'encontre de ces agissements ;

3° De développer l'échange des informations entre les services publics sur les pratiques administratives dans le domaine de la lutte contre les dérives sectaires ;

4° De contribuer à l'information et à la formation des agents publics dans ce domaine ;

5° D'informer le public sur les risques, et le cas échéant, les dangers, auxquels les dérives sectaires l'exposent et de faciliter la mise en œuvre d'actions d'aide aux victimes de ces dérives.

6° De participer aux travaux relatifs aux questions relevant de sa compétence menés par le ministère des affaires étrangères dans le champ international.

De la MILS à la MIVILUDES

¹ Annexe n°1

A défaut de définir juridiquement ce qu'est une secte, la loi réprime tous les agissements qui sont attentatoires aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, ou qui constituent une menace à l'ordre public. La loi About-Picard a par ailleurs actualisé en 2001 le délit d'abus frauduleux de faiblesse. Cela impose l'action.

Celle du juge, gardien des libertés, mais aussi protecteur de la personne contre toute sujétion physique et psychologique. Celle du responsable administratif qui doit mettre en œuvre les mesures de surveillance et de prévention adéquates. Celle de l'acteur social qui décèle les dangers et vient en aide aux victimes. Les **contours de la dérive sectaire** sont ainsi précisés.

Le rapport relève ainsi un certain nombre d'agissements sanctionnés par la Justice ou signalés aux services répressifs. En s'attachant ainsi aux comportements répréhensibles, risqués ou dangereux, la MIVILUDES remplit sa première mission d'analyse et d'observation en ayant soin d'éviter le double écueil de l'angélisme et de la diabolisation.

Un chapitre vise à **alerter le public** sur les risques particuliers recensés dans les champs de la formation professionnelle et de la santé. Des exemples dramatiques de défauts de soins, le débat engagé sur la réglementation de la psychothérapie, des projets de commissions d'enquête sur la formation professionnelle témoignent de la sensibilité de ces questions.

Un des objectifs assignés à la Mission est aussi de développer **l'échange des informations** et de les mettre à la disposition du grand public. Lettre, plaquette d'information, site Internet, contacts avec les différents médias y concourent. Le souci constant est, là encore, de conserver le discernement convenable pour mettre en garde sans attiser les peurs.

La **formation des agents publics** est une tâche permanente, compte tenu du renouvellement des personnes et de la variété des agissements. Les trois fonctions publiques sont concernées. La MIVILUDES apporte son expertise pour la formation de formateurs, elle fournit des guides ; elle participe à des conférences. Mais, c'est à chaque administration de s'investir. L'action des collectivités locales est par ailleurs essentielle. La Mission souhaite pouvoir mieux la soutenir.

Enfin un chapitre aborde la **dimension internationale**. Le dispositif français y apparaît comme relativement exceptionnel. Il nous revient donc d'en faire, auprès de nos partenaires, la défense et l'illustration en soulignant son caractère démocratique et équilibré. La MIVILUDES s'y efforce, en liaison avec les services du quai d'Orsay, en recevant des délégations étrangères, en effectuant des déplacements et en participant à des rencontres internationales où elle peut constater que la position française est, aujourd'hui, bien comprise.

Dès lors que différents services de l'Etat interviennent, une **coordination** s'impose. Le comité exécutif² de la MIVILUDES qui rassemble quinze directions d'administration centrale en est le lieu privilégié. Le concert est à plusieurs voix ; il ne doit pas être discordant. De même, le Conseil d'orientation³ exprime des avis divers. Ils doivent être tous entendus. C'est la charge qui incombe au président, garant de l'équilibre d'ensemble.

² Voir arrêté du 3 mars 2003 relatif à la composition du CEPO, annexe 2

³ Voir arrêté du 3 mars 2003 relatif à la composition du Conseil d'Orientation, annexe 3

1 – ANALYSER LES DÉRIVES

La notion de dérive sectaire

Le 28 novembre 2002, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, MIVILUDES, succède à la Mission interministérielle de lutte contre les sectes, MILS. Les pouvoirs publics affirment, ainsi, une volonté forte de poursuivre l'action menée depuis la création de l'Observatoire interministériel et de la développer en prenant en considération, non pas les doctrines ou les croyances mais les agissements et les dérives.

Le décret du 28 novembre 2002 ne donne pas de définition de la dérive sectaire. Il confie à la nouvelle mission interministérielle le soin « d'observer et d'analyser le phénomène des mouvements à caractère sectaire dont les agissements sont attentatoires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, constituent une menace à l'ordre public, ou sont contraires aux lois et règlements ». En l'absence de critères spécifiques pour désigner ce qui relève du phénomène sectaire, la tentation est forte, pour certains, d'en contester l'existence quand d'autres sont enclins à en étendre abusivement le domaine et l'importance.

Ainsi, pour certains, la liste des sectes, retenue par la commission parlementaire d'enquête de 1996 constitue un critère suffisant d'appartenance d'un mouvement ou d'une communauté à la mouvance sectaire. D'autres, considérant qu'elle ne correspond plus à la réalité actuelle et qu'elle n'a pas de valeur normative, estiment que le recours à cette liste devrait être abandonné.

Confrontées à des approches aussi opposées, à une difficulté conceptuelle et à l'absence d'incriminations spécifiques, les administrations ont dû préciser leurs critères d'analyse du phénomène. Elles ont eu naturellement recours au « droit commun », ainsi qu'aux éléments d'information contenus dans les rapports parlementaires de 1996 et 1999 et notamment aux critères de dangerosité qui y étaient mentionnés.

I - Les approches administratives

Ne disposant pas d'incrimination spécifique et ne pouvant s'appuyer sur une véritable sociologie de la dérive sectaire, les administrations ont été conduites à aborder la question de façon pragmatique.

L'absence d'incriminations spécifiques

Respectueux de toutes les croyances, fidèle au principe de laïcité, ne reconnaissant aucun culte, le législateur s'est toujours refusé à définir les religions. Il n'a pas davantage, et pour les mêmes raisons, précisé les notions de secte et de dérive sectaire.

Faute de cette base juridique, les agents et services publics ont eu à se positionner entre une approche trop étroite, fondée sur le seul critère du délit constitué et une approche par le risque potentiel, sans doute trop extensive.

La tâche n'a pas été plus simple pour les juges face à des mouvements ou à des dérives sectaires dont le droit commun ne leur donnait pas la définition.

Le législateur de 2001 a, certes, aménagé l'incrimination d'abus de faiblesse en l'étendant à des situations de sujétion physique ou psychologique caractéristiques de l'emprise sectaire, mais aucune jurisprudence significative n'est encore apparue à ce jour.

L'inadéquation des études sociologiques

En France, les études sociologiques sont peu abondantes sur la question des dérives sectaires. Les sociologues se sont surtout intéressés aux relations entre l'État et «les mouvement religieux ou de pensée socialement contestés» et à tout ce qui pouvait constituer des formes d'intolérance et de discriminations fondées sur des croyances ou des convictions. De ce fait, leurs analyses ont davantage porté sur la relative inadéquation des modèles juridiques ou institutionnels existants à des formes de spiritualité multiples et originales que sur l'étude factuelle des dérives sectaires.

La liste parlementaire

Contestée dans son principe par ceux qui estiment ne pas devoir y figurer, la liste parlementaire est invoquée peut-être abusivement comme témoin de normalité par d'autres qui n'y sont pas mentionnés. En tout état de cause, cette liste établie par la représentation parlementaire ne pourrait être modifiée que par elle. Ainsi, la MIVILUDES a-t-elle toujours rappelé le principe constitutionnel de séparation des pouvoirs aux mouvements qui s'adressent à elle pour être « délistés ».

Dans l'exercice de leur mission de vigilance et de lutte contre les agissements sectaires, les administrations, au-delà de la liste des mouvements sectaires cités dans les rapports parlementaires, accordent une place déterminante aux critères de dangerosité, qu'il s'agisse de ceux retenus par la commission d'enquête parlementaire ou de critères spécifiques qu'elles ont elles-mêmes dégagés.

Les critères de dangerosité

- D'une part,
- . la déstabilisation mentale
 - . le caractère exorbitant des exigences financières
 - . la rupture avec l'environnement d'origine
 - . l'existence d'atteintes à l'intégrité physique

- . l'embrigadement des enfants, le discours antisocial, les troubles à l'ordre public
- . l'importance des démêlés judiciaires
- . l'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels
- . les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

D'autre part,

- . la menace d'atteinte à l'ordre public
- . des conditions de vie déstabilisantes
- . les atteintes à des personnes en état de faiblesse et d'ignorance
- . la sujétion mentale conduisant à des actes ou à des abstentions préjudiciables
- . le refus des autres et l'isolement dans un groupe
- . la violation des principes fondateurs de la République
- . le non-respect des conventions internationales ratifiées par la France.

La multiplicité des critères de dangerosité retenus témoigne du souci de cerner avec précision la réalité du risque sectaire. Tous les mouvements n'ont pas, en effet, les mêmes caractéristiques. Tous ces critères n'ont pas, non plus, la même valeur probatoire ni la même capacité à rendre compte spécifiquement du risque. Le discours antisocial, les démêlés judiciaires ou les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics ne sont pas le fait des seuls groupes sectaires.

La déstabilisation mentale, la rupture avec les environnements d'origine, l'abus de faiblesse résultant d'une sujétion physique ou psychologique, l'embrigadement des enfants ou leur enfermement dans des principes éducatifs désocialisants, apparaissent en revanche au cœur de la notion de dérive sectaire.

Les mouvements concernés cumulent en général plusieurs de ces critères.

II - La recherche d'une approche commune

Les libertés de conscience et de religion d'une personne ne sauraient trouver d'autres limitations que celles figurant dans la loi, le droit à la santé et l'exercice des libertés reconnues à autrui.

S'il appartient au juge de sanctionner les abus de droit et les violations de la loi, chacun sait que, dans quelque domaine que ce soit, mais tout particulièrement en matière d'agissements sectaires, la réponse institutionnelle ne peut se résumer à la réponse juridictionnelle. Cela reviendrait à exiger des magistrats qu'ils assument seuls la responsabilité d'une politique globale dont ils ne sont qu'un acteur important.

En amont d'une réponse juridictionnelle respectueuse de la loi, les pouvoirs publics - et c'est peut-être là une spécificité française -, ont une conception préventive de la dérive sectaire.

La liberté de conscience et l'abus de droit

L'on n'a aucun jugement à porter *a priori* sur la valeur ou la sincérité d'un engagement spirituel ou idéologique.

Cependant, tout n'est pas permis au nom de la liberté de conscience ou de religion et les juges savent, autant que de besoin, rappeler les limites à ne pas franchir.

Ainsi, un mouvement dont la conception de l'humanité serait fondée sur le recours à des techniques biologiques, comme le clonage reproductif, s'exposerait sans doute à des poursuites pénales dès lors que cette technique serait incriminée.

De telles situations restent, cependant, exceptionnelles car la plupart des groupements ou des mouvements socialement contestés font effort pour se présenter sous un jour respectable ; certains penseront qu'il s'agit là d'un masque.

Indifférents aux croyances, les agents publics doivent, quant à eux, observer les pratiques et les agissements des personnes pour apprécier leur caractère sectaire ou leur conformité aux lois et aux valeurs républicaines.

C'est en s'imposant des règles d'analyse respectueuses du droit que l'administration parvient à éviter l'écueil de la stigmatisation, a priori, d'un groupement ou d'une croyance, et respecte l'engagement spirituel ou philosophique de ses propres agents dès lors qu'ils ne se livrent à aucun prosélytisme.

C'est à partir du lien existant entre l'individu mis en cause et la structure dont il se réclame qu'on jugera la nature réelle du mouvement en question.

Une réponse institutionnelle respectueuse du Droit

L'institution judiciaire, quant à elle, garante des libertés individuelles, est liée par le devoir de refuser toute forme de discrimination. Le juge pénal ne peut forger sa conviction que sur des faits précis constitutifs de crimes ou de délits. Le juge des enfants ne peut prendre de mesures d'assistance éducative qu'à l'égard de mineurs dont la santé, la moralité ou l'éducation lui apparaissent gravement compromises. Le juge administratif ne peut se déterminer que sur des atteintes avérées à l'ordre public quand il doit statuer sur les conditions d'exercice de tel ou tel culte. Dans un Etat de droit, en effet, il ne peut y avoir de réponses juridictionnelles qu'à des violations de la loi ou à des atteintes effectives à l'ordre public.

Pour autant, chacun sent bien que la réponse institutionnelle ne peut être résumée aux seules décisions de l'autorité judiciaire.

Une conception de la dérive sectaire protectrice de toutes les libertés

L'infraction pénale suivie d'une condamnation définitive, plus généralement le recours au juge, ne constituent pas des critères suffisants de la dérive sectaire et ne permettent pas, à eux seuls, d'appréhender toute la réalité d'un risque qui rend légitimes les actions de prévention et la nécessaire vigilance des pouvoirs publics dans ce domaine.

En amont de l'infraction ou de l'atteinte objective à l'ordre public, les dérives sectaires doivent être recherchées partout où des individus ou des groupes créent ou entretiennent une sujétion physique ou psychologique chez leurs fidèles, leurs adeptes ou leurs clients pour les conduire à des actes ou à des abstentions qui leurs sont gravement préjudiciables.

Ces situations d'allégeance inconditionnelle à une personne ou à un groupe, qui conduisent à la perte de tout esprit critique ou de toute pensée autonome, deviennent sectaires dès que l'adepte ne peut y mettre fin librement.

Un mouvement comme celui de *l'Ordre du Temple Solaire*, en raison du degré de soumission que les adeptes y avaient atteint, illustre dramatiquement le cas des groupements sectaires de type totalitaire.

Les dérives sectaires doivent être recherchées, également, dans des offres de soins exclusives du recours à des pratiques conventionnelles et reconnues. En effet, les exemples ne sont pas rares, en effet, de personnes, qui, désespérant d'une médecine officielle qui ne leur apporte pas la guérison attendue, se livrent totalement à des charlatans qui ne font qu'abuser de leurs souffrances.

Elles concernent, bien sûr, les enfants victimes de l'engagement de leurs parents dans des mouvements prônant le retour à des modes de vie déstructurants et de nature à compromettre durablement leurs chances d'insertion dans le monde.

Dans le domaine de l'éducation, la liberté des parents ne doit pas être détournée pour devenir un instrument d'endoctrinement et de désocialisation, comme c'est le cas dans certaines communautés qui considèrent que le monde extérieur est éminemment corrompeur et que l'école est un lieu d'apprentissage « de la violence et de l'indiscipline ».

Le souci d'une approche impartiale

Face aux manifestations du risque sectaire, les pouvoirs publics ont un devoir légitime d'assistance à l'égard des victimes potentielles et d'information du public.

Il leur appartient de légiférer pour apporter aux demandeurs de soins une sécurité accrue face aux dérives possibles.

Sans vouloir interférer dans le débat parlementaire en cours sur la profession de psychothérapeute, la MIVILUDES souhaite que l'on puisse aider les patients à apprécier les pratiques qui leur sont offertes.

La Mission interministérielle souhaite adopter la même démarche dans le champ de la formation professionnelle où une réforme législative du dispositif régissant les dispensateurs de formation est intervenue en janvier 2002. Les dispositions destinées à accroître la vigilance des services face au risque d'entrisme sectaire ne visent pas à la condamnation de tout ce qui touche au développement personnel ou au bien-être, mais la MIVILUDES veillera à signaler les mouvements sectaires qui utilisent le domaine de la formation continue pour étendre leur influence et exercer un prosélytisme actif.

2 – OBSERVER LES AGISSEMENTS

De l'infraction caractérisée au risque potentiel

S'étant dotée des outils d'analyse nécessaires, la Mission interministérielle est en mesure de mieux répondre au premier objectif qui lui a été assigné : l'observation des mouvements à caractère sectaire dont les agissements sont attentatoires aux libertés fondamentales, contraires aux lois et règlements ou constituent une menace pour l'ordre public.

En 2002/2003, l'institution judiciaire a eu à sanctionner des crimes et des délits, mais, en amont de l'infraction, l'administration a su exercer sa propre vigilance.

I - La réponse judiciaire aux dérives sectaires

L'analyse des décisions de justice rendues dans ce domaine permet de comprendre comment les critères de dangerosité retenus par les administrations trouvent leur traduction judiciaire et pénale dans des agissements portant atteinte aux personnes et aux biens.

Ainsi, la déstabilisation mentale est-elle généralement poursuivie au titre de l'abus frauduleux de la faiblesse d'une personne. L'atteinte à l'intégrité physique le sera pour des infractions à caractère sexuel (viols, agressions sexuelles, corruption de mineurs...) ou de violences volontaires.

L'embrigadement des enfants trouvera sa traduction judiciaire dans des délits comme la privation de soins, les mauvais traitements ou le refus de vaccination obligatoire.

Les infractions d'escroquerie ou d'abus de confiance permettront de sanctionner les exigences financières exorbitantes.

Le compte-rendu du ministère de la justice (voir infra) détaille les procédures pénales pendantes : de l'ordre d'une centaine.

Les atteintes aux personnes

S'agissant des atteintes aux personnes, les infractions les plus souvent constatées sont les infractions à caractère sexuel ou les délits intéressant le domaine de la santé. Quelques exemples de décisions judiciaires rendues et de poursuites engagées dans les années 2002 et 2003 en témoignent.

Les abus sexuels

La sexualité est une préoccupation majeure dans la plupart des groupes à caractère sectaire, qu'elle y soit encouragée ou au contraire, réprimée. Dans l'organisation de certaines structures, tout est fait pour que la relation avec le gourou soit exclusive de liens affectifs normaux entre les adeptes. Ainsi, a-t-on pu voir des époux contraints de se séparer pour s'unir à d'autres personnes, et des enfants éloignés de leurs parents pour favoriser leur soumission.

- Un arrêt de la Cour de cassation d'octobre 2002 a rejeté le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'appel de Lyon qui condamne quatre adeptes du mouvement *Raëlien* à des peines d'emprisonnement pour des délits de «corruption de mineurs». Les attendus de l'arrêt de la cour d'appel mentionnent que « sous couvert d'hédonisme, le groupe *Raëlien* auquel appartenaient les prévenus conduisait à une exacerbation de la sexualité et particulièrement celle des adolescents ; qu'outre le discours diffusé par les guides spirituels prônant l'épanouissement personnel, la recherche du plaisir sexuel, les adolescentes...faisaient l'objet...d'invitations de plus en plus pressantes à avoir des relations sexuelles avec les responsables du mouvement... »
- En juillet 2003, la Cour d'assises d'appel de l'Essonne a condamné, à quinze années de réclusion criminelle, le fondateur de l'*Instinctothérapie*, Guy-Claude BURGER, pour « viols et corruption de mineurs de 15 ans ». Cette décision fait l'objet d'un pourvoi en cassation de la part de l'intéressé. L'expert cité dans cette affaire explique, à la lumière des écrits et des conférences de Guy-Claude BURGER, par quel discours pervers et manipulateur celui-ci justifiait la suppression du tabou de l'inceste et la pédophilie.
- Par arrêt du 16 mai 2003, la Cour d'appel de Dijon a déclaré un couple, adepte de l'*Instinctothérapie*, coupable de privations de soins sur un enfant et condamné la mère à un an d'emprisonnement avec sursis et le père à huit mois avec sursis. Cette décision est aujourd'hui définitive.

Les atteintes à la santé

Les groupes guérisseurs, aux pratiques non conventionnelles ou non éprouvées, sont en nombre croissant. Les thérapeutes recourant à des procédés charlatanesques (guérisons divines ou potions miracles) pour vaincre les maladies les plus graves sont régulièrement déférés devant les tribunaux.

- La Cour d'appel de Montpellier a condamné, le 21 octobre 2003, le responsable d'*Energie universelle et humaine (Human Universal Energy ou H.U.E.)*, à trois mois de prison ferme et 9000 euros d'amende pour exercice illégal de la médecine. Cette décision fait l'objet d'un pourvoi en cassation.

A l'origine de cette affaire, on trouve la plainte déposée par la famille de l'un des adeptes ayant arrêté son traitement médical sur les conseils du mouvement qui prétend soigner par imposition des mains des maladies comme le cancer et le sida.

- Deux parents, exerçant à l'époque des responsabilités au sein du mouvement *Invitation à la vie intense (IVI)* font l'objet d'une information judiciaire pour défaut de soins sur mineur de 15 ans par ascendant. L'enfant, atteint d'une leucémie, avait été envoyé en Allemagne pour y subir un traitement à base de plantes. Par la suite, son état de santé avait empiré jusqu'à devenir critique.
- La Cour d'appel de Pau a condamné, en mars 2002, treize membres de la communauté de l'*Ordre apostolique Tabitha's Place*, installé à Sus, dans les Pyrénées-Atlantiques, à une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis pour refus d'inscription dans un établissement d'enseignement et à une amende de 300 euros pour défaut de vaccination. Les adeptes se sont pourvus en cassation.
A la fin 2001, un couple, membre de ce groupe, avait été condamné en appel à douze ans de réclusion criminelle pour avoir causé la mort de leur enfant de 19 mois, à la suite de privations de soins et d'aliments. Cette décision est aujourd'hui définitive.
- Le 19 décembre 2003, le tribunal correctionnel de Millau a condamné le responsable d'un groupe *new-age* nommé *Ecole de la culture solaire*, proche de la *Fraternité blanche universelle* à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour complicité d'abus de biens sociaux, et sa compagne à dix mois d'emprisonnement avec sursis pour abus de biens sociaux et exécution d'un travail dissimulé. Cette décision a été frappée d'appel.
- Depuis octobre 2002, le responsable de *Néophare*, groupuscule à tendance apocalyptique, fait l'objet d'une information judiciaire pour «abus de faiblesse». Un suicide et deux tentatives étaient constatés dans les rangs de ce groupe dont le chef spirituel s'autoproclamait «*la réincarnation du Christ*» et imposait une vie autarcique à ses adeptes.
- Le 13 octobre 2003, l'*Association spirituelle de l'Eglise de scientologie d'Ile-de-France (ASESIF)* et son président ont été condamnés par la Cour d'appel de Paris à 5000 euros d'amende avec sursis pour infraction à la loi informatique et libertés. Cette décision fait l'objet d'un pourvoi en cassation.
- Le 7 mars 2002, la Cour d'appel de Fort-de-France (Martinique) a condamné des membres du *Mouvement des douze* à des peines, allant jusqu'à dix-huit mois de prison avec sursis, pour «violences aggravées». Deux des prévenus, enseignants, se sont vus interdire d'exercer toute profession en contact avec des mineurs pendant dix ans. Les faits à l'origine de cette décision se sont déroulés à l'occasion d'une séance de «désenvoûtement».

Les atteintes aux biens

- Depuis juin 2003, « un faux évêque », prêtre excommunié, responsable de l'association *Communion de Satonnay*, créée en 1988 et implantée en Saône-et-Loire, est poursuivi pour escroquerie. Il lui est reproché d'avoir détourné des dons. Il avait été condamné antérieurement pour des faits de même nature à dix mois de prison avec sursis, pour avoir escroqué plusieurs personnes dont la plupart étaient âgées.

Ces quelques exemples illustrent la capacité de l'autorité judiciaire à sanctionner les agissements à caractère sectaire. Pour autant, et pour des raisons qui seront exposées infra, les procédures judiciaires restent en nombre limité. Elles ne traduisent pas toute l'étendue d'une activité sectaire largement dissimulée et doivent être recherchées aussi dans des comportements autres que délictueux.

Pour remplir l'obligation de vigilance qui lui est imposée, l'administration doit pouvoir identifier et signaler les agissements qui, en amont de l'infraction ou de l'atteinte à l'ordre public, sont porteurs de dérives.

II - Les agissements appelant une vigilance administrative

Les pouvoirs publics doivent se montrer particulièrement vigilants à l'égard des personnes manifestant une allégeance inconditionnelle à un gourou ou à un groupe.

Il en est de même à l'égard des enfants en situation d'embrigadement ou soumis à un mode de vie désocialisant.

La discrétion, voire la clandestinité de certains groupes, leur mode de fonctionnement (enfermement, ruptures familiales ou diabolisation du monde extérieur), l'emprise exercée sur les adeptes ne facilitent pas le signalement des agissements les plus préoccupants.

Il convient de ne pas sous estimer non plus, les sentiments de craintes, de honte ou de culpabilité qui habitent fréquemment les ex-adeptes et les empêchent de témoigner d'une expérience qu'ils désirent avant tout oublier.

Au cours de la période 2002/2003, un certain nombre de faits ont cependant été signalés aux différentes administrations ainsi qu'aux associations.

Les dérives signalées

Les *Témoins de Jéhovah* sont l'organisation la plus souvent citée. Cela tient au nombre de *Jéhovistes* vivant en France, quelque 110 000 selon leurs propres estimations, mais aussi aux difficultés créées par les refus de transfusion sanguine et par le repli communautaire qui pose question en ce qui concerne le rapport à la citoyenneté.

Le mouvement *Kryeon* de type *new-age* est un sujet de préoccupation récemment apparu. Les signalements les plus inquiétants concernent les domaines de la santé et de l'enfance et visent à la fois la pratique des « harmonisations » et la théorie des enfants indigo (voir infra).

Le mouvement *Amour et Miséricorde*, implanté en Côte d'Or, a également attiré l'attention. La responsable de cette structure, non reconnue par l'Eglise catholique, fait état d'apparitions qui attirent un nombre important d'adeptes le 12 de chaque mois. Soumis à l'autorité de sa voyante, le groupe tend à se refermer sur lui-même.

Les dérives potentielles

En l'absence de signalements récents, certains indices obligent toutefois les pouvoirs publics à maintenir intacte leur vigilance. Des groupes antérieurement condamnés peuvent s'être mis en sommeil. D'autres peuvent se révéler ultérieurement dangereux.

Une communauté comme celle de *la Thébaïde*, sise à Roybon (Isère), conduit à s'interroger. Même si la communauté affirme suivre les dispositions légales en matière de sexualité, des écrits spécieux concernant la pédophilie alimentent le site Internet de ce groupe. Ainsi, peut on y lire un document intitulé *Plaidoyer en faveur d'une authentique pédophilie*.

Le mandat d'arrêt international délivré en mai 2003 par un juge d'instruction du canton de Genève à l'encontre du dirigeant d'*Energie universelle (HUE)*, « Maître Dang », pour escroquerie et blanchiment d'argent confirme que les problèmes posés par *HUE* sont toujours d'actualité. Ce mouvement syncrétique de type guérisseur utilise des techniques orientales pour la préservation de la santé (ouverture des chakras,...) et la guérison de maladies telles que le cancer et le sida (imposition des mains). Des stages de différents niveaux, occasions de fortes exigences financières, sont par ailleurs proposés aux adeptes.

La mouvance satanique est un autre motif de préoccupation. La disparition des organisations lucifériennes *Wicca internationale* et *Wicca occidentale*, au milieu des années 90, a fait la place à des groupes informels, difficilement décelables. La violence de ces groupes, souvent proches des milieux skin-heads néo-nazis, se matérialise par des profanations d'églises et de tombes. Le récent renvoi devant le tribunal correctionnel de Toulon, de huit satanistes pour « violation à caractère raciste » de sépultures, apologie des atteintes volontaires à la vie, crimes de guerre contre l'humanité et provocation à la haine raciale » montre la permanence du phénomène.

Dans le monde des sociétés secrètes, la dérive peut aussi se manifester comme celle liée, au milieu des années 90, aux massacres successifs de l'*Ordre du Temple Solaire*, groupe néo-templier à tendance apocalyptique.

Des structures, peu connues, sont à surveiller. Ainsi, *Church of Euthanasia*, groupe faisant l'apologie du suicide sur son site Internet, et qui tente de s'implanter dans l'hexagone. «*Sauvez la planète, tuez-vous*» est le slogan repris par ses adeptes. Le

site explique de façon détaillée et à l'aide de photos comment se donner la mort, selon une méthode utilisant l'hélium.

L'examen de ces dérives traduit la diversité des risques auxquels les pouvoirs publics doivent s'adapter.

Il est difficile de dénombrer les adeptes et les sympathisants de ces mouvements. Il ressort cependant, selon les estimations les plus fiables, que depuis dix ans le nombre de personnes évoluant dans un environnement sectaire semble être stabilisé. De même, le nombre de structures est resté sensiblement identique, soit à peu près une quinzaine par département.

Si l'on essaie d'établir une typologie des mouvements les plus représentés, classera dans l'ordre, des mouvements guérisseurs, des mouvements pseudo-évangéliques, des mouvements apocalyptiques et des mouvements orientalistes.

Toutes les catégories sociales sont représentées.

La géographie du phénomène sectaire connaît peu de changement : la façade méditerranéenne, la frontière nord-est et la région parisienne concentrent le plus grand nombre de structures, majoritairement en zone urbaine.

Si un certain nombre de groupes apparus dans les années 60 ont quitté la France ou sont en déclin, on assiste en revanche à une multiplication de petites structures. Beaucoup de ces nouveaux groupes empruntent au *new-age* qui imprègne la société d'idées ou de comportements qui se situent souvent en rupture avec les valeurs établies. L'ensemble est ainsi de plus en plus protéiforme.

L'utilisation des nouvelles technologies (Internet), la multiplication des actions juridiques intentées (recours administratifs, procès,...) les efforts visant à discréditer l'action de l'Etat en la matière, tant sur le plan national que sur la scène internationale, et la mise en œuvre de stratégies d'infiltration de la sphère économique ou étatique rappellent que le moindre relâchement de la vigilance serait très rapidement exploité par ceux qui ne demandent qu'à s'affranchir des valeurs de la République.

Si le phénomène paraît aujourd'hui maîtrisé, il ne faut pas sous-estimer sa capacité d'adaptation et de nuisance.

3 – SIGNALER LES RISQUES

L'action des mouvements à caractère sectaire vise principalement des personnes en difficultés ou ayant un fort besoin de protection. Il en est ainsi, notamment, des personnes connaissant des problèmes de santé.

La plus grande vigilance s'impose, également, dans le champ de la formation professionnelle destinée à des publics fragilisés ou mal insérés dans le monde du travail.

I - Dans le champ de la formation professionnelle

Les organismes à caractère sectaire ont investi ce secteur qui constitue pour eux un apport de ressources important. Les acheteurs de formation doivent donc faire attention aux offres proposées.

Les publics fragiles

La politique d'insertion de publics fragiles – personnes handicapées, chômeurs de longue durée – offre maints exemples de propositions de formation dépourvues de tout sérieux, parfois issues de psychotechniques dévoyées, parfois inspirées de l'ésotérisme.

- Financé par un conseil régional, un organisme de formation devait assurer au profit de personnes au chômage des stages techniques de secrétariat, de bureautique, de création de sites sur l'Internet. En l'occurrence, les actions proposées s'étaient éloignées du contenu technique annoncé pour dériver notamment vers l'utilisation de la programmation neurolinguistique. Les participants étaient ainsi culpabilisés sur leur situation de chômage. Il a été mis fin au stage à la suite des plaintes de plusieurs stagiaires. Une procédure de contrôle a été conduite. La procédure administrative de remboursement des fonds a été appliquée.
- Une association, qui demandait son enregistrement auprès des services de l'Etat comme organisme de formation, affichait pour objet de restaurer une demeure, de *«promouvoir son aspect vibratoire et de relancer par tout moyen ce lieu cosmotellurique, ainsi que son alchimie»*. Son enregistrement a été refusé.
- Une « technique d'harmonisation » a pu être proposée pour contribuer à la réinsertion économique et professionnelle de personnes privées d'emploi. Basée

sur une référence à l'anatomie énergétique, à la fréquence vibratoire, à la notion de « treillis cosmique », cette technique prétend assurer une « formation complète de praticien en six jours »; elle fait état de « certificat accrédité au niveau international », autant de mentions susceptibles d'être qualifiées de publicité mensongère ou de tromperie.

- Des offres très similaires proposent à des personnes sans emploi de bâtir des projets de création de cabinet de « consultant en éthologie », en « réflexologie », en « magnétothérapie », de développer des activités « d'étiopathe », « d'hypnothérapeute », de « conseiller hygiéniste ». Des certificats « de formation pratique en podoréflexologie », « de formation pratique pour le cours d'iridologue », de « conseiller en nutrition - naturopathe » ou de « praticien de santé naturopathe » prédisposent à l'exercice illégal de plusieurs professions de santé réglementées.
- Inspirés de *Kryeon*, des séminaires dits de « source intérieure » sont organisés, de préférence dans un « haut lieu énergétique », où les enseignements sont donnés par les « Maîtres ascensionnés »⁴. Le « protocole de désimplantation » proposé n'est pas différent des processus d'embrigadement, de rupture avec les repères sociaux, familiaux, professionnels que l'on retrouve dans une démarche sectaire.

Ces différentes propositions touchent souvent des populations psychologiquement et économiquement vulnérables, mais d'autres peuvent viser les professionnels de santé.

La formation continue des professions de santé

Des organismes formateurs cultivent en effet un voisinage étroit avec des groupes guérisseurs ou appartenant à la mouvance du *new-age*. Des programmes ont concerné notamment la périnatalité, la surveillance de la grossesse, la prise en charge du nouveau-né. Les organismes gestionnaires ont été invités à vérifier l'agrément de ce type de formations.

Un « coaching » thérapeutique à base de psychomorphologie et à connotation élitiste a pu ainsi être proposé comme action de formation permanente. Le titre de « maître praticien coach » référencé par le nom de l'organisme ne débouche pourtant sur aucune qualification véritable. Cette mention pourrait relever de la diffusion d'informations trompeuses ou mensongères, sanctionnée par le Code de la consommation.

Un gynécologue obstétricien hospitalier a pu demander la prise en charge financière⁵ d'un stage d'acquisition à la discipline des constellations familiales. L'organisme de formation constitué sous forme associative, affiche pour objet les « sciences infirmières » et le développement personnel, professionnel, organisationnel. Il met également en avant une préoccupation éthique qui se rapporte à l'avenir commercial des « constellations » et de leurs utilisateurs. Ladite préoccupation ne

⁴ Source : site www.lumieresdelaudela.com/ascension.htm. Août 2003.

⁵ Le financement a été refusé par l'établissement hospitalier.

présente évidemment aucun lien avec les codes de déontologie ou les règles professionnelles en vigueur applicables à différentes professions de soins.

Les quelques situations exposées ci-dessus peuvent paraître illustrer davantage des pratiques charlatanesques ou mercantiles que des dérives sectaires. L'arrière-plan permet toutefois de déterminer que des logiques d'emprises et de sujétion sont souvent mises en œuvre.

La MIVILUDES ne peut qu'encourager la mise en œuvre de dispositifs de formations reposant sur des critères d'acquisition ou de perfectionnement des savoir-faire et des savoir-être professionnels.

II - Dans le champ de la santé

L'engagement des adultes – parents, soignants, éducateurs – dans certains groupements dits « guérisseurs » peut comporter un danger pour les enfants et pour les personnes vulnérables. Ces groupes peuvent priver aussi bien de l'accès aux soins préventifs que constituent les vaccinations obligatoires⁶, que du bénéfice de soins curatifs, notamment à l'égard des malades cancéreux.

Des exemples de réseaux

Les deux situations suivantes permettent de mieux comprendre le mode de fonctionnement de certains mouvements sectaires, par la mise en évidence des relations de soins et des relations économiques qui se tissent.

Un réseau simple⁷

« Il existe, dans mon département, un réseau constitué d'une ostéopathe [...], d'une psychothérapeute sophrologue [...], et au bout de la chaîne un géobiologiste [...] pratiquant des désenvoûtements. Ce dernier vit avec la psychothérapeute sophrologue. Ces praticiens se renvoient leurs clients entre eux et récupèrent une... clientèle à la recherche d'un mieux être.

L'ostéopathe [...] draine les accidentés, les personnes souffrantes et tendues. Cette praticienne cerne les problèmes psychologiques de ces clients puis les oriente vers une psychothérapeute, relaxologue, sophrologue. Cette dernière[...] sans diplôme utilise des

⁶Un rappel des règles applicables aux vaccinations a été réalisé par le ministère de la santé par une note de la DHOS du 18 juin 2003.

⁷ Extrait d'un témoignage

techniques comme le rebirth et la sophrologie qui sont des techniques hypnotiques. Cela pourrait être sans danger si cette sophrologue ne trouvait pas un responsable à tous les problèmes vécus par ses clients grâce à ses pouvoirs de vision [...]. Seul son concubin radiesthésiste, bien sûr, est en mesure de trouver et de contrer l'être malveillant .

Cela se fait après de nombreuses séances d'hyperventilation où elle vous fait revivre entre autres votre naissance, puis quelques séances de désenvoûtement chez son concubin avec photos, bougies, charbons, mèches de cheveux coupées puis brûlées, poupées de cires coûtant tout de même 600 euros environ [...], et surtout une sorte d'électromètre maison permettant de mesurer le stress. Il faut ajouter un élément clef : l'aspect religieux. En effet ce couple invite à prier qui on veut lors de ses séances.

Ce réseau, relativement fruste, use de techniques manipulatoires éprouvées : exploitation des traumatismes pour mettre les personnes en état de sujétion, usage des faux souvenirs, magie...

Un réseau plus élaboré

Le réseau auquel appartenait une personne décédée en octobre 2002 peut être reconstitué comme suit. La tête de ce réseau est un médecin généraliste, non inscrit à l'Ordre des médecins en France. Exerçant de multiples activités, il tient un discours hostile à la médecine traditionnelle et à l'industrie pharmaceutique, développe les théories de *Hamer* sur les thèmes suivants : cancer, sida, affections neurologiques...

Les stages de « défi à l'abondance », de « magie atlante et divine », de « radionique », les ouvrages et cassettes « pour réussir dans vos entreprises », pour entretenir une « méga mémoire » sont facturés à des tarifs surprenants.

Une telle situation peut devenir tragique pour une personne, atteinte d'un cancer, qui s'écarterait de la médecine classique, et se soumettrait aux soins préconisés par le groupe (jeûne, pratique des lavements, thérapies par les plantes).

Comment soigner le cancer : de la psychobiologie au décodage biologique et à d'autres théories

Ici, sous des appellations de « psychobiologie », « psychogénéalogie », ou encore « psychobiogénéalogie », également appelée « mémoire cellulaire » ou « décodage biologique »⁸, on peut craindre les dévoiements de pratiques de soins.

Le caractère préoccupant de certaines théories et de certains enseignements proposés – notamment en matière de cancer et de sida – apparaît bien à la consultation de quelques sites Internet.

Divers exemples situent la dimension du risque.

- Un jeune homme de 17 ans est décédé d'un cancer. Un praticien avait déterminé qu'un problème psychique était à l'origine de son mal, ce qui nécessitait un travail sur soi de type « psychobiogénéalogique », impliquant l'arrêt de tout traitement médical traditionnel. Trois femmes, âgées respectivement de 39 ans, de 41 ans, de 43 ans,

⁸ Termes recueillis sur les programmes de formation à ces disciplines pour 2003 et 2004.

également décédées du cancer, avaient de même refusé les traitements conventionnels sous l'emprise de praticiens adeptes de la même méthode.

- Un psychiatre exerçant en clinique soignait des patients hospitalisés, y compris pour un cancer de l'utérus, par un régime alimentaire prétendument crétois, qui conduisait à la dénutrition. La MIVILUDES a signalé la situation au préfet du département. Il s'est avéré que ce psychiatre avait déjà été exclu de la communauté scientifique.

- L'éleuthéropédie, pratique liée à l'*Instinctothérapie*, impose aux enfants une alimentation composée exclusivement de produits crus, ce qui peut entraîner des retards de croissance. Les parents adeptes de la méthode s'en inquiètent eux-mêmes : « *Les enfants n'ont pas choisi, on a choisi pour eux, et qu'on le veuille ou non, ce choix implique des frustrations chez eux. [...]. C'est avec inquiétude que nous voyons l'écart de taille avec les enfants de leur âge se creuser* ».

- Invoquant son appartenance à une communauté refusant tout médicament, un père a pu refuser de donner à son enfant les traitements antipaludéens qui lui étaient nécessaires. Le père a été condamné en appel à six mois d'emprisonnement pour manquement à l'obligation de soins et blessures involontaires.

- AMMA, dirigeant le mouvement *Amrita*, prétend guérir la lèpre en touchant de sa langue les lésions du lépreux. Elle affirme également guérir le cancer par imposition des mains et en prenant le malade dans ses bras.

Les descriptions qui précèdent ne donnent qu'une mesure imparfaite du phénomène. Elles révèlent néanmoins les menées persistantes de mouvements qui se disent guérisseurs. La MIVILUDES constate qu'en dépit des efforts réalisés, les personnes fragilisées ou en souffrance continuent d'être des cibles privilégiées de ces dérives.

4 – INFORMER L'OPINION

Un des objectifs assignés à la Mission est aussi de développer **l'échange des informations** et de favoriser celle du grand public. Lettre, plaquette d'information, site internet, contacts avec les différents médias y concourent. Le souci constant est, là encore, de mettre en garde sans attiser les peurs.

I - La Lettre de la MIVILUDES

La diffusion depuis juin 2003 d'une publication bimestrielle appelée *Lettre de la MIVILUDES* s'inscrit dans la volonté de compléter l'information de ceux qui participent à l'action de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Les destinataires en sont notamment les membres du Conseil d'orientation et du Comité exécutif de pilotage opérationnel, les préfets et/ou les contacts de la MIVILUDES au sein des cellules de vigilance préfectorale, les personnes-ressources désignées dans les ministères, les procureurs de la République, les magistrats-référents dans les cours d'appel et les tribunaux de grande instance, les responsables d'associations ainsi que certains parlementaires et journalistes qui ont souhaité la recevoir. Elle est tirée à quatre cent cinquante exemplaires et diffusée par courrier postal.

Le sommaire s'articule autour de huit rubriques :

- agenda de la MIVILUDES
- réunions du Conseil d'orientation et du Comité exécutif
- déplacements à l'étranger
- questions de fond, traitement d'une thématique
- lu dans la presse
- livres
- actualité juridique
- actualité parlementaire : textes adoptés, questions écrites...

II - Une plaquette d'information pour le grand public

Quel est le rôle de la Mission interministérielle, quelle attitude adopter face au risque sectaire, comment identifier un groupe ou un proche sous emprise, quelle est la meilleure façon de réagir à l'égard de la victime, qui contacter ?

Telles sont les questions généralement posées par l'entourage des victimes. La nécessité d'élaboration d'un document diffusé largement s'est imposée comme l'un des maillons essentiels de l'information du public prévue à l'article 1-5 du décret institutif de la Mission.

Une plaquette conçue par l'équipe permanente de la MIVILUDES y répond⁹.

Ce document d'ores et déjà disponible, a été tiré à 40 000 exemplaires pour être diffusé le plus largement possible via les préfetures, les administrations et les établissements scolaires ou hospitaliers, les collectivités locales et territoriales ou à l'occasion de conférences ou séminaires de formation.

III - Création du site Internet MIVILUDES

Il s'agit pour la MIVILUDES :

- d'informer le grand public et en particulier les jeunes, sur le phénomène sectaire et les risques de dérive, les professionnels de l'information, les chercheurs et étudiants en mettant à leur disposition une documentation utile.
- de regrouper sur un site officiel les différentes ressources mises à la disposition des personnes victimes de dérives sectaires.
- de mettre en ligne des documents réalisés par les acteurs des différentes instances du dispositif de la MIVILUDES, ainsi que des contributions d'intervenants, notamment ceux du séminaire « Sectes et Laïcité ».

La solution retenue est celle d'un site contributif. Le schéma général du site a été présenté à la séance du Comité exécutif de pilotage opérationnel, le 25 juin 2003.

Sous une adresse ainsi libellée <http://www.miviludes.gouv.fr>, le site est consultable sur le réseau Internet depuis cette année.

IV – Presse – Radio -Télévision

Le changement d'appellation de la Mission, de la MILS à la MIVILUDES, et la nomination du nouveau président ont fait l'objet d'une large information¹⁰.

L'installation du Conseil d'orientation a suscité l'attention des médias, tout comme le séminaire « *Sectes et laïcité* » et certaines participations du président à des réunions de cellules de vigilance préfectorale.

Le 22 septembre dernier, le président a participé à l'émission « *Le Téléphone sonne* » de FRANCE INTER. Le 14 novembre, il était l'invité du magazine « *Secrets d'actualité* » sur M6, consacré à *l'Eglise de scientologie*. Certains membres du Conseil d'orientation ont été sollicités par les médias, comme le Professeur Philippe-Jean

⁹ Voir Annexe n°4

¹⁰ Voir Annexe n°5

PARQUET, psychiatre, qui a participé à l'émission « *C dans l'air* » sur la chaîne de télévision FRANCE 5, consacrée également au procès de l'OTS.

Nombreux sont les journalistes qui sollicitent la Mission pour procéder à une enquête thématique - les dérives dans les secteurs de la santé et de la formation sont les angles les plus souvent abordés -, pour enrichir un article ou un reportage de précisions chiffrées ou jurisprudentielles ou tout simplement pour vérifier une information en leur possession.

V – Le traitement par les médias

Le sujet a bénéficié d'un traitement régulier dans les pages intérieures des journaux et des magazines ainsi que dans l'audiovisuel, à des niveaux d'intensité variable :

- un niveau soutenu : mise en place de la MIVILUDES, procès et décisions de justice (Ex : OTS, *Instinctothérapie*, AUM, etc.), actualité législative (projet de loi bioéthique et dispositions sur le clonage reproductif, amendement ACCOYER au projet de loi sur la santé publique, etc.), faits divers impliquant un mouvement à caractère sectaire ou un adepte, enquêtes particulières¹¹, etc.
- un niveau exceptionnel : ce fut le cas pour Raël et l'annonce de la naissance d'un bébé cloné

L'EXPRESS du 23 janvier a clos le débat en reprenant une déclaration du président de la MIVILUDES : « *Avec l'annonce de la naissance, à Noël, du premier bébé cloné, la secte raélienne a réussi une opération médiatique lui permettant malheureusement de recruter de nouveaux adeptes.. Le président de la MIVILUDES (...) regrette que « les médias français aient donné un écho excessif et disproportionné à l'évènement, sans insister assez sur l'absence de garanties scientifiques ».*

¹¹ . « *Sectes, comment les repérer, comment en sortir* », TOP SANTÉ - 1^{er} avril 2003

. « *Les adolescentes peuvent se laisser séduire par ces substituts d'amitié que proposent les sectes* », TOP FAMILLE – septembre 2003

. Dossier sur l'obscurantisme : « *Comment le phénomène sectaire se banalise* » MARIANNE - 20 octobre 2003

. « *Comment on vous manipule* », SCIENCES ET VIE JUNIOR – novembre 2003

5 – FORMER LES ACTEURS

Un certain nombre de ministères (jeunesse et éducation nationale, santé, intérieur, justice) ont désigné dans leurs services déconcentrés des « correspondants ».

Les ministères de la santé, de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports se sont engagés résolument depuis plus de dix ans dans des actions de formation en direction des personnels d'encadrement.

Depuis six ans, le ministère de la justice organise des sessions de formation à l'école nationale de la magistrature pour les magistrats, mais aussi pour des fonctionnaires d'autres ministères.

Le ministère de l'intérieur de la sécurité intérieure et des libertés locales dispense des formations sur la problématique sectaire à des commissaires de police, des officiers, des gardiens de la paix, dans le cadre de leur formation initiale. La direction générale de la gendarmerie nationale assure également, sur le même thème, des formations à destination de ses personnels (officiers et sous-officiers).

L'institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) et l'institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) proposent à l'occasion de chaque session annuelle une sensibilisation des auditeurs au phénomène sectaire.

Le Centre national de la fonction publique territoriale offre depuis deux ans une formation à la prévention des risques sectaires.

La MIVILUDES accompagne ces administrations dans la définition et dans la mise en œuvre de leurs actions de formation.

Au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI)

Les mouvements à caractère sectaire fonctionnent à partir de structures juridiques diversifiées et de circuits économiques et financiers particuliers.

Leur analyse, par la MIVILUDES, est prolongée dans de nombreux cas, par les services compétents du MINEFI qui procèdent éventuellement à l'ouverture de contrôles et d'investigations.

Au cours de l'année 2003, plusieurs directions générales (impôts – douanes – concurrence, consommation, répression des fraudes - industrie, technologies de

l'information et des postes - trésor) ont exprimé des besoins d'information auxquels il a été répondu au cas par cas, et par la mise en place par la MIVILUDES de groupes de travail *ad hoc*.

Au cours de l'année 2003, une séance du séminaire : « Economie souterraine », qui s'est tenue à l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, a été consacrée à la question de la détection et de la lutte contre les dérives sectaires.

Au ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Les formations destinées aux personnels de l'éducation nationale (enseignement et jeunesse) répondent à plusieurs objectifs : informer le public d'âge scolaire du risque sectaire, former les enseignants et les personnels d'encadrement.

La formation des professeurs d'histoire-géographie, souvent porteurs de cette prévention dans le cadre des cours d'éducation civique en classes de 4ème et de 2nde, s'est poursuivie par l'intermédiaire de l'association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), notamment à l'occasion des rencontres de Reims le 13 mars 2003 et de la participation de la mission au Festival de la géographie de Saint-Dié (trois forums en octobre 2002).

On peut regretter que la formation des personnels de la jeunesse et de l'éducation populaire n'ait pas été poursuivie en 2003, de même que soit restée inachevée la réforme des IUFM qui prévoyait, en 3^{ème} année, une formation de l'ensemble des élèves-professeurs au risque sectaire.

Les « correspondants » de chaque académie de l'éducation nationale ont été réunis le 29 avril 2003 au ministère. Le secrétaire général et une chargée de mission de la MIVILUDES ont participé à cette action de formation destinée aux personnels d'encadrement.

D'autre part, à la demande du Préfet du département du Loiret, une action de même nature a été conduite à l'intention des proviseurs de lycée et des principaux de collège, sous la responsabilité de l'inspecteur d'académie.

Enfin, la MIVILUDES continue d'intervenir dans le cadre de DESS « Intelligence économique » et « Information et sécurité » ; ces formations sont destinées entre autres, à des étudiants fonctionnaires.

Au ministère de l'intérieur

Il a été décidé qu'un chargé de mission de la MIVILUDES apporterait son concours à l'élaboration d'un référentiel de formation sur les mouvements à caractère sectaire, destiné aux écoles des gardiens de la paix.

Au ministère de la santé

Une réunion d'information a eu lieu au ministère de la santé, destinée à des agents confrontés à des dossiers sensibles. Elle a permis d'exposer la problématique et les agissements de certains groupes intervenant dans le système de santé : santé mentale, périnatalité, clonage, soins palliatifs, prise en charge des personnes atteintes d'affection neurologiques, cancéreuses...

La mission a apporté son concours à une campagne d'actions nationales et régionales de formation destinées aux personnels hospitaliers en 2002. L'accent a été mis sur les ressources de la réglementation et du droit commun, sur des situations concrètes d'entrisme sectaire dans les établissements de santé et dans le secteur médico-social.

Des outils pédagogiques de formation adaptés

La MIVILUDES a commencé à élaborer un dispositif d'information et de formation des agents publics constitué d'un tronc commun de connaissances et d'informations spécifiques à chaque département ministériel.

Un « Guide de l'agent public » est en préparation, il sera largement diffusé aux administrations. Des moyens multimédias (CD-ROM, DVD ou site Internet) devraient favoriser cette diffusion, en facilitant l'accès et la mise à jour des contenus de formation.

S'agissant plus particulièrement de la formation des agents des collectivités locales, une convention de partenariat entre le Centre national de fonction publique territoriale (CNFPT) et la MIVILUDES doit être signée par les présidents de ces deux instances. Les partenaires se sont engagés à échanger des informations et à promouvoir des actions de sensibilisation et de formation dans le domaine des dérives sectaires.

Séminaire universitaire « Sectes et Laïcité »

Avec le soutien du ministère de la Recherche, la MIVILUDES organise d'octobre 2003 à juin 2004, au rythme d'une séance tous les quinze jours, un séminaire universitaire, auquel participent, notamment des professeurs de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Autour du thème *Sectes et laïcité*, chacun selon sa position exprime un point de vue qui permet de mieux cerner les critères à retenir pour asseoir une politique publique dans ce domaine sensible. Outre ceux qui sont familiers du sujet - parlementaires, sociologues des religions, ou militants de terrain -, on entend des médecins et des psychiatres, des historiens, des anthropologues, des juristes mais aussi des témoins étrangers. S'expriment également à la fois des spécialistes de la laïcité et des représentants des grandes religions. Les philosophes ont introduit et concluront cette mise en perspective ¹².

¹² Le programme et la liste des intervenants figurent en annexe n°6

Le public invité est essentiellement constitué par les élèves des écoles doctorales. Des actes seront publiés au fur et à mesure sur les sites Internet de la MIVILUDES et du ministère de la Recherche.

La MIVILUDES a souhaité créer ainsi un lieu de réflexion et de mise en commun des différents intervenants ou chercheurs qui ont eu à réfléchir sur le phénomène sectaire. Il s'agit d'organiser pour la première fois en France un débat ouvert où tenants et opposants de groupes socialement contestés pourront s'exprimer et faire progresser, par la confrontation, l'analyse des dérives sectaires.

Ce séminaire ne cherche pas à définir ce qui est du ressort de la croyance, parce que toute croyance est légitime au pays de la liberté absolue de conscience. Il se propose de cerner ce qui rend quelques groupes récents si extérieurs au fonctionnement implicite de notre société républicaine pour tenter, par la réflexion et l'information, de permettre une clarification des critères d'une politique publique en matière de « dérives sectaires ».

6 – COMPARER LES EXPÉRIENCES

L'activité internationale de la Mission s'est manifestée, principalement, dans trois directions : l'établissement de contacts à l'étranger ainsi qu'au Conseil de l'Europe, la participation à une réunion des pays européens à Bruxelles, la réalisation d'une étude de synthèse de l'approche du phénomène sectaire par huit pays européens.

I - Des missions d'échanges et d'informations

Ces missions ont permis de présenter à nos interlocuteurs étrangers l'organisation de la MIVILUDES, et les missions qui lui sont assignées en matière de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Elles ont également permis de présenter les grandes orientations de l'action administrative en matière de prévention et de protection des mineurs, d'aide aux victimes, de meilleure coordination interministérielle et d'ouverture sur la société civile via le Conseil d'orientation, etc.

La MIVILUDES a pris l'initiative de trois missions à l'étranger, au Canada, au Danemark et en Slovaquie. Elle a participé avec le ministère des affaires étrangères à une réunion de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sise à Vienne (Autriche) et effectué un déplacement au Conseil de l'Europe.

Ces missions ont permis des approches comparatives des politiques publiques de lutte contre les dérives sectaires. Ces contacts ont été noués dans un esprit d'ouverture et, au-delà des différences de conception, de compréhension mutuelle.

Aucune critique n'a été émise à l'encontre de la politique française. Nos interlocuteurs ont exprimé au contraire le souhait de renforcer les échanges et les expériences sur des thèmes communs.

Rencontre avec les autorités canadiennes (20 et 21 février 2003)

Ce pays, où n'existe aucune réglementation spécifique en cette matière, se caractérise par un régime très libéral garanti par la Charte des Droits et Libertés de 1978 et la loi sur les Droits de la Personne de 1977.

Le mouvement *Raëlien* a obtenu au Québec en 1994 le statut de « corporation religieuse » qui lui permet de bénéficier d'exonérations fiscales. Les activités du mouvement sont ainsi exemptées de l'impôt foncier et les membres donateurs bénéficient d'exonérations fiscales.

Le libéralisme dont les autorités canadiennes font montre sur la question des mouvements à caractère sectaire est cependant tempéré dans certains domaines. Ainsi depuis les attentats du 11 septembre 2001, les services de police canadiens ont renforcé la surveillance de certains groupes. De même, il existe un mécanisme dit « d'entente multisectorielle » équivalant en France à une concertation interministérielle *ad hoc*

destinée à protéger les enfants victimes d'abus sexuels notamment. Le projet de loi canadien sur le clonage rejoint dans ses grandes orientations et modalités, le projet de loi français sur la bioéthique. Ainsi, ce projet relatif aux techniques de procréation assistée et de recherche connexe vise-t-il à interdire toute forme de clonage reproductif et thérapeutique.

Mission au Danemark (5 au 7 mai 2003)

Du 5 au 7 mai 2003, la MIVILUDES a effectué une mission d'information au Danemark. Le programme a permis de rencontrer des personnes connues pour leur compétence en matière de droits de l'homme et de nouveaux mouvements religieux.

Dans un pays réputé pour sa grande liberté d'expression, la MIVILUDES s'est attachée à expliquer à ses interlocuteurs la politique française sur le problème sectaire.

Dans le système danois d'organisation du culte, l'Eglise luthérienne est une Eglise nationale. La conception danoise se révèle très tolérante à l'égard des « nouvelles religions » et des mouvements à caractère sectaire. Les critères de reconnaissance du statut de « religion » sont l'existence d'un culte, un nombre minimum d'adeptes (150) et le respect des règles fondamentales du droit. Le ministre des cultes prend sa décision après avis d'un comité consultatif.

L'exemple de l'*Eglise de scientologie*, qui a récemment suspendu sa demande d'obtention du statut de « religion » (après avoir essuyé deux échecs dans le cadre de démarches similaires), est symptomatique des limites imposées par la société danoise au champ religieux.

Déplacement en Slovaquie (9 et 10 juillet 2003)

Les 9 et 10 juillet 2003, la MIVILUDES s'est rendue en Slovaquie, pays candidat à l'entrée dans l'Union Européenne.

Les critères de la loi de 1992 sur l'enregistrement des Eglises auprès de l'Etat limitent le nombre d'Eglises reconnues. Ainsi, dans ce pays où la religion catholique est prédominante, sont reconnues les Eglises « traditionnelles » et celles pour lesquelles il est nécessaire de produire une pétition comportant au moins 20.000 signatures de citoyens résidents permanents dans le pays. Douze des seize Eglises enregistrées bénéficient de l'aide financière de l'Etat pour assurer le salaire des prêtres et des ministres du culte.

Les autorités slovaques admettent cependant que le phénomène sectaire est en augmentation depuis une dizaine d'années et constitue une menace diffuse tant pour les individus que la sécurité de l'Etat. Outre l'Eglise catholique, à l'origine de la sensibilisation de l'opinion aux dérives sectaires, diverses structures, étatiques ou privées, s'intéressent aussi à cette problématique :

- l'Institut chargé des relations entre l'Etat et les religions, créé en janvier 1997 et dépendant du ministère de la Culture, a répertorié plus de deux cents groupes dont la plupart des mouvements transnationaux présents également en Slovaquie ;
- le Centre pour les études des sectes au Conseil œcuménique des Eglises, créé en 1995, a pour mission essentielle de transmettre au public des informations qualifiées sur ces

mouvements. Cette structure associative dispose d'un site Internet et édite un magazine trimestriel diffusé à 2500 exemplaires ;

- l'Office de la criminalité violente, qui dispose d'une cellule «secte» chargée de suivre les mouvements, à titre préventif.

Mission de la MIVILUDES au Conseil de l'Europe (24 juin 2003)

Le 24 juin 2003, le président de la MIVILUDES s'est rendu à Strasbourg au Conseil de l'Europe où il a rencontré le Commissaire aux droits de l'Homme, M. Alvaro GIL-ROBLÈS, ainsi que des hauts fonctionnaires du Conseil et de l'assemblée parlementaire auxquels il a présenté la MIVILUDES.

A la mise en place d'une législation ou de structures spécifiques pour lutter « contre les sectes », M. GIL-ROBLÈS a rappelé sa préférence pour la réaffirmation des valeurs des droits de l'homme et des libertés individuelles, l'utilisation des législations existantes permettant le contrôle sur les activités économiques et financières de ces mouvements et la mise en œuvre d'actions de prévention. Ces actions doivent notamment, selon lui, s'attacher à combler un vide spirituel. Il travaille actuellement au projet de création d'un institut de formation des formateurs religieux pour lequel il espère le soutien de la France le moment venu.

Certains de nos interlocuteurs ont fait part de l'intérêt que les mouvements à caractère sectaire – notamment les plus puissants d'entre eux – portaient au Conseil de l'Europe et ont évoqué des interventions, voire des pressions exercées sur certains parlementaires et fonctionnaires. Ce constat s'explique par le rôle de l'institution en matière de protection des droits de l'homme et des normes juridiques ainsi que son ouverture aux pays d'Europe centrale et orientale.

Mission de la MIVILUDES à l'OSCE, à Vienne (17-18 juillet 2003)

Enfin, la Mission a participé à l'OSCE à Vienne en juillet 2003 à une réunion de la conférence sur la dimension humaine consacrée à la liberté de religion et de croyance.

La présence du président de la MIVILUDES au sein de la délégation française a permis de lever un certain nombre d'interrogations. Contrairement aux années précédentes, notre pays n'a pas été l'objet de critiques pour sa politique à l'égard des nouveaux mouvements religieux. Des craintes demeurent cependant de la part de certains représentants d'organisations non gouvernementales sur l'application qui pourrait être faite de la loi du 12 juin 2001.

II - Le séminaire européen sur les dérives sectaires, à Bruxelles, les 5 et 6 avril 2003

Dix pays étaient représentés (la Belgique, la France, la Finlande, la Hongrie, Chypre, la Roumanie, la Slovaquie, le Royaume Uni, la Suisse et la République tchèque), auxquels il convient d'ajouter quelques observateurs qualifiés. Une telle

réunion a mis en évidence une grande variété d'approches du phénomène sectaire et des nouveaux mouvements religieux, au sein de l'Europe.

La vigilance active des nations comme la France ou la Belgique est source de réflexion pour des pays comme la Slovaquie, la Hongrie ou la République tchèque. D'autres pays ont des approches plus neutres comme la Grande-Bretagne, la Finlande ou la Suisse.

Le constat a été fait également d'une grande variété des modalités de l'action administrative : centre indépendant des pouvoirs publics en Suisse, mise en place de structures interministérielles comme en Belgique ou en France, ou rattachement de l'action à un ministère particulier : intérieur (Grande-Bretagne) ou parfois à deux ministères comme à Chypre (justice, intérieur).

Le séminaire s'est conclu par l'adoption de résolutions. L'ensemble des délégations a exprimé le souhait de maintenir le principe d'une réunion annuelle des pays intéressés. En 2004, la Roumanie a proposé d'accueillir ce séminaire en proposant un thème transversal qui porterait sur « le phénomène sectaire et l'ordre public », complété par l'étude d'un mouvement particulier. Les délégations se sont mises d'accord pour développer de manière informelle leurs contacts bilatéraux.

III - Une étude de synthèse de l'approche des dérives sectaires de huit Etats européens

La comparaison des politiques menées par huit pays d'Europe (Grande-Bretagne, Autriche, Suisse, Allemagne, Italie, Grèce, Espagne, Pays-Bas) conduit aux principales conclusions suivantes :

Dans certains Etats, l'approche du phénomène sectaire est très distanciée

C'est le cas de l'Italie et de l'Espagne où l'Eglise catholique est dominante et de la Grèce où l'Eglise orthodoxe, définie comme une religion prépondérante, et non comme religion officielle, représente 97 % de la population.

En Grande-Bretagne, ni l'opinion publique, ni les gouvernements successifs et a fortiori les médias ne s'intéressent apparemment au phénomène sectaire. Le fait religieux bénéficie d'une totale liberté et chacun peut créer un « culte » ou « un nouveau mouvement religieux ». Il en existerait environ 1 700 dans ce pays.

La Suisse est caractérisée par une double politique, d'inspiration libérale :

- absence de politique au niveau fédéral pour lutter contre les dérives sectaires tant qu'il n'y a pas d'indices de tentatives d'infiltration des services de l'Etat.
- politiques cantonales très diverses. Certains cantons (Bâle, Zurich) souhaitent, semble-t-il, limiter les actions de prosélytisme. D'autres (Vaud, Tessin) préconisent des projets d'informations et d'éducation. Un centre international d'information sur les croyances (CIC) a été installé à Genève et un observatoire universitaire des religions a été mis en place à Lausanne depuis l'année 2000.

Dans d'autres pays, l'intervention de l'Etat est plus forte

Certains Etats européens, de tradition plus interventionniste, sont soucieux de protéger la personne humaine des dérives sectaires et de prévenir les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

L'Autriche a créé des structures *ad hoc*. Au niveau fédéral, une mission pour les questions sectaires (Bündestelle für Sekten Anfragen) a été mise en place en 1998 par la loi. Etablissement public, sous tutelle du ministère des affaires sociales, elle a pour rôle d'informer l'opinion publique. Le gouvernement autrichien a assoupli en 1998 sa législation. La loi sur les « communautés religieuses » permet aux nouveaux mouvements religieux de bénéficier de l'acquisition de la personnalité juridique à la suite d'une procédure de probation. A l'issue d'une période « d'observation » de dix ans, au cours de laquelle le ministère chargé des cultes s'assure notamment que les mouvements concernés ont utilisé leurs ressources « exclusivement à des fins religieuses » et ne se sont pas rendus coupables d'agissements contraires à la loi, les « communautés religieuses » sont fondées à demander leur reconnaissance comme « religion » à part entière, statut offrant plusieurs avantages fiscaux et éducatifs (prise en charge financière par l'Etat de l'enseignement religieux assuré dans le cadre de la scolarité obligatoire). Les « nouveaux mouvements religieux » les plus importants y bénéficient aujourd'hui du statut de « communauté religieuse ».

En Allemagne, la surveillance des mouvements à caractère sectaire est structurée à plusieurs niveaux :

- Le Bundestag a créé une commission parlementaire chargée d'un rapport en 1998 sur les « sectes et groupes psychologiques ».
- Un projet de loi visant à protéger les « consommateurs en matière de religion » est à l'étude.
- Divers groupes de travail composés de fonctionnaires fédéraux et de représentants des Länder se réunissent deux fois par an pour procéder à des échanges d'informations et d'expériences.
- Les nouveaux länder (Mecklenburg, Poméranie, Berlin) mènent une politique de prévention, d'information et d'accueil des ex adeptes.
- En 1997, la conférence annuelle des ministres de l'intérieur avait déclaré l'*Eglise de scientologie* dangereuse pour les libertés fondamentales et les droits de l'Homme. La surveillance exercée sur ce mouvement a été déclarée abusive par une décision du tribunal administratif de Berlin d'août 2003.

Un regard porté vers la politique de la France

En dépit d'une politique et d'une approche différentes des nôtres, de nombreux Etats souhaitent échanger leurs expériences avec la France sur ce sujet (Grèce, Espagne, Allemagne, Autriche, Grande Bretagne). En Grèce notamment au début de l'année 2002, soixante-deux députés des deux plus grands partis ont demandé la création d'une commission de lutte contre les dérives sectaires, calquée sur le modèle français. Les autorités espagnoles suivent avec intérêt les initiatives françaises prises en cette matière. En 1999, une commission mixte, justice et intérieur, a notamment suggéré

de créer un observatoire des mouvements sectaires. L'Autriche et l'Allemagne et la Grande Bretagne sont intéressées par les échanges de bonnes pratiques et d'expérience avec la France.

7 - COORDONNER LES SERVICES

Dans un domaine aussi complexe et diversifié que celui que l'on vient de décrire, l'action des pouvoirs publics ne peut s'exercer efficacement que dans un cadre interministériel et partenarial.

Les structures composant la MIVILUDES, qu'il s'agisse de l'équipe permanente, du Comité exécutif de pilotage opérationnel ou du Conseil d'orientation, ont été conçues et composées pour satisfaire à cette exigence, sous l'autorité d'un président unique qui garantit le pluralisme de la réflexion et la cohérence de l'action.

S'appuyant sur l'ensemble des services de l'Etat, et notamment sur les cellules de vigilance préfectorales, la Mission interministérielle bénéficie d'un dispositif administratif important.

I – La Mission interministérielle

Une équipe permanente interdisciplinaire

Le président de la MIVILUDES, inspecteur général de l'administration, le secrétaire général, magistrat de l'ordre judiciaire, les membres permanents de la Mission, forment une équipe pluridisciplinaire. La complémentarité de leurs qualités d'experts facilite le travail de coordination et de réseau, et permet d'étudier les dérives sectaires dans leur diversité.

Un organe interministériel : le CEPO

Le Comité exécutif de pilotage opérationnel (CEPO¹³) est composé de représentants des départements ministériels prioritairement concernés par le phénomène sectaire, les ministères de l'intérieur, des affaires sociales, du travail et de la solidarité, de la justice, des affaires étrangères, de la défense, de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, de l'économie, des finances et de l'industrie, de la santé, de la famille et des personnes handicapées¹⁴.

Le Comité exécutif doit être réuni au moins six fois par an sur convocation du président de la Mission. Au cours de l'année 2003, il a été réuni cinq fois en séance

¹³ article 5 du décret du 28 novembre 2002, annexe 1

¹⁴ Voir arrêté du 3 mars 2003 relatif à la composition du CEPO, annexe 2

plénière¹⁵ et deux fois en séance restreinte. Lors de sa première réunion, le 5 mars 2003, le président a tracé les axes de travail prioritaires pour la première année : combattre les dérives, assurer la protection des mineurs, améliorer l'aide aux victimes, défendre l'originalité de la position française.

Au cours de ses séances, le CEPO s'est efforcé de préciser les contours de la notion de dérive sectaire, en s'accordant sur les principaux critères de dangerosité.

En présence des responsables juridiques des différents ministères, il s'est interrogé sur les demandes de communication de documents administratifs présentées aux administrations.

La protection judiciaire des mineurs et l'accompagnement des victimes ont été l'objet de travaux entre la justice, l'éducation nationale et les services de police et de gendarmerie. Dans cet esprit, le ministère de l'éducation nationale a eu l'occasion d'expliquer comment était organisé l'agrément des associations en milieu scolaire.

Les activités artistiques ou sportives, les formations dans les secteurs de la périnatalité, la psychiatrie, les soins palliatifs en milieu hospitalier, sont des domaines particulièrement visés par les pratiques sectaires. Les problématiques et les réponses à apporter sont largement communes à ces différents ministères. L'échange d'informations est donc particulièrement utile.

Les contacts bilatéraux entre la MIVILUDES et les différents ministères se situent à différents niveaux : ministres, cabinets ministériels, fonctionnaires.

Ainsi, le président a-t-il été invité à rencontrer le ministre de la santé, M. Jean-François MATTEI, et la secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, Mme Marie-Thérèse BOISSEAU. Il en a été de même avec les directeurs de cabinet ou les conseillers techniques des ministères représentés au CEPO.

Régulièrement, les conseillers et chargés de mission de la MIVILUDES réunissent ou rencontrent les correspondants des différentes administrations.

A son tour, la MIVILUDES apporte sa contribution à l'action des organismes qui la sollicitent. Ainsi, le président a-t-il été auditionné par la Commission de réflexion sur la laïcité confiée à M. Bernard STASI.

Une instance de réflexion : le Conseil d'orientation

Aux côtés de la mission permanente et du Comité exécutif, le Conseil d'orientation est le troisième élément du dispositif : *« Il contribue, par ses travaux, à nourrir la réflexion des pouvoirs publics sur les dérives sectaires, à dégager des orientations et des perspectives d'action pour la mission et à favoriser l'évaluation de cette action ».*

¹⁵ 5 mars, 23 avril, 25 juin, 24 septembre et 12 novembre 2003

Le Conseil d'orientation est composé d'une trentaine de personnes qualifiées, nommées par arrêté du Premier ministre. Issus du monde parlementaire, de la haute fonction publique, du monde associatif, de l'université, du milieu médical ou du secteur économique et social, ses membres ont tous, en raison de leurs compétences ou de leur expérience, été amenés à s'intéresser à la problématique des dérives sectaires ¹⁶.

Au cours de l'année 2003, le Conseil d'orientation s'est réuni une fois par trimestre en réunion plénière. Il a notamment débattu de la notion de dérive sectaire et s'était interrogé sur une analyse des mouvements à partir de la notion de dommage. Par ailleurs, certains de ces membres ont travaillé en formations restreintes, animées par les membres de la MIVILUDES, autour des thématiques de l'année : la protection des mineurs, le séminaire « Sectes et Laïcité », l'action internationale, l'orientation des travaux de la MIVILUDES ...

Enfin le Comité exécutif et le Conseil d'orientation ont été, comme le prévoit le décret, consultés sur la rédaction du présent rapport. A deux reprises, ils ont pu analyser et critiquer les développements préparés par le secrétariat général. Leurs observations, présentées en séances ou par des contributions écrites, ont été largement prises en compte pour le rapport définitif.

Avec ce triptyque - l'équipe permanente, le Comité exécutif, le Conseil d'orientation -, la MIVILUDES forme un dispositif propre à animer l'action de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Le cabinet du Premier ministre et les réunions périodiques au niveau des cabinets des ministres intéressés la guident dans ses grandes orientations.

Ainsi, lors de l'installation du Conseil d'orientation, le directeur du cabinet du Premier ministre avait-il évoqué « le juste équilibre à trouver entre l'indispensable respect dû aux croyances et aux convictions, et la nécessaire vigilance à l'égard de dérives qui peuvent s'avérer dangereuses pour l'individu et la société ».

Par ailleurs, l'action de coordination administrative se prolonge au niveau des départements où les préfets sont invités à réunir périodiquement, dans des « cellules de vigilance » les principaux services de l'Etat concernés.

¹⁶ Voir arrêté du 3 mars 2003 relatif à la composition du Conseil d'orientation en annexe 3.

II - Les cellules de vigilance départementales

C'est en 1997, par une circulaire du ministre de l'intérieur, qu'il a été demandé aux préfets de « favoriser les échanges d'information entre les services déconcentrés des administrations de l'Etat afin de lutter contre les dérives sectaires répréhensibles au regard de la loi ». En 1999, une seconde circulaire instituait « les cellules de lutte contre les agissements répréhensibles des mouvements sectaires » qui deviendront « les cellules de vigilance ».

Enquête diligentée par la MIVILUDES en direction des préfetures

Après quelque cinq années de fonctionnement, il a paru utile d'établir un bilan d'activité des cellules de vigilance. La MIVILUDES a donc lancé, au cours de l'année 2003, une enquête auprès de l'ensemble des préfetures.

L'exploitation des résultats permet de disposer de données actualisées sur l'organisation du dispositif et sur le fonctionnement des cellules. Par ailleurs, les comptes-rendus des réunions tenues en 2003 fournissent des indications utiles sur le fonctionnement et l'activité des services.

Organisation du dispositif

Années	Nombre de mises en place des cellules de vigilance	Départements
1996	1	67
1997	1	25
1998	5	02, 14, 22, 30, 77
1999	4	11, 44, 64, 87
2000	23	01, 03, 06, 15, 16, 31, 38, 45, 46, 52, 61, 62, 63, 66, 75, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 88, 92
2001	10	24, 27, 32, 35, 50, 57, 68, 78, 89, NC
2002	2	17, 54
2003	10	05, 09, 26, 28, 33, 43, 53, 67, 94, 95

Ce sont en tout, depuis leur création, cinquante six départements qui ont installé une cellule de vigilance. La majorité d'entre elles ont été créées à partir de l'année 2000. En 2003, dix départements ont pour la première fois réuni leur cellule de vigilance.

Quarante et un départements de métropole n'ont jamais réuni de cellule de vigilance. Les motifs invoqués sont variés. Ils tiennent à la faiblesse « apparente » de l'activité des mouvements à caractère sectaire au plan local ou au fait que les problèmes peuvent être traités indépendamment, dans le cadre d'un groupe de travail *ad hoc*.

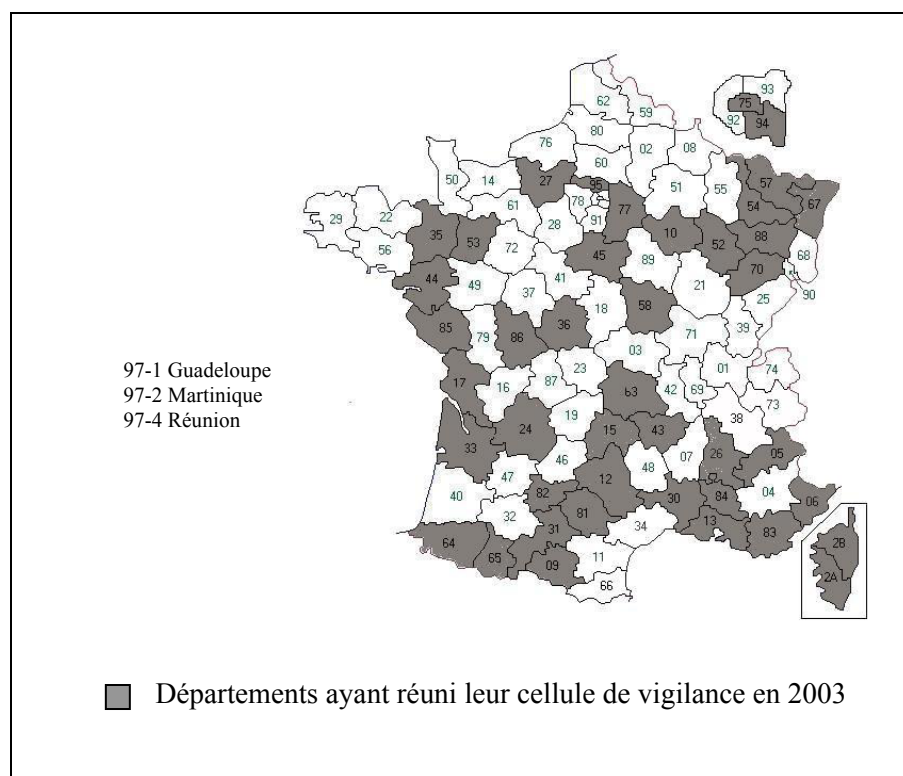
Les attentes exprimées par les départements

Les départements, à l'occasion de l'enquête, ont pu exprimer leurs attentes et leurs besoins. Ainsi :

- une diffusion d'informations sur l'évolution des mouvements
- un guide relatif à l'arsenal juridique et à la jurisprudence
- une aide pour la mise en place d'actions de formation destinées aux administrations
- un dispositif d'échanges de pratiques et d'informations
- une communication des décisions de justice
- une typologie des agissements répréhensibles
- des documents « grand public » relatifs aux risques.

Le fonctionnement des cellules de vigilance en 2003

Durant l'année 2003, 45 départements, dont 3 de l'outre-mer (voir carte), ont réuni leur cellule de vigilance au moins une fois ; 3 départements l'ont réuni 2 fois. Il a été fait appel 25 fois aux membres de la MIVILUDES pour une participation à ces travaux.



Des commentaires peuvent être formulés sur cette répartition géographique. Les mouvements à caractère sectaire, même si certains sont de faible ampleur, se développent dans la partie sud de la France. Or, on observe que des départements comme l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, l'Aude mais aussi l'Ardèche et la Lozère n'ont pas de cellules de vigilance actives.

S'agissant du nord et de l'est de la France, zones frontalières sensibles, où les signalements sont nombreux, seuls les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Haute-Marne et de l'Aube réunissent périodiquement leurs cellules.

Quant aux départements ruraux du centre de la France, où se développent des microgroupes à caractère sectaire potentiellement dangereux, à l'exception du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire, de l'Indre ou de la Dordogne, ils sont dépourvus de cellule de vigilance. Cette observation vaut largement pour la Bretagne et la Normandie.

Enfin, trois départements d'outre-mer, la Réunion, la Martinique et de la Guadeloupe ont réuni en 2003 leur cellule de vigilance. A cette occasion un chargé de mission de la MIVILUDES a été convié à se rendre aux Antilles. Cette mission a permis de dresser un bilan de la situation locale et d'effectuer une analyse plus générale.

De nombreux groupes, transnationaux ou endogènes, sont implantés en Martinique et en Guadeloupe. L'expansion de la mouvance pentecôtiste est à souligner. Ces mouvements, plus nombreux qu'en métropole, exercent néanmoins une moindre emprise sur les adeptes. La façon dont ces derniers n'hésitent pas à passer d'un mouvement à un autre amène à relativiser le risque d'emprise. Toutefois en Martinique, la condamnation de plusieurs membres du *Mouvement des douze* à des peines d'emprisonnement pour « violences aggravées » ou les démêlés judiciaires rencontrés par les responsables d'un mouvement pseudo-évangélique, illustrent cependant des risques de pratiques déviantes.

L'exploitation des comptes-rendus de réunion des cellules de vigilance permet d'évaluer les activités des cellules et de dégager quelques perspectives d'action pour l'avenir.

Les Renseignements généraux et la Gendarmerie apportent leur connaissance des mouvements et des dérives possibles.

L'institution judiciaire participe aux réunions, elle est le plus souvent représentée par le procureur de la République. La présence des juges des enfants et des substituts des mineurs serait également souhaitable.

Pour l'éducation nationale, c'est l'inspecteur d'académie ou son représentant qui est en général présent. L'accent est mis sur le contrôle de l'obligation scolaire et l'application de la loi du 18 décembre 1998.

Les actions de formation conduites dans les départements ou les académies en direction des chefs d'établissement, des futurs enseignants dans les instituts universitaires de formation des maîtres et auprès des collégiens et des lycéens sont à développer et à encourager.

S'agissant de la jeunesse et des sports, la vigilance porte essentiellement sur le contrôle des agréments accordés aux associations, les activités conduites dans les centres de vacances et la sensibilisation des personnels d'encadrement des activités sportives, de loisir et d'éducation.

Le secteur de la formation professionnelle est un secteur préoccupant. Les directions régionales du travail de l'emploi et de la formation professionnelle présentes dans les réunions des cellules de vigilance évoquent les phénomènes d'entrisme de certains mouvements à caractère sectaire. Ces directions s'efforcent d'évaluer la qualité des prestations et la pertinence des actions.

Les services fiscaux, quant à eux, sont régulièrement présents. Ils sont en mesure d'effectuer, si besoin est, un contrôle a posteriori des associations mais ils traitent bien évidemment les aspects financiers et fiscaux dans le champ du droit commun. Leur vigilance doit être appelée sur la particularité de certains mouvements.

Les directions départementales des affaires sanitaires et sociales sont bien représentées au sein de cellules. Les DDASS sont conscientes de l'existence de phénomènes à caractère sectaire dans le champ de la santé, notamment en milieu hospitalier. Les actions pour endiguer des pratiques de soins non conventionnels ou pour sanctionner des pratiques contraires à la déontologie doivent être développées.

La présence des associations est très utile, qu'il s'agisse des associations départementales de défense de la famille et de l'individu (ADFI), des associations familiales comme l'union départementale des associations familiales (UDAF), ou du centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales (CCMM). Ces associations apportent une connaissance très concrète du terrain. Leur action est déterminante pour venir en aide aux victimes. La participation de ces associations dans le fonctionnement des cellules mérite donc d'être valorisée et renforcée, sauf si des considérations particulières tenant à la confidentialité des échanges militent en faveur d'une réunion restreinte.

L'ensemble des cellules évoque la nécessité d'apporter une aide aux victimes et de mener des actions de prévention. Dans ce domaine, le relais des associations est particulièrement apprécié, mais certains préfets envisagent de mettre en place un dispositif léger, pluridisciplinaire comprenant des travailleurs sociaux, des psychologues, des juristes, qui pourraient, en tant que de besoin, apporter une aide et un suivi complémentaires.

Enfin, les élus locaux sont peu présents dans les réunions des cellules. Pourtant, les échanges sont particulièrement fructueux quand les représentants du conseil général ou de l'association départementale des maires y participent. Peuvent être alors abordés le rôle des travailleurs sociaux, l'engagement des services de l'aide sociale à l'enfance ou de la protection maternelle et infantile. A cet égard, l'implication exemplaire d'un département comme celui du Loiret est à souligner. Il serait important que des initiatives identiques puissent être prises dans d'autres départements.

En conclusion, on ne saurait trop souligner l'importance et la nécessité des échanges d'informations réalisés à l'occasion de ces rencontres. On pourrait d'ailleurs utilement mettre en place en amont et en complément des réunions plénières, des groupes de travail thématiques. Globalement, les activités des cellules de vigilance méritent d'être dynamisées.

DEUXIÈME PARTIE

ORIENTATIONS

TRAVAUX ET PROJETS

La lutte contre les dérives sectaires exige que soit mobilisé à bon escient le maximum d'acteurs et de moyens. Les élus nationaux et locaux, les agents publics, les membres des associations sont ainsi appelés à user, chacun dans son domaine, de la loi, du règlement, de l'action militante pour prévenir ou contrecarrer les agissements nuisibles aux personnes et à la société.

Le présent rapport ne peut avoir pour ambition d'embrasser la totalité de ce champ. Mais il peut tenter de regrouper sous quelques rubriques les grandes orientations qui se dégagent des observations ou des travaux de la Mission.

En premier lieu, **le travail parlementaire**. La France a pris en 2001 une législation qui a suscité un large débat. Deux ans après, les passions étant retombées, on peut avoir une lecture apaisée de cette loi. C'est en tout cas ce que se propose de faire le premier chapitre.

Les parlementaires ont été, plus récemment, conviés à examiner deux autres textes dont certaines dispositions ne sont pas sans rapport avec les dérives sectaires ; l'un vise à interdire le clonage, l'autre à réglementer la profession de psychologue.

De nombreuses questions écrites ont été posées tout au long des sessions par les parlementaires porteurs des interrogations de nos concitoyens. Les réponses du Premier ministre ou des ministres concernés permettent de faire le point sur les politiques suivies ou envisagées par les départements ministériels intéressés.

L'activité ministérielle est précisément le second thème abordé. Les ministères représentés au Comité exécutif de la MIVILUDES ont été invités à rendre compte brièvement de leur action. Pour chacun d'entre eux, il est clair que la vigilance et la lutte contre les dérives sectaires constituent un dossier à part. Il est d'autant plus satisfaisant de constater que les procédés de contrôles administratifs sont mis en œuvre – selon les règles du droit commun – mais avec une grande attention. Cela doit être de nature à lever les craintes de laxisme comme les craintes d'arbitraire.

Bien entendu, l'attitude des ministères « régaliens » ne peut être jugée à la même aune que celle des ministères « sociaux ». Le ministère des affaires étrangères, quant à lui, occupe une position particulière puisqu'il doit être soucieux du jugement de pays tiers dont tous ne sont pas favorables à l'approche française.

Les **entraves à l'égard des services publics** doivent ici enfin être signalées. Qu'il s'agisse de comités judiciaires assimilables à une justice privée ou des comités de liaison hospitaliers qui interfèrent dans la prise en charge des malades, on se trouve en présence d'une entrave au fonctionnement du service public. Cette entrave peut même prendre la forme d'un harcèlement organisé lorsque tel autre groupement demande la communication systématique de toutes les pièces administratives susceptibles de le concerner.

Ces dérives, qui touchent à l'organisation du pouvoir, ne sont pas les moins redoutables de toutes celles que le présent rapport a constatées.

Le monde associatif est le troisième acteur important. Historiquement, il a même été le premier à entrer en scène puisque ce sont des initiatives privées qui sont à l'origine de la construction institutionnelle d'aujourd'hui.

Les associations de terrain qui se sont engagées pour la défense de la famille et de l'individu ou pour la lutte contre la manipulation mentale, comme celles qui viennent généralement en aide aux victimes, forment, en France, un réseau essentiel. Ce sont elles qui reçoivent directement le plus grand nombre de plaintes et qui fournissent aux entourages ou aux anciens adeptes les conseils et les appuis les plus éprouvés. Depuis 2001, certaines peuvent se porter partie civile dans les procès où sont impliqués des mouvements suspectés de dérives sectaires.

Parmi les populations fragiles, les mineurs doivent faire l'objet d'une particulière attention. Séparés par leurs parents des autres enfants, ils risquent de devoir affronter l'existence avec de véritables handicaps. Et que penser de leur liberté de choix ? La loi organise **la protection des mineurs** en danger avec diverses mesures d'assistance éducative. Cette action, qui fait intervenir les services sociaux sous le contrôle du juge, devrait inspirer le traitement des maltraitances constatées.

Quant aux conditions de scolarité, l'attention des instances académiques se porte plus aisément sur les établissements hors contrat que sur les enseignements par correspondance. Une étude de cas, portant sur une école communautaire, expose la nature des contrôles exercés et leurs limites.

L'aide aux victimes est d'ailleurs un des axes de travail majeurs que se propose la MIVILUDES. Un groupe de réflexion s'est réuni à plusieurs reprises sur ce sujet en 2003 et continuera à le faire en 2004, afin de rechercher comment améliorer les aides psychologiques, juridiques et sociales, aux anciens adeptes et à leurs familles.

Les constats opérés par les intervenants divers, magistrats, médecins, travailleurs sociaux, responsables d'associations, soulignent à l'envi la difficulté éprouvée par tout adepte à rompre avec le groupe et à se reconstruire. Des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être imaginées pour l'y aider. Elles ne permettront pas de faire l'économie d'une écoute spécifique, particulièrement expérimentée.

Le dernier chapitre rassemble enfin **dix propositions** destinées à améliorer le dispositif français.

1 - L'APPLICATION DE LA LOI DU 12 JUIN 2001

La loi ABOUT-PICARD, un régime juridique équilibré

La France a pris en 2001 une législation qui a donné lieu à de nombreux commentaires. La loi du 12 juin 2001, dite loi ABOUT-PICARD, est née de la volonté du législateur de renforcer la prévention et la répression des agissements contraires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Deux ans après son adoption et à la demande du Conseil d'orientation de la Mission interministérielle, il est possible de dresser un premier bilan de son application.

I - Une orientation conforme aux principes de laïcité, respectueuse des libertés et droits fondamentaux

Conférer un statut juridique propre à un nouveau phénomène social ne se justifie que par la nécessité d'une protection ou au contraire d'une répression particulière. Face aux dérives sectaires, nul n'a cherché à élaborer un statut spécifique.

Dès 1995, la commission d'enquête de l'Assemblée nationale avait souligné l'inopportunité d'élaborer un régime juridique spécifique aux sectes : « Une telle entreprise se heurterait d'abord à un problème de définition (...). En deuxième lieu, ce régime paraît peu compatible avec plusieurs de nos principes républicains. En effet, il conduirait à ne pas traiter de façon identique tous les mouvements spirituels, ce qui risquerait de porter atteinte, non seulement au principe d'égalité, mais aussi à celui de la neutralité de l'Etat vis-à-vis des cultes (...). D'autre part, dans la mesure où il aurait notamment pour but d'empêcher les "dérives" sectaires, il se traduirait probablement par un encadrement plus étroit des activités des sectes auquel il serait très difficile de parvenir sans toucher aux libertés de religion, de réunion ou d'association (...) ».

D'ailleurs, l'idée de créer un régime juridique spécifique aux sectes avait dans l'ensemble été rejetée par les pouvoirs publics et les spécialistes.

Ainsi, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) avait déclaré, dans son avis du 10 décembre 1993, qu'elle « estime que la liberté de conscience garantie par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (1789), par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, par la Convention européenne des droits de l'Homme (article 9) rend inopportune l'adoption d'une législation spécifique au phénomène dit des sectes, qui risquerait de porter atteinte à cette liberté fondamentale ».

Dans l'avis rendu le 21 septembre 2000, la CNCDDH se dit rassurée de constater que « la simple appartenance à un groupement qui poursuit des activités ayant pour but ou pour effet de créer ou d'exploiter la dépendance psychologique et physique des personnes qui participent à ces activités n'est pas punie par [la disposition litigieuse], ce qui respecte la liberté fondamentale de pensée, de conscience et de religion ».

Assurément, la loi du 12 juin 2001 apparaît comme un texte équilibré, respectueux des libertés fondamentales dans la mesure où elle vise à prévenir et réprimer les comportements répréhensibles de toute personne physique et morale et évite ainsi le piège de la spécificité.

En effet, contrairement à son intitulé, la loi du 12 juin 2001 a vocation à s'appliquer bien au-delà des mouvements à caractère sectaire. Hormis son chapitre IV consacré aux « dispositions limitant la publicité des mouvements sectaires », les autres chapitres qui la composent sont consacrés à « certaines personnes morales » ou à des infractions existantes complétées pour la circonstance. En réalité, seuls trois articles sur vingt-quatre pouvaient être considérés comme spécifiques. Tous les autres ont été intégrés à des codes : Code pénal pour l'essentiel (articles 4 à 15, 17 et 18, 20 et 21) mais aussi Code de la consommation, Code de la santé publique et Code de procédure pénale, sans spécificité « sectaire » car les changements qu'ils y opèrent, sont d'application générale et ne se limitent pas à la lutte contre les dérives sectaires.

Il convient ici de rappeler que s'agissant de la loi ABOUT-PICARD, la *Fédération chrétienne des Témoins de Jéhovah* avait présenté une requête devant la Cour européenne des droits de l'Homme (Cour EDH), requête que la Cour européenne a déclaré irrecevable le 6 novembre 2001.

La Cour a en effet retenu « que [cette loi] a pour but, comme son intitulé l'indique, de renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (...). Elle relève certes que, dans la mesure où elle vise les sectes, dont elle ne donne aucune définition, cette loi prévoit la dissolution de celles-ci, mais cette mesure ne peut être prononcée que par voie judiciaire et lorsque certaines conditions se trouvent réunies, notamment lorsque les sectes ou leurs dirigeants ont fait l'objet de condamnations pénales définitives pour des infractions limitativement énumérées et que [la requérante] ne devrait normalement pas redouter. Un procès d'intention fait au législateur, soucieux de régler un problème brûlant de société, n'est pas la démonstration de probabilité d'un risque encouru par la requérante. En outre, celle-ci ne saurait sans contradiction se prévaloir du fait qu'elle ne constitue pas un mouvement attentatoire aux libertés et en même temps prétendre

qu'elle serait, au moins potentiellement, une victime de l'application qui pourra être faite de cette loi.

Il s'ensuit que la requérante ne saurait se prétendre victime au sens de l'article 34 de la Convention et l'ensemble de sa requête doit être déclaré irrecevable, en application de l'article 35, § 1,3 et 4 de la Convention. ».

Quant à la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, elle avait désigné un expert chargé de l'assister dans la rédaction d'un rapport sur la liberté de religion et les minorités religieuses en France. Celui-ci avait reçu pour mandat d'examiner la compatibilité de la loi ABOUT-PICARD avec les valeurs du Conseil de l'Europe.

Le rapport de cet expert, ancien directeur de l'Office fédéral suisse de la justice, a été rendu public le 18 décembre 2001. Il conclut que la loi du 12 juin 2001 n'est pas incompatible avec les valeurs précitées : l'objectif poursuivi par la loi est « légitime et couvert par les dispositions des articles 9 à 11, alinéa 2, de la Convention européenne des droits de l'homme », que, par ailleurs, compte tenu des risques encourus par les victimes des sectes « le besoin d'agir est impérieux » et que les sanctions prévues sont « proportionnées au but visé ».

« L'Assemblée ne peut que conclure de l'examen de la loi française que, en dernier ressort, il appartiendra, le cas échéant, à la Cour européenne des droits de l'Homme et à elle seule de dire si oui ou non la loi française est compatible avec la CEDH. ».

C'est à la même conclusion que parvient le rapport d'expert établi par M. Joseph VOYAME, professeur honoraire à l'université de Lausanne, ancien directeur de l'Office fédéral suisse de la justice.

II - Bilan de l'application de la loi du 12 juin 2001

Plus de deux ans après l'adoption de la loi du 12 juin 2001, le Conseil d'orientation de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires a souhaité que soit dressé le bilan de son application.

Les modifications intervenues à la faveur de la loi du 12 juin 2001 sont les suivantes :

1 - Deux incriminations manifestement adaptées aux dérives sectaires ont été instituées : l'une, infraction spécifiquement créée, vise à **limiter la promotion, auprès de la jeunesse, des mouvements sectaires** ; l'autre, infraction de droit commun aménagée, vise à **étendre l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse**. A ce jour, aucune poursuite n'a été engagée du chef de limitation de la promotion, auprès de la jeunesse, des mouvements sectaires. S'agissant de l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse, il convient à ce jour de recenser cinq informations judiciaires et trois enquêtes préliminaires.

. Cinq informations judiciaires :

l'une, engagée pour abus de faiblesse et escroquerie, a fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu. Les quatre autres, toujours en cours, ont été ouvertes : l'une des chefs d'abus de faiblesse, faux et travail dissimulé, et les trois autres du seul chef d'abus de faiblesse.

. Trois enquêtes préliminaires :

l'une visait les chefs d'abus de faiblesse et de travail dissimulé, les deux autres, celui d'abus de faiblesse. Elles ont été classées sans suite, les éléments constitutifs de l'infraction étant insuffisamment caractérisés.

2 - Le champ des infractions entraînant la responsabilité pénale de la personne morale a été élargi pour mieux l'adapter aux nouvelles réalités du sectarisme (exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la profession de sage-femme ; tromperie, falsifications et délits connexes ; meurtre, agressions sexuelles dont viol et autres infractions sexuelles sauf exhibition ; privation de soins ou d'aliments par ascendant, soustraction à une obligation légale pour un père ou une mère, défaut d'inscription scolaire ; tortures et actes de barbarie ; violences volontaires ; menace de commettre un crime ou délit contre personne ; entrave aux mesures d'assistance et omission de porter secours ; provocation au suicide ; atteintes au respect dû aux morts ; abandon de famille...) : la justice dispose d'un nouvel arsenal applicable aux mouvements sectaires en tant qu'entité juridique propre, distincte des individus qui la composent.

Le 13 octobre 2003, la Cour d'appel de Paris a condamné l'*Association spirituelle de l'Eglise de scientologie d'Ile-de-France (ASESI)* à 5000 euros d'amende avec sursis pour violation de la loi informatique et libertés ; elle l'a relaxée du délit d'entrave aux fonctions de contrôle des agents de la Commission nationale informatique et liberté (CNIL). La cour a infligé la même peine au président de l'association, pour les délits de violation de la loi informatique et libertés et entrave aux fonctions des agents de la CNIL. Un pourvoi a été formé contre cette décision.

Ainsi, à ce jour, il apparaît qu'une personne morale fait l'objet d'une décision pénale non définitive et qu'une instruction est en cours.

3 – Les mesures de dissolution ont été renforcées : une procédure de dissolution des personnes morales a été instituée et des dispositions ont été prévues afin d'assurer l'effectivité des décisions de justice prises à leur encontre quand elles ont été condamnées à la dissolution sur le fondement de l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 2001 (dissolution judiciaire par voie civile) ou de l'article 131-39 du Code pénal (peine complémentaire facultative).

A ce jour, aucune dissolution judiciaire n'a été prononcée et aucune poursuite fondée sur l'incrimination nouvelle de participation au maintien ou à la reconstitution du mouvement sectaire n'a été engagée.

4 - L'article 2-17 du Code de procédure pénale a été modifié afin d'ouvrir opportunément l'action civile aux associations de défense reconnues d'utilité publique.

A ce jour, s'agissant des dérives sectaires, il convient de relever que trois constitutions de partie civile ont été fondées sur l'article 2-17 du Code de procédure pénale : l'une a été jugée recevable ; les deux autres ont été déclarées irrecevables. Des pourvois en cassation ont été formés contre ces décisions.

Au total, le nombre restreint de décisions rendues à ce jour ne permet pas de dégager une jurisprudence. Mais ce bilan ne doit pas être interprété comme une faiblesse : il ne faut pas mésestimer le caractère dissuasif du dispositif répressif adopté.

Des pays voisins comme la Belgique cherchent à se doter d'instruments semblables : une proposition de loi visant à réprimer l'abus frauduleux de la situation de faiblesse des personnes afin de les pousser à un acte ou à une abstention qui leur sont gravement préjudiciables a été acceptée par la Chambre des représentants de Belgique, le 6 novembre 2003.

2 - LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Les travaux parlementaires ont largement contribué à la sensibilisation des particuliers au problème sectaire et à la mobilisation des pouvoirs publics dans ce domaine. Ainsi les rapports « *Les sectes en France* » en 1995, « *Les sectes et l'argent* » en 1999 et les débats autour de la loi ABOUT-PICARD ont-ils eu le mérite de relancer l'attention des médias sur le sujet et de renforcer la vigilance à l'égard des dérives potentielles. De la même manière, le parlement européen et l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ne sont pas restés indifférents à la problématique sectaire.

I - Les travaux parlementaires au plan national

Le Groupe d'études sur les sectes à l'Assemblée nationale

Le 4 mars 2003, le président de la MIVILUDES a répondu à l'invitation du député Philippe VUILQUE, président du groupe d'études sur les sectes à l'Assemblée nationale. Ce groupe qui réunit près de soixante parlementaires de toutes tendances politiques est l'un des plus importants de l'Assemblée, ce qui montre que le phénomène sectaire continue de préoccuper au plus haut point la représentation nationale.

Le président a présenté la nouvelle Mission, son organisation, son rôle, ses priorités (la protection des mineurs et l'aide aux victimes) et son approche « *ferme* » et « *à égale distance de la chasse aux sorcières et de ce qui serait de la complaisance* ».

Il a salué notamment « *l'importance que tiennent dans le dispositif anti-secte l'initiative et la discussion parlementaire* » : les rapports d'enquête parlementaires : *Les sectes en France* (rapport GEST-GUYARD / 1995), *Les sectes et l'argent* (rapport GUYARD-BRARD /1999) ainsi que les travaux législatifs (la loi ABOUT-PICARD adoptée le 12 juin 2001 et le projet de loi relatif à la bioéthique).

Il a proposé de mettre à la disposition des parlementaires les ressources en expertise dont dispose la mission.

S'agissant de l'international, le président a précisé que l'exception française dans l'approche de la problématique sectaire méritait « *une défense et illustration face notamment aux conceptions anglo-saxonnes qui considèrent que toute intervention est attentatoire aux libertés* » et qu'au contraire, « *l'intervention de l'Etat (était) souhaitable pour protéger la liberté de la personne face à des emprises ou des sujétions qui abuseraient de sa faiblesse* ».

Il a répondu aux questions des parlementaires soucieux que la nouvelle Mission ne baisse pas la garde quant à la problématique sectaire.

Les députés ont exprimé à plusieurs reprises leur inquiétude quant aux comportements des *Témoins de Jéhovah* qui leur sont régulièrement signalés par leurs administrés. Le président a confirmé aux élus que la vigilance serait maintenue.

Le suivi de l'activité parlementaire

Le clonage reproductif dans le projet de loi relatif à la bioéthique

Le projet témoigne de la volonté du gouvernement et des parlementaires d'apporter une réponse forte aux dérives sectaires du mouvement *Raëlien* et de la société Clonaid, promoteurs et organisateurs du clonage reproductif.

Ainsi Jean-François MATTEI, ministre de la santé, déclarait-il lors de la discussion en première lecture au Sénat : « *A l'Assemblée nationale, j'avais voulu créer une incrimination contre l'humanité. Depuis, les annonces sectaires nous ont amenés à frapper fort et à créer le crime contre l'espèce humaine* ».

Le clonage reproductif devrait alors être érigé en « crime contre l'espèce humaine », puni d'une peine de trente années de réclusion criminelle et de 7.500.000 euros d'amende.

Un amendement du sénateur ABOUT, initiateur de la loi 12 juin 2001 et membre du conseil d'orientation de la MIVILUDES, complète et renforce le dispositif proposé par le gouvernement en incriminant la provocation au clonage reproductif ou la publicité en faveur de l'eugénisme ou du clonage reproductif.

Les personnes physiques, mais aussi les personnes morales, seraient pénalement responsables des infractions précitées. Ces nouvelles incriminations pénales seraient applicables à tout ressortissant français quel que soit le lieu où l'infraction aurait été commise.

Un second amendement du sénateur ABOUT prévoit de modifier les dispositions de la loi pour étendre ce nouveau crime contre l'espèce humaine au nombre des infractions autorisant un juge à prononcer la dissolution civile d'une personne morale.

Enfin, les députés ont complété ce dispositif en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Ils ont adopté un amendement ouvrant aux associations, dont l'objet social le permet, la possibilité d'exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions contre l'espèce humaine.

La réglementation de la profession de psychologue dans le cadre du projet de loi sur la politique de santé publique

Le domaine de la psychologie est un terrain propice aux dérives sectaires. Une proposition de loi du député Bernard ACCOYER a pris la forme d'un amendement au projet de loi sur la politique de santé publique prévoyant de réglementer la pratique de la psychologie.

L'article adopté le 8 octobre dans le cadre de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale stipule que la mise en œuvre des différentes catégories de psychologies - fixées par décret du ministre chargé de la santé - « *ne peut relever que de psychiatres ou de médecins et de psychologues ayant les qualifications*

professionnelles requises fixées par ce même décret. L'agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé apporte son concours à l'élaboration de ces conditions ».

Quel que soit le devenir de ce texte en seconde lecture, la Mission ne peut que soutenir la démarche entreprise par le législateur.

Questions parlementaires

Trente-trois questions écrites sur le sujet des sectes ou amenant une réponse sur ce thème ont été posées ou ont obtenu réponse entre le 1^{er} janvier et le 23 octobre 2003. Les députés ont posé vingt-neuf questions, les sénateurs en ont posé quatre.

- 18 questions concernent le secteur de la santé
- 9 questions concernent la MIVILUDES, notamment ses moyens et son action,
- 2 questions évoquent les dérives dans le secteur de la formation
- 1 question porte sur la loi ABOUT-PICARD et sa compatibilité avec la convention européenne des droits de l'homme
- 3 questions portent respectivement sur la fiscalité des dons aux *Témoins de Jéhovah*, l'éducation et la justice.

Il ne s'agit pas ici de reproduire l'intégralité des réponses, mais certains extraits méritent d'être cités ou résumés car ils apportent un éclairage sur le positionnement des pouvoirs publics :

- **A propos de la MIVILUDES**

Les premières questions ont porté sur le maintien d'une mission interministérielle, sur son rôle et sur ses moyens :

- « *la volonté de revitaliser le travail de coordination interministérielle devra permettre de donner une efficacité accrue au travail de la mission* » (Réponse du Premier ministre à la question n°8130 de François CORNUT-GENTILLE, député UMP de la Haute-Marne) ;

- « *les effectifs de la structure permanente sont maintenus (...)* » (Réponse du Premier ministre à la question n°8068 de Jean-Jack QUEYRANNE, député PS du Rhône) ;

- « *Le travail de la Mils, clé de voûte du dispositif français, a parfois été mal compris. A cet égard la délégation française à la conférence de l'OSCE sur la dimension humaine (Varsovie, septembre 2002) a essayé de dissiper les incompréhensions relatives au dispositif français (...). C'est pour dissiper ces malentendus que le Gouvernement a décidé de supprimer la Mils et de créer une nouvelle structure, la MIVILUDES. (...). Celle-ci doit concentrer son action non sur l'ensemble des nouveaux mouvements religieux, mais sur les seules 'dérives sectaires'. (...) Il ne s'agit pas d'abandonner toute vigilance vis-à-vis des dérives sectaires, mais de replacer l'action de l'Etat dans le champ de la défense des libertés publiques de manière claire et lisible pour l'opinion publique, tant en France qu'à l'étranger* ». (Réponse du ministre des affaires étrangères à la question n° 8069 de Jean-Jack QUEYRANNE, député PS du Rhône).

- « *... l'action des pouvoirs publics n'est pas dirigée contre l'existence même des sectes mais contre les agissements répréhensibles de certaines d'entre elles* » (Réponse du

ministre de l'intérieur à la question n° 16978 de Jean-Claude GUIBAL, député UMP des Alpes-Maritimes).

- « *L'intitulé de la Mission interministérielle [met] l'accent sur la notion de dérives sectaires pour signifier que, quelles que soient les doctrines, ce sont les agissements qui font l'objet de la vigilance et de l'action des pouvoirs publics. En l'absence de définition légale de la secte, tous les agissements attentatoires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, ou constituant une menace à l'ordre public, ou contraires aux lois et règlements, peuvent, sous le contrôle du Juge, faire l'objet de signalements et de poursuites. L'ensemble des services de l'Etat, au niveau central et déconcentré, doit concourir à cette vigilance.* (Réponse du Premier ministre à la question n°21711 de Jean-Pierre NICOLAS, député UMP de l'Eure)

- Les réponses aux questions sur les dérives sectaires dans le domaine de la formation professionnelle ont amené le ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité à signaler que « *la sous-direction du contrôle national de la formation professionnelle travaille en étroite collaboration avec la MIVILUDES et est intégrée au comité exécutif de pilotage opérationnel mis en place par cette structure interministérielle directement rattachée auprès du Premier ministre* » (Réponse à la question n° 12557 de Pierre LANG, député UMP de la Moselle)

- Le ministre de l'intérieur a répondu que le principe de laïcité justifie l'existence d'une mission interministérielle : « *L'émergence de nouveaux mouvements religieux, dont le culte musulman, a conduit à mettre sur un pied d'égalité les deux termes du principe de laïcité - articles 1^{er} et 2nd de la loi de 1905 précités dans le texte intégral de la réponse – ainsi qu'à suivre avec attention les dérives sectaires par la création successive de l'Observatoire interministériel sur les sectes, de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes, puis de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires* » (Réponse à la question n° 21934 de Francis SAINT-LEGER, député UMP de Lozère).

- Le bilan de l'action de la MIVILUDES en matière de protection des mineurs, d'amélioration de l'aide aux victimes et de formation des agents publics et privés a fait l'objet d'une question de Bruno BOURG-BROC, député UMP de la Marne (n°23990) à laquelle le Premier ministre a répondu: « (...) *Les actions d'aide (aux victimes) seront optimisées par la diffusion de bonnes pratiques de prise en charge, le développement de formations appropriées pour une identification plus efficiente des victimes par les professionnels concernés, l'organisation en réseau de praticiens concernés. Cibles sensibles, les mineurs victimes méritent une protection spécifique contre toute emprise abusive. Sur ce thème particulier, un groupe de travail a réuni les représentants des ministères de la justice, de la défense, de la jeunesse, de l'éducation nationale, et de la recherche, de la santé et du sport (...). Enfin un effort particulier a été également engagé en matière de formation initiale et continue des agents publics. Des actions de sensibilisation, d'information et de formation sont menées en direction des personnels d'encadrement de différents ministères (...)* ».

- **Cellules de vigilance**

- Une question d'Eric RAOULT, député UMP de Seine-Saint-Denis (Question n° 23925) sur les initiatives prévues dans le cadre d'actions de prévention a permis au ministère de l'intérieur de rappeler le rôle des cellules de vigilance dans le dispositif : « *Celles-ci, mises en place dans les départements depuis 1999, sont placées sous la présidence des préfets et réunissent les différents services de l'Etat et le milieu associatif concernés par les dérives sectaires. A leur initiative, plusieurs actions locales*

de sensibilisation de la population et de formation des fonctionnaires aux dangers de ces dérives ont été organisées »

- **Santé**

- S'agissant des demandes présentées par la *Commission des citoyens pour les droits de l'homme* (CCDH), qui sollicite de nombreux hôpitaux psychiatriques ainsi que des commissions départementales des hospitalisations psychiatriques pour obtenir la communication de documents (arrêté préfectoral les habilitant à recevoir des malades mentaux hospitalisés sans leur consentement, règlement intérieur de l'établissement, budget et comptes administratifs pour les premiers ; rapports d'activité et bilans annuels pour les seconds), le ministre de la santé a été conduit à rappeler : « *L'association qui dénonce l'augmentation des hospitalisations sur demande d'un tiers dans chaque département et notamment dans le département du Bas-Rhin, est la Commission des citoyens pour les droits de l'homme (CCDH), émanation de l'Eglise de la scientologie* » (Question n°20312 d'André SCHNEIDER, député UMP du Bas-Rhin). « *Elle saisit systématiquement les parlementaires au sujet de l'augmentation de ce qu'elle appelle les 'internements psychiatriques' dans leur département (...)* » (Question n° 07375 de Pierre MARTIN, sénateur de la Somme).

- L'ordonnance du tribunal administratif de Lille du 25 août 2002 faisant injonction au centre hospitalier de Valenciennes de ne pas transfuser une patiente contre son gré a été à l'origine d'une question de Serge LAGAUCHE, sénateur PS du Val-de-Marne (Question n° 02840). Au parlementaire qui se demandait notamment si « *le choix de la patiente était bien libre et éclairé comme l'exige la loi n°2002-2003 relative au droit des malades et à la qualité du système de santé – et non pas sous l'influence psychologique d'une secte (...)* », le ministère de la santé rappelle qu'« *il n'appartient au ministre de la santé de se prononcer sur un cas d'espèce. Il constate (...) que l'article 223-15-2 du Code pénal réprime, le cas échéant, l'usage de telles pressions psychologiques* ».

- Interrogé sur la position du gouvernement sur le clonage reproductif, le ministère de la santé a précisé les termes du projet de loi bioéthique (cf.I-2-a, sur le suivi de l'activité parlementaire), le ministère évoque l'agitation médiatique de la fin de l'année 2002 : « *L'annonce de la secte des Raéliens, en décembre 2002, d'une naissance par clonage a permis de souligner la dimension universelle de l'indignation morale face aux tentatives de clonage reproductif. En même temps, elle a mis en lumière l'insuffisance, voire l'absence d'instruments juridiques au niveau international qui seuls permettraient de faire face aux dérives de certains scientifiques* » (Réponse à la question n° 10281 d'Edouard LEVEAU, député UMP de la Seine-Maritime).

- Sur la question des pratiques médicales non conventionnelles, le ministère de la santé a exprimé sa préoccupation dans les termes suivants : « *Il convient de protéger les malades des déviances qui peuvent exister en ce domaine. Leur pratique doit être regardée comme constitutive d'un exercice illégal de la médecine (...)* » (Réponse à la question n°13945 de Rudy SALLES, député UMP des Alpes-Maritimes).

- **Formation professionnelle**

Les questions posées expriment une préoccupation récurrente face aux risques de dérives sectaires dans ce domaine.

Les réponses font le point sur le dispositif mis en place : déclarations d'activité des prestataires permettant de mieux identifier les acteurs intervenant dans ce domaine,

sensibilisation des services de contrôle par voie de circulaires et des organismes collecteurs des fonds de la formation... .

Des types de formation sont ciblées : « Leur attention (les services de contrôle) a notamment été appelée sur les thèmes relatifs au développement personnel ou centrés sur des démarches de bien-être et/ou à vocation thérapeutique (en nombre croissant) souvent sans lien direct avec l'acquisition de véritables compétences professionnelles ou ne visant pas l'accès à une qualification reconnue. » (Réponse à la question n° 12557 de Pierre LANG, député UMP de la Moselle et à la question n° 17745 de Bérengère POLETTI, député UMP des Ardennes).

Les réponses font par ailleurs état de la collaboration de la mission avec les services du contrôle de la formation professionnelle (cf. extrait précité concernant la MIVILUDES)

- **Loi ABOUT-PICARD**

La question posée à la suite du vote de la résolution 1309 du 18 novembre 2002 par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée « *Liberté de religion et minorités religieuses en France* » et relative à la loi n°2001-504 du 12 juin 2001 dite loi ABOUT-PICARD a conduit le ministère de la justice à répondre que cette loi « *est compatible avec la convention européenne des droits de l'homme ; ainsi la France est en phase avec ses obligations internationales. Toutefois, si l'application de cette loi devait poser difficultés au regard de la Cour européenne des droits de l'homme, il appartiendra aux juridictions françaises au premier chef de sanctionner les dispositions litigieuses.* » (Réponse à la question n° 7289 d'Edouard LEVEAU, député UMP de Seine-Maritime)

- **Fiscalité**

La politique fiscale suivie dans le domaine des dons aux associations religieuses et Eglises et la situation particulière des *Témoins de Jéhovah* ont été à l'origine de la question n°06982 de Jean-Louis MASSON, sénateur UMP de la Moselle. Le ministère de l'économie des finances et de l'industrie a répondu : « L'article 15 de la *loi de finances pour 1992, codifié au deuxième alinéa de l'article 757 du Code général des impôts, a institué une obligation de déclaration ou d'enregistrement pour les dons manuels révélés à l'administration fiscale et a assujéti ces dons aux droits de mutation à titre gratuit dans les mêmes conditions que les autres donations. La cour d'appel de Versailles a, dans un arrêt rendu le 28 février 2002¹⁷, concernant une entité non représentative du monde associatif, effectivement considéré que la présentation de la comptabilité par une association vérifiée constituait une révélation au sens de l'article 757 précité. S'agissant d'un arrêt d'espèce, il serait hasardeux d'en tirer des conséquences à l'égard des associations d'intérêt général visées par l'auteur de la question. »*

- **Education, Justice**

Les questions, en cours de traitement, concernent successivement :

¹⁷ Décision frappée d'un pourvoi en cassation

- les enfants non scolarisés recevant une instruction au sein d'une famille adepte d'un mouvement à caractère sectaire et les enfants scolarisés dans un établissement lié à un tel mouvement (Question n° 23825 de Bruno BOURG-BROC, député UMP de la Marne)
- la réflexion à mener sur la mise en place de magistrats spécialisés près des tribunaux et des cours d'appel (Question n° 21690 de Bérengère POLETTI, députée UMP des Ardennes).

Projets de commissions d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale

Trois députés – Jean-Pierre BRARD, Georges FENECH et Philippe VUILQUE - ont déposé chacun des propositions de résolution tendant à créer des commissions d'enquête sur deux thèmes : l'implication des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé et du médico-social d'une part, le secteur de la formation professionnelle d'autre part.

II - Travaux parlementaires au plan européen

Au Parlement européen, une mise en garde contre le danger sectaire

A la demande de son rapporteur, une disposition spécifique a été insérée dans la résolution sur la « situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne (2002) », adoptée le 4 septembre 2003. Au chapitre de la « Liberté de pensée, de conscience et de religion », on peut lire : « *le Parlement européen met une nouvelle fois les Etats-membres en garde contre les agissements dangereux de groupements à caractère sectaire qui menacent l'intégrité physique et psychique des individus et les invite à s'employer, sur la base de leur législation pénale et civile ordinaire, à lutter contre les pratiques illégales et dérivées au sein de ces groupements à caractère sectaire* ».

Au Conseil de l'Europe, des interventions ...

Sur le thème des enfants hyperactifs

Répondant le 27 mars 2003 à la recommandation 1562 (2002) de l'assemblée parlementaire intitulée « *Contrôler le diagnostic et le traitement des enfants hyperactifs en Europe* », le Comité des ministres a indiqué : « *certaines points soulevés dans la recommandation ne concordent pas avec l'opinion de la grande majorité de la communauté scientifique et sont dangereusement proches de certaines théories bien connues que l'Eglise de scientologie prône depuis un certain temps mais qui ne résistent pas à un examen scientifique sérieux (...), que si [ces théories] étaient*

appliquées, elles mettraient gravement en danger la santé des enfants en question en les privant d'un traitement approprié. »

Sur le thème du traitement des toxicomanes

A l'initiative de Claude EVIN, un groupe de parlementaires a publié le 2 avril 2003 une « contre-déclaration » sur la prise en charge des jeunes drogués : *« il est (...) particulièrement inquiétant de constater que quelques membres de l'Assemblée parlementaire ont cru bon d'apporter leur soutien à la méthode NARCONON (...). « Cette méthode (...) fait de ses utilisateurs des proies faciles, plus sensibles à la manipulation mentale. En fait, à la dépendance de la drogue, ce programme substitue la dépendance de la Scientologie. (...) ».*

Ces controverses révèlent les pressions exercées dans ces enceintes parlementaires par un certain nombre de groupes qui recherchent au niveau européen la reconnaissance qui leur est refusée au niveau national.

Les domaines d'intervention privilégiés concernent les Droits de l'homme, la liberté religieuse mais aussi la santé (lutte contre la toxicomanie, la liberté de vaccination, la psychiatrie ...).

3 - L'ACTIVITÉ DES MINISTÈRES

Intérieur
Affaires sociales
Justice
Affaires étrangères
Défense
Jeunesse, Education nationale et Recherche
Economie et Finances
Santé

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales inscrit dans trois domaines principaux son action contre les dérives sectaires :

- La surveillance effectuée par les services de police qui vise à détecter et à suivre les mouvements qui se créent ou se développent, dont l'objet social a une dimension spirituelle ou paramédicale, et qui cherchent à influencer des personnes vulnérables ou à se livrer à des activités lucratives illégales. Cette surveillance est exercée dans un but préventif ou répressif.
- un examen vigilant par les préfetures, notamment au regard de l'absence de risques de troubles à l'ordre public sur le fondement de l'arrêt du Conseil d'Etat « Association locale pour le culte des *Témoins de Jéhovah* de Riom », en date du 23 juin 2000, des demandes présentées par certaines associations, en particulier lorsqu'elles réclament le bénéfice de certains avantages ouverts par la loi aux associations culturelles.
- Le suivi par les préfetures, à travers les cellules de vigilance, des situations locales. Des cellules sont installées dans les deux tiers des départements. L'attention des préfets a, cette année encore, été appelée sur l'importance de ces structures comme moyen de lutte contre les dérives sectaires. Par télégrammes en date des 2 mai et 27 octobre 2003, il leur a été demandé de généraliser l'implantation des cellules dans chaque département, et de les réunir régulièrement, au moins une fois par an. En 2003, le nombre de réunions des cellules a augmenté, ce qui témoigne de la vigilance exercée par les préfets dans ce domaine.
 - Les rapports des cellules font apparaître les difficultés rencontrées, d'une part, pour identifier les mouvements à caractère sectaire, en particulier dans les secteurs d'activités paramédicales et de formation professionnelle, et, d'autre part, pour réunir la preuve d'actes relevant de la loi pénale, en raison notamment de l'absence de plaintes ou de saisines par les particuliers.
 - De manière générale, au sein des cellules, une priorité est accordée à la mise en place de mesures de nature préventive : constitution d'un réseau de personnes référentes au sein des administrations, actions de sensibilisation du public et des personnels concernés, contrôle de l'obligation scolaire, vigilance pour l'agrément des centres de loisirs et des organismes de formation, etc ... Dans une optique plus répressive, les cellules coordonnent également l'action des services avec la volonté d'exploiter toutes les pistes susceptibles de conduire à une condamnation pénale de mouvements auxquels seraient imputées des dérives sectaires ou empêcher leur implantation : lutte contre le travail dissimulé, contrôle des déclarations de patrimoine, interdiction de construction ou d'occupation de locaux pour atteinte à l'environnement ou pour non conformité aux règles d'accueil du public, etc ...

- La collaboration avec la MIVILUDES s'est traduite par la participation de membres de la mission aux réunions des cellules de vigilance, et par l'envoi par la MIVILUDES, en mars 2003, aux préfets d'un questionnaire relatif au fonctionnement de celles-ci.
- Il mérite d'être également mentionné que le ministère fait l'objet d'un nombre croissant de demandes d'accès aux informations contenues dans des fichiers intéressant la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique, émanant de personnes appartenant à des mouvements. A cet égard, il convient de signaler que, dans son arrêt « Moon » du 6 novembre 2002, le Conseil d'Etat a jugé que, nonobstant le principe du droit d'accès indirect pour de tels fichiers affirmé à l'article 39 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, une possibilité de communication des informations contenues dans ces fichiers pouvait être ouverte, dans certains cas, au profit du demandeur. Cette solution a été confirmée par le Conseil d'Etat dans un arrêt « RAOUST » en date du 30 juillet 2003. Cette évolution jurisprudentielle a été prise en compte par l'article 22 de la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, modifiant l'article 39 de la loi du 6 janvier 1978, qui a réaffirmé le principe du droit d'accès indirect tout en fixant précisément les conditions dans lesquelles il est possible de communiquer des informations au requérant. L'accès à ces informations ne peut désormais intervenir que dans deux hypothèses :
 - soit l'autorité gestionnaire du fichier a prévu, dans l'acte réglementaire qui a créé ce fichier, la possibilité d'un accès direct à certaines informations ;
 - soit, saisie par la CNIL, l'autorité gestionnaire donne son accord à la communication d'informations contenues dans ses fichiers.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

L'action menée par la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle a reposé sur trois axes principaux :

- 1 - L'évolution du cadre juridique par la mise en place de la déclaration d'activité.
- 2 - La vigilance et la formation des agents et des principaux acteurs concernés.
- 3 - La participation aux instances spécialisées.

L'évolution du cadre juridique

Le secteur de la formation professionnelle est un marché ouvert mais dans lequel les prestataires sont soumis aux lois et règlements régissant leur activité.

Dans le cadre de la Loi de modernisation sociale, la déclaration d'activité a remplacé la déclaration d'existence : les prestataires doivent justifier à cette occasion que les prestations qu'ils entendent mettre en œuvre s'inscrivent bien dans le champ légal et réglementaire de la formation professionnelle. Ils doivent également justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qu'ils emploient.

Ces nouvelles conditions d'accès au marché de la formation professionnelle diminuent de façon notable le nombre d'organismes souhaitant se déclarer comme prestataires de formation.

La vigilance et la formation

Cette vigilance se renforce progressivement grâce à une meilleure circulation des informations et une collaboration plus étroite avec les services du ministère de la santé (directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales (DRASS / DDASS) et les autres services ministériels concernés (justice, police et gendarmerie, services fiscaux, concurrence et répression des fraudes, éducation nationale...).

La vigilance s'est aussi concrétisée par une forte implication de la DGEFP sur le champ de la sensibilisation et de la formation au risque sectaire :

- par la formation initiale des contrôleurs et inspecteurs élèves du travail organisée par l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP).
- par la formation continue des agents du ministère (dont une action spécifique en faveur des agents affectés dans les DOM-TOM).
- par la participation au séminaire proposé par le réseau des écoles de service public intitulé : « *l'action des pouvoirs publics face au phénomène sectaire* » qui s'est déroulé à l'Ecole nationale d'application des cadres territoriaux (ENACT d'Angers).
- par la participation à l'action de sensibilisation à destination des magistrats proposée par l'Ecole nationale de la magistrature (ENM).
- par la sensibilisation d'acheteurs publics et privés de formation ainsi que d'agents publics et à l'occasion de la publication d'articles de presse.

La participation aux instances spécialisées

La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle participe au groupe de travail « dérives sectaires » animé par le chargé de mission de la délégation générale à l'action sociale (DGAS) et au comité exécutif de pilotage opérationnel de la MIVILUDES.

Les remarques les plus fréquentes sont les suivantes :

- usage de publicités mensongères ou trompeuses : la déclaration d'activité, simple immatriculation, est présentée faussement comme un « agrément donné par les pouvoirs publics ».
- objectifs, programmes et contenus de formation très imprécis ou inadaptés à leur public ou à leur objet. Le plus souvent les actions sont proposées le week-end et/ou lors de sessions estivales pour des périodes très courtes organisées sous forme de séminaires, conférences, salons, dans des hôtels par exemple. La durée, l'effectif stagiaire (plusieurs dizaines, voire une centaine) sont en inadéquation avec la complexité des matières ou des objectifs de formation affichés.

A contrario, certaines actions se déroulent sur une période de longue durée (plusieurs années).

- les séjours de longue durée font appel à des conditions d'accueil, d'hébergement et de restauration qui peuvent influencer sur le caractère émotionnel.
- les actions, présentées comme stages de formation continue, s'adressent à tous les publics sans véritable pré requis. Elles s'apparentent le plus souvent à :
 - une démarche de développement personnel et/ou de confort, de bien-être personnel ou de loisir des participants,
 - un accompagnement ou à une prestation de conseil.

Enfin, certaines sessions poursuivent des objectifs thérapeutiques et/ou spirituels.

Ces actions visent à répondre à des aspirations, des besoins réels, nés de certains maux de la société (mal-être, douleur physique et mentale) ou reflètent des difficultés dans l'organisation du travail, dans l'accompagnement et la prise en charge des

malades, de la souffrance en général (secteur hospitalier) et reposent sur des croyances et contenus ésotériques qui associent d'autres types de prestations (exemple : vente d'élixirs floraux...).

Les réponses apportées se fondent sur des démarches et techniques thérapeutiques, (exemple : médecines dites « énergétiques » et/ou parallèles...) qui posent plus généralement le problème :

- de l'application des textes du Code de la santé (exercice illégal de la médecine, de la profession réglementée comme celle des masseurs kinésithérapeutes, pharmacie et pharmacopée....).
- de l'absence d'encadrement des titres et diplômes dans le domaine des psychothérapies ;
- de l'absence de preuve de la pertinence de certaines techniques de soins, de leur efficacité, la référence à des théories dont les fondements scientifiques et les validations empiriques sont faibles ou sont dévoyées par certains utilisateurs (la médiatisation de ces méthodes sans mise en garde pour les consommateurs peut être alors préjudiciable).

Très souvent ces actions sont sans lien direct avec l'acquisition de véritables compétences professionnelles et ne permettent pas d'accéder à un niveau supérieur de qualification reconnu ; elles ne répondent pas non plus aux besoins d'adaptations auxquels doivent faire face les entreprises, les salariés et les individus au regard des évolutions économiques, techniques et sociales

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Différentes actions ont été engagées dans le domaine de la lutte contre les dérives sectaires par le ministère de la justice.

Dans ce cadre, la direction de la protection judiciaire de la jeunesse assure le suivi des procédures en lien avec des mouvements à caractère sectaire mettant en cause des mineurs en qualité de victimes ou repérées à l'occasion de procédures d'assistance éducative. La direction des affaires civiles et du sceau assure également, à l'occasion de contentieux familiaux, le suivi de ces dossiers. Enfin, la direction des affaires criminelles et des grâces a créé en son sein une mission qui a pour tâches, notamment de :

- susciter une synergie entre l'autorité judiciaire et les administrations
- élaborer un travail de synthèse sur les dossiers,
- mettre en place une coordination avec les administrations et les associations de défense,
- représenter la direction des affaires criminelles et des grâces au sein du comité exécutif de pilotage de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.¹⁸

Domaine d'action publique

Entre le 1^{er} mai 2002 et le 1^{er} octobre 2003, vingt et une nouvelles procédures pénales ont été enregistrées. Ce nombre ne prend pas en compte les procédures pour dénonciation calomnieuse et diffamation ainsi que vingt-sept dossiers, émanant de particuliers ou d'instances diverses, qui ont fait l'objet de demandes de renseignements auprès des procureurs généraux, non encore satisfaites.

Par ailleurs, soixante-trois autres procédures pénales sont pendantes : cinquante informations judiciaires et dix enquêtes préliminaires.

S'agissant de l'application de la loi du 12 juin 2001 tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements à caractère sectaire portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et plus précisément, de l'application de l'article 223-15-2 du Code pénal réprimant l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse, huit procédures pénales ont été recensées, soit trois enquêtes préliminaires et cinq informations judiciaires.

¹⁸ La direction des affaires civiles et du sceau et la direction de la protection judiciaire de la jeunesse sont présentes au sein du comité exécutif de pilotage opérationnel de la MIVILUDES.

Sur les trois enquêtes préliminaires, deux ouvertes exclusivement de ce chef ont été classées sans suite, la troisième ouverte des chefs d'abus de faiblesse et de travail dissimulé a été également classée sans suite.

Quant aux cinq informations judiciaires, une, ouverte des chefs d'abus de faiblesse et d'escroquerie, a fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu. Les quatre autres sont pendantes.

Enfin, deux poursuites à l'encontre de personnes morales ont été engagées par les tribunaux. La première a conduit à la condamnation de la personne morale à une peine d'amende avec sursis pour infraction à la loi CNIL. Cette décision fait l'objet d'un pourvoi en cassation. La seconde est en cours d'instruction.

Analyse de l'action publique

Le nombre de procédures ouvertes sur le fondement de l'article 223-15-2 du Code pénal (8 sur 21) est relativement élevé, mais pour autant, il est trop tôt pour déduire des critères jurisprudentiels d'application des dispositions de cet article.

Les réunions de coordination sous la conduite des correspondants désignés au sein de chaque parquet général révèlent toujours les difficultés de traitement de ces procédures évoquées dans le cadre de la circulaire du 1^{er} décembre 1998.

Elles tiennent au caractère clandestin des mouvements, à la difficulté de détection, à la rareté ou l'imprécision des plaintes et des signalements, à la complexité des procédures et à la multiplication des voies de recours ou autres moyens dilatoires pouvant faire obstacle à l'application de la loi.

Ainsi, l'absence de plaintes ou, quand elles existent, leur manque de fiabilité, sont autant d'obstacles à la bonne appréhension du phénomène par l'autorité judiciaire.

Une autre difficulté rencontrée par les magistrats concerne la structure même du mouvement à caractère sectaire. Celui-ci revêt un caractère protéiforme, avec des entités juridiques autonomes pouvant revêtir la forme associative, commerciale....

La protection des mineurs en assistance éducative

Au terme de l'article 375 du Code civil, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur sont en danger ou lorsque les conditions de son éducation sont gravement compromises, les juges des enfants peuvent prononcer des mesures d'assistance éducative (action éducative en milieu ouvert et placement).

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse assure le suivi des procédures d'assistance éducative dans lesquelles une dérive sectaire signalée a une incidence sur l'évolution d'un ou plusieurs mineurs.

Ce n'est pas l'appartenance des parents ou des enfants à un mouvement qui constitue en lui-même le danger, mais bien les conséquences objectivées de cette appartenance sur la situation des enfants.

Les juges des enfants s'attachent donc à caractériser le danger, au cas par cas, en application des seuls critères de l'article 375 du Code civil.

Les réponses qu'ils apportent à ces situations sont de droit commun. Il convient toutefois de souligner que le suivi de ces dossiers est particulièrement lourd pour les juridictions en raison de la spécificité des problématiques soulevées et des stratégies mises en place par les parents pour faire obstacle à l'intervention judiciaire (évitement, contestation systématique.....).

La formation

L'école nationale de la magistrature (ENM) a organisé pour la sixième année consécutive, une session d'une semaine sur les dérives sectaires, à destination des magistrats, fonctionnaires de police ou d'autres administrations (éducation nationale, protection judiciaire de la jeunesse, administration pénitentiaire, gendarmerie nationale, direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes...).

Cette session, à l'automne 2003, a été marquée par diverses manifestations émanant de l'*Eglise de scientologie* qui a déposé des recours contre la tenue même du symposium et dont elle a été déboutée.

La réaction des mouvements à caractère sectaire

Comme l'illustre l'exemple de la formation ENM, la réaction des mouvements à caractère sectaire s'est amplifiée ces derniers mois.

Les mouvements n'hésitent pas à multiplier les recours mais aussi à porter plainte auprès des mêmes autorités judiciaires pour discrimination à raison de leur religion, ou à déposer abusivement des requêtes en suspicion légitime.

Enfin, un contentieux est pendant devant le Conseil d'Etat aux fins d'abrogation des deux circulaires du ministère de la justice de 1996 et de 1998.

Ces actions sont « doublées » par des demandes d'accès aux documents administratifs

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La MIVILUDES a été confrontée à une situation où le dialogue avait été par trop distendu. La question de la liberté de religion était devenue une pomme de discorde entre notre pays et certains de ses partenaires. Au sein de l'Union européenne, notre angle d'approche, celui d'une « lutte » contre les sectes, suscitait un intérêt très inégal. La position française était mal comprise et avait introduit un élément de confusion inutile dans notre politique de défense et de promotion des droits de l'homme.

Avec certaines associations, en France même, les échanges étaient réduits à la portion congrue ou inexistantes : faute de pouvoir suffisamment discuter dans le cadre national, ces associations, en toute logique, n'hésitaient pas à porter leurs revendications dans les enceintes multilatérales.

L'acceptation du dialogue, le désir d'ouverture, la disponibilité à écouter les critiques et à en tenir compte lorsque cela s'avère nécessaire, font partie des raisons principales qui ont conduit à la création de la MIVILUDES. Comme plusieurs ministères, la MIVILUDES a eu pour volonté, au cours de l'année écoulée, d'écouter un éventail beaucoup plus large de sensibilités, afin d'aboutir à une vision plus complète des problèmes.

Au-delà des changements de structure et de l'ouverture au dialogue, la MIVILUDES s'est employée à remédier à des situations induites par une mauvaise utilisation des travaux existant sur le phénomène sectaire.

En concertation avec le ministère des affaires étrangères, un télégramme circulaire a été adressé à l'ensemble des postes diplomatiques et consulaires pour rappeler qu'un refus de visa ne pouvait se fonder sur la seule appartenance à un mouvement figurant sur la liste parlementaire.

En étroite coordination avec le ministère des affaires étrangères, l'action internationale en matière de « dérives sectaires » a résolument été réinscrite dans une perspective de défense et de promotion des droits de l'Homme. De façon générale, la diplomatie multilatérale (en particulier les enceintes chargées des droits de l'Homme) a été préférée aux contacts bilatéraux, qui ont, par le passé, prêté à confusion : la France a pu donner le sentiment de vouloir exporter un modèle de lutte contre les sectes au risque de cautionner les pratiques les moins exemplaires en matière de liberté de conscience et de religion. Il a été clairement rappelé que la France ne souhaitait pas prêter le flanc à de telles critiques.

Dans le cadre de l'OSCE lors de la conférence de la dimension humaine de Varsovie en septembre 2002, la délégation française a fait état des changements à l'étude dans notre pays et a voulu marquer l'inflexion qui avait été décidée par les pouvoirs publics.

Lors des réunions multilatérales, les délégations françaises ont accepté de discuter avec toutes les associations ou organisations de la société civile qui étaient représentées, sans a priori.

Dans le cadre bilatéral, les ambassades et consulats français à l'étranger ont eu toute la possibilité, lorsqu'ils l'estimaient nécessaire, de présenter aux autorités compétentes de leur pays de résidence les changements intervenus dans la position française.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le ministère de l'éducation nationale a mis au point un dispositif de vigilance dont l'objet est de protéger les élèves et d'éviter que l'enseignement ne soit un vecteur de prosélytisme. L'action du ministère s'est, au cours de la dernière année scolaire, principalement exercée autour de trois priorités :

- la formation des personnels d'encadrement,
- le contrôle de l'enseignement assuré dans les familles et les établissements d'enseignement privé hors contrat,
- le contrôle des associations intervenant en milieu scolaire.

Formation des personnels aux problèmes de dérive sectaire

Le plus souvent ces formations sont intégrées à un module plus large (problématique de la laïcité, de la citoyenneté...). Il s'agit très clairement d'inciter les personnels à la vigilance sans que celle-ci ne se transforme en « inquisition ».

Il convient ainsi de distinguer entre des dérives sectaires, qui doivent être dénoncées et combattues, et ce qui relève de l'exercice normal des libertés de culte et de conscience qui doivent être respectées et protégées.

A l'égard des personnels, nous rappelons le préalable de la liberté de conscience de chacun mais aussi l'interdiction de tout prosélytisme. A l'égard des jeunes, nous rappelons les termes de la convention internationale des droits de l'enfant et le Code de l'éducation qui stipule qu'aucun enfant ne peut être privé du droit de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation, de s'insérer dans la vie professionnelle et sociale et d'exercer sa citoyenneté. Au cours de la dernière année scolaire, trente sept formations de personnels réunissant plus de deux mille personnes ont été organisées.

Application de la loi du 18 décembre 1998 et du décret n° 99-224 relatif au contenu des connaissances requis des enfants instruits dans les familles

C'est évidemment hors du système scolaire que les jeunes sont le moins protégés. Le ministre de l'éducation nationale a donc chargé l'ensemble des inspecteurs d'académie, directeurs de services départementaux de l'éducation nationale de veiller à la réalité de « l'instruction dans les familles ». Cette possibilité légale est aujourd'hui utilisée sur l'ensemble du territoire pour près d'un millier d'enfants.

Les modalités de passation des épreuves, basées sur les évaluations nationales CE 2 et 6^{ème} ont été arrêtées et des contrôles sont effectués.

Lorsque les parents se dérobent à cette obligation, un signalement est effectué auprès du procureur de la République. A noter que la suspicion de dérive sectaire n'est apparue que très rarement lors de ces contrôles. Une seule « école de fait » semble encore exister (13 enfants concernés : 5 familles).

Une formation des personnels d'inspection à ce type de contrôle très particulier est envisagée dans les mois à venir.

Vigilance par rapport à toute « intervention extérieure » au système éducatif

Une réflexion est engagée au sein du conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public afin de mieux contrôler les associations intervenant en milieu scolaire (décret n° 92-1200). La plupart des conseils académiques des associations complémentaires de l'enseignement public ont été "réactivés" lors de la dernière année scolaire, après sensibilisation de l'ensemble des recteurs.

Toutefois les correspondants académiques de la cellule chargée de la prévention des phénomènes sectaires dans l'éducation, qui se réunissent une fois par an au ministère, ont constaté une diminution sensible du nombre de cas de dérives sectaires ou de demandes de renseignements. Seul constat inquiétant : la progression des signalements ayant trait à des comportements dangereux liés à des croyances sataniques ou à certaines dérives du mouvement gothique.

La vigilance aujourd'hui doit s'exercer prioritairement dans le domaine périscolaire (activités de loisirs, de soutien, cours à distance, Internet) d'autant plus difficile à contrôler qu'il ne dépend que rarement de notre autorité. Le « marché » de la formation continue des personnels doit également faire l'objet d'attentions particulières, notamment pour tout ce qui concerne la « gestion des émotions » ou « la recherche de bien-être ».

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction générale des Impôts

Pouvant se caractériser par leurs atteintes aux personnes, les dérives commises par des mouvements à caractère sectaire relèvent principalement d'incriminations pénales et échappent donc, par leur nature, au champ d'investigation de la délégation générale des impôts (DGI). Cependant, fréquemment associées à ces risques et soulignées par les rapports parlementaires publiés en 1995 et 1999, les dérives financières qui viendraient à être constatées constituent, indépendamment de la manifestation d'une emprise psychique sur les adeptes, une source d'enrichissement des dirigeants ou le vecteur du financement d'organisations transnationales.

Si la fraude fiscale ne constitue donc pas une composante singulière des dérives sectaires, la vigilance de l'administration fiscale est appelée à s'exercer dans les domaines favorables à leur apparition, dès lors qu'ils peuvent également constituer le lieu de développement d'une économie souterraine.

Ainsi, en fonction de la forme juridique de ces entités, de la nature de leurs activités et des spécificités de leur organisation, le traitement fiscal des omissions ou insuffisances déclaratives commises par ces organismes peut être appréhendé plus spécifiquement selon trois approches, qui s'inscrivent pleinement dans le droit commun des finalités poursuivies par le contrôle fiscal (budgétaires, dissuasives et répressives) et de ses axes stratégiques (lutte contre le travail illégal, le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale...).

L'assujettissement aux impôts commerciaux d'associations déclarées à but non lucratif

Le souci de clarifier les critères d'assujettissement des organismes à but non lucratif aux impôts commerciaux (IS, TVA, TP) a conduit l'administration à définir en 1998¹⁹ une approche méthodologique reposant sur l'analyse de la nature des activités exercées et du mode de gestion de ces entités.

¹⁹ Instruction administrative publiée au bulletin officiel des impôts le 15 septembre 1998

Les organisations à caractère sectaire ne constituant pas une notion juridique identifiée sur le plan fiscal, la mise en œuvre de ces dispositions n'a donc pas conduit la DGI à envisager un traitement spécifique de leur situation fiscale.

Dès lors, c'est notamment à l'occasion du contrôle de circuits commerciaux dans lesquels s'insèrent les structures associatives que la DGI peut être amenée à démontrer le caractère intéressé de la gestion de ces dernières (rémunérations ou avantages occultes accordés aux dirigeants) ou à constater la réalisation, par ces organismes, d'activités lucratives et concurrentielles (édition de revues, formation, vente de produits, prestations de santé ou liées au développement personnel, stages, voyages, hébergement...).

L'assujettissement des dons manuels aux droits de mutation à titre gratuit

Les dons et legs faits aux associations culturelles sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit lorsque l'autorité préfectorale a délivré une autorisation de percevoir de tels dons en qualité d'association culturelle (art. 795-10° du Code général des impôts (CGI)). A défaut, les dons manuels sont imposés aux droits de mutation à titre gratuit lorsqu'ils ont été déclarés ou révélés par le donataire à l'administration fiscale (art. 757 du CGI).

Lors du contrôle d'une association qui comptabilisait sous la qualification de dons les versements qu'elle recevait de ses adeptes, l'administration a estimé que cette pratique s'analysait comme valant révélation²⁰ de dons manuels, avec pour corollaire leur assujettissement aux droits de mutation à titre gratuit, dès lors que l'association ne pouvait se prévaloir de l'autorisation administrative précitée.

La Cour d'appel de Versailles (arrêt du 28 février 2002), confirmant un jugement du TGI de Nanterre en date du 4 juillet 2000 a validé la position de l'administration fiscale. Un pourvoi a été formé contre cette décision par l'organisme concerné.

La taxation à l'impôt sur le revenu de flux financiers d'origine indéterminée

Les enrichissements personnels réalisés à travers ces organismes sont appréhendés par la DGI notamment par la mise en œuvre de la procédure d'examen contradictoire de la situation fiscale personnelle de leurs dirigeants.

²⁰ L'article 2 de la loi du 1^{er} août 2003, relative au mécénat, aux associations et aux fondations, a complété l'article 757 du CGI par un alinea précisant que ses « dispositions ne s'appliquent pas aux dons manuels consentis aux organismes d'intérêt général mentionnés à l'article 200 du CGI ». Présentent un caractère d'intérêt général les organismes qui répondent aux critères de gestion désintéressée et de non lucrativité définis par l'instruction administrative de 1998 et qui poursuivent certaines finalités (philanthropiques, éducatives, scientifiques, sociales ou familiales, humanitaires...) au profit d'un public dépassant un cercle restreint de personnes.

Celle-ci permet, dès lors que le service vérificateur est en mesure d'établir une discordance significative entre les revenus déclarés par un contribuable et ses acquisitions patrimoniales ou les flux financiers enregistrés sur ses comptes bancaires, d'interroger celui-ci sur la nature et l'origine de ces mouvements, et, à défaut de justifications satisfaisantes, d'imposer d'office ces sommes à l'impôt sur le revenu.

Ce type de procédure, qui s'accompagne le plus souvent du contrôle des entités dirigées par le contribuable, est notamment de nature à permettre l'assujettissement à l'impôt de sommes pouvant correspondre à des rémunérations occultes, à l'appréhension de fonds sans contrepartie, voire à la captation de patrimoines.

Enfin, dans l'exercice de leur mission de contrôle des mouvements de capitaux, les agents de la DGDDI peuvent être amenés à constater des transferts physiques de fonds à destination ou en provenance de l'étranger.

Ces dispositions peuvent notamment permettre d'assujettir à l'impôt sur le revenu les transferts internationaux de fonds correspondant au produit d'activités lucratives non déclarées soit à l'enrichissement résultant de l'appréhension de dons manuels consentis par des adeptes de ces mouvements.

Direction générale des Douanes

Les constatations opérées par les agents des douanes à l'occasion de leurs contrôles peuvent permettre de révéler et d'appréhender les dérives sectaires, dans la mesure où celles-ci conduisent à des infractions que les agents des douanes sont habilités à constater.

Sur le plan économique, outre son rôle bien connu de police des marchandises, la douane est compétente pour rechercher et constater des infractions en matière de travail dissimulé, d'immigration clandestine ou de transferts physiques transfrontaliers de moyens de paiements.

Dans le cadre de ses missions de protection, la douane intervient, soit seule, soit en collaboration avec d'autres services, dans des domaines aussi variés que la lutte contre les contrefaçons, la protection du patrimoine culturel, la défense de l'environnement, le contrôle à la circulation des matières radioactives.

Outre les poursuites douanières, les faits recueillis à l'occasion de contrôles douaniers et susceptibles de constituer un délit de droit commun sont dénoncés à parquet en application de l'article 40 du Code de procédure pénale.

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES HANDICAPEES

Le dispositif de traitement des dérives sectaires

Il ne s'agit ici que d'exercer un contrôle dans les conditions du droit commun. Un chargé de mission de la Direction générale de l'action sociale (DGAS) anime cette action administrative pour le ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées et le ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Sur le champ de la santé publique

Par circulaire du 7 février 2003 a été rappelée aux DRASS et aux DDASS la nécessité de signaler à l'administration centrale toute information relative à des faits répréhensibles en matière de santé publique commis par des groupes à caractère sectaire.

Les actions suivantes ont été engagées :

- Un rappel de la législation en matière de vaccinations obligatoires a été effectué en juin 2003.
- Les conseils de l'Ordre des médecins et des pharmaciens ont été invités à diffuser un rappel de la législation aux praticiens, à la suite de la prescription et de la vente de certains produits tels que les « Fleurs de Bach ».
- Plainte est systématiquement portée auprès du procureur de la République ou des conseils de l'ordre concernés dès connaissance, de la part de particuliers ou de DDASS d'agissements contraires aux dispositions de la législation en matière de santé publique ou au code de déontologie.

Sur le champ de la transfusion sanguine

Le consentement du malade aux actes médicaux a donné lieu à de récentes décisions jurisprudentielles importantes, à l'occasion d'actes de transfusion sanguine sur la personne de *Témoins deJéhovah*. Ainsi, le Conseil d'État a considéré, dans un arrêt du 26 octobre 2001, que l'obligation de sauver la vie ne prévaut pas toujours sur celle de respecter la volonté du malade. Le Conseil d'État a considéré que les médecins n'avaient pas commis de faute et que, compte tenu de la situation extrême dans laquelle se trouvait le patient, la transfusion sanguine apparaissait comme le seul traitement

susceptible de sauvegarder la vie du malade. Cette position a par la suite été confirmée par le Conseil d'État dans une ordonnance en référé rendue le 16 août 2002 ²¹.

Ces décisions jurisprudentielles sont l'occasion pour le ministère d'envisager, avec le Conseil national de l'Ordre des médecins, de procéder à un rappel de la législation applicable en matière de transfusion sanguine, afin d'aider les médecins à faire face à ce type de situations.

Sur le champ de la périnatalité

En 2003, la MIVILUDES a appelé l'attention du ministère sur l'existence possible de dérives sectaires dans le champ de la périnatalité et sur la nécessité de surveiller les contenus des préparations à la naissance et les pratiques de certaines maisons de naissance.

Pour répondre à ce souci, le ministère a en 2003 sollicité l'ANAES pour l'élaboration de règles de bonnes pratiques cliniques en ce qui concerne la préparation de la naissance. Cette demande fait actuellement l'objet d'une étude de faisabilité en 2004. Les projets de maisons de naissance seront soumis à des appels d'offre selon un cahier des charges précis, comportant des modalités d'évaluation.

Sur le champ des psychothérapies

L'absence d'encadrement des pratiques psychothérapeutiques permet à de nombreuses personnes de se prévaloir de la qualité de psychothérapeute, sans avoir à justifier de formation particulière, ni de résultats probants dans le traitement ou l'amélioration de l'état psychique de la personne.

Le ministère a poursuivi dans ce cadre des travaux, engagés dès 2001, en lien avec l'INSERM et l'ANAES sur la typologie et l'évaluation des psychothérapies.

Un amendement parlementaire sur l'encadrement des psychothérapies, présenté dans le cadre du projet de loi relatif à la politique de santé publique, a été voté en première lecture à l'Assemblée nationale début octobre 2003. Cet amendement propose que les pratiques de psychothérapies fassent l'objet d'un encadrement plus rigoureux.

Sur le champ de la prise en charge médico-psychologique de victimes

Les personnes victimes de traumatismes collectifs ou individuels, intentionnels ou accidentels, constituent un public hautement vulnérable. A cela s'ajoute pour un grand nombre d'entre elles la survenue d'un syndrome psycho-traumatique, qui va nécessiter une prise en charge médico-psychologique.

²¹ Voir développement en annexe 7

La clinique et la thérapeutique de ces troubles sont encore mal codifiées, ce qui laisse le champ libre à des interventions indésirables, ce que les cellules d'urgence médico-psychologique et les services de la justice ont pu l'observer lors de catastrophes récentes (AZF, inondations de l'année 2002...).

On observe également la création de plusieurs « centres de victimologie », fondés sur des concepts et des modèles divers, avec des intentions également diverses.

Dans ce contexte, le ministère a demandé à la Fédération française de psychiatrie de réaliser une conférence de consensus clinique selon la méthodologie de l'ANAES.

Sur le champ de la formation

En 2002, la « cellule de veille Formation » de l'ANFH a mis en œuvre deux outils :

- Une grille d'achat de formation qui permet d'analyser l'action de formation proposée, l'organisme et le formateur.
- Une « fiche réflexe » à destination des chargés de formation.

Par ailleurs, s'est déroulée une action intitulée « Dérives sectaires et formation » auprès d'un public de responsables de formation des établissements de santé.

En outre, une procédure intitulée « Signalement Dérive Sectaire » (actuellement en cours de validation par les instances nationales de l'ANFH) a été élaborée en 2003. Elle concernera toute demande d'information sur une formation pouvant éventuellement présenter un risque sectaire.

L'aide apportée aux victimes

En 2003 a été étudiée la possibilité de développer l'aide apportée aux personnes s'étant libérées de l'emprise des mouvements à caractère sectaire sous la forme d'une intervention d'assistante sociale.

En conclusion, le ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, par la multiplicité de ses champs d'intervention, apparaît comme un département ministériel particulièrement concerné par les effets des dérives sectaires.

4 – LES ENTRAVES AU SERVICE PUBLIC

Les services publics rencontrent ainsi, de la part de certains mouvements, des entraves à leur action.

Ainsi, les *Témoins de Jéhovah* ont-ils édicté, à l'intention de leurs membres des instructions sur la conduite à tenir dans certaines situations, dans le domaine de la justice, dans le domaine de la santé.

L'*Eglise de scientologie*, quant à elle, par le biais de deux associations, exerce le droit reconnu à tout usager d'un service public d'obtenir la communication de documents administratifs, dans des conditions qui confinent parfois au harcèlement.

Cette étude ne prétend pas être exhaustive. Elle veut seulement témoigner de certaines pratiques.

Les comités judiciaires

Alors que la loi pénale fait obligation à quiconque, ayant eu connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'atteintes sexuelles infligés à un mineur de quinze ans, ou à une personne hors d'état de se protéger, d'en informer les autorités judiciaires ou administratives, la loi du silence est un mécanisme classique dans certaines communautés fermées. Elle connaît une codification particulière au sein du mouvement des *Témoins de Jéhovah*, où un comité judiciaire peut être constitué dès lors que se produit un « incident » ou une « affaire grave », susceptible d'entraîner le retrait volontaire, l'exclusion, ou l'« apostasie ». Des instructions internes organisent cette procédure.

Il peut aussi se faire que des faits d'une gravité particulière comme des violences sur mineurs soient « traités » en interne, au sein de la communauté, par les membres du conseil des anciens ou du comité judiciaire, alors que l'obligation d'informer les autorités administratives et judiciaires s'impose à tout citoyen lorsque des mineurs sont en danger.

Notre souci est simplement de rappeler ici qu'en ne signalant pas aux autorités administratives ou judiciaires des faits de telle nature, les responsables du mouvement peuvent priver leurs enfants de la sécurité à laquelle ceux-ci ont droit, et apporter aux auteurs de faits délictueux une protection condamnable.

Les comités de liaison hospitaliers

Pour veiller au respect de l'interdit et rendre effective l'opposition à la transfusion d'un adepte hospitalisé, les *Témoins de Jéhovah* ont institué des comités de liaison hospitaliers. Actuellement au nombre de quarante trois en France, ces comités ont pour mission de trouver des équipes médicales disposées à respecter les convictions des adeptes devant être opérés.

La manière d'approcher les équipes médicales est codifiée dans des instructions internes, que seuls détiennent les « anciens ». Mises au point par le siège central de l'organisation à New York, et utilisées de manière identique dans le monde entier, ces instructions s'intitulent : « Rencontre avec le personnel hospitalier », « Comment faire face à une situation d'urgence ? », « Délégation à l'hôpital : fonction et mission »²².

Les demandes de communication de documents administratifs

Le régime d'accès aux documents administratifs est régi par un ensemble de textes parmi lesquels la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, modifiée par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

La loi du 17 juillet 1978 crée une autorité indépendante, la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), à compétence consultative mais devant laquelle toute contestation d'un refus de communication peut être portée : sa saisine est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux formé devant le juge administratif.

La CADA, de manière générale, s'efforce d'interpréter la loi dans un sens libéral afin de faciliter l'exercice du droit d'accès aux documents administratifs.

L'exercice de cette liberté ne doit cependant pas être dévoyé pour devenir le moyen de compliquer à l'excès l'action des services publics.

Or, depuis la fin de l'année 2000, de très nombreuses demandes concernant les dispositifs de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires ont été ainsi adressées aux administrations centrales, à leurs services extérieurs mais aussi à des administrations territoriales, à des établissements publics, hospitaliers notamment, et bien sûr, depuis sa création, à la MIVILUDES.

La majorité des demandes émane d'associations liées à la Scientologie, telles « *Éthique et Liberté* » et la « *Commission des citoyens pour les droits de l'homme* » (CCDH). Il arrive fréquemment que des administrations, destinataires de demandes de documents émanant de la « *Commission des citoyens pour les droits de l'homme* » ignorent totalement les liens que cette commission entretient avec l'Église de la Scientologie et dont elle ne fait généralement pas état.

Ces demandes répétées de documents de toute nature posent en tout état de cause de nombreux problèmes aux administrations sollicitées qui doivent alors se livrer à un travail d'interprétation ardu.

²² Voir annexe 7 sur la jurisprudence administrative sur le refus de soins

L'importance des recherches, qui doivent être entreprises, dans des délais très courts, pour faire droit à des demandes portant parfois sur la totalité de la documentation disponible alourdissent le travail administratif. En cas de refus de communication, la présentation d'un mémoire devant la juridiction administrative se révèle être, également, un exercice lourd pour des personnels qui devraient se concentrer prioritairement sur leur mission de service public.

Ces demandes, par leur volume et leur caractère répété, se révèlent être également un moyen de pression sur les autorités administratives. Procédurières, ces associations n'hésitent pas à poursuivre en justice les agents publics en se prétendant victimes de discriminations, de diffamation ou d'injures.

Une note²³ permet de mieux comprendre la stratégie sous-jacente aux multiples demandes présentées, de mars 2001 à décembre 2003, par deux associations, « *Éthique et Liberté* » et la « *Commission des citoyens pour les droits de l'homme* », aux services dépendant du ministère des affaires sociales du travail et de la solidarité et du ministère de la santé de la famille et des personnes handicapées. Cette note n'est pas un relevé intégral des demandes présentées à ce ministère. Elle est un récapitulatif, pour les trois dernières années, pour ce seul ministère, des demandes ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA. Les autres ministères sont concernés de la même manière.

²³ Voir Annexe n°8

5 - LA PROTECTION DES MINEURS

La création d'un Observatoire de l'enfance maltraitée et la possibilité pour les associations de se constituer partie civile lorsqu'un enfant est victime de maltraitance, dispositions adoptées le 18 décembre dernier dans le cadre du projet de loi relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance, témoignent d'une volonté forte des pouvoirs publics de traiter ce problème. Toute une série de mesures ont déjà été prises (mineurs à l'étranger, loi de renforcement du contrôle de l'obligation scolaire du 18 décembre 1998 et décret n°99.224, mesures de suspension de l'autorité parentale en cas de grave problème de santé).

Lors de la réunion du Comité exécutif de la MIVILUDES du 5 mars 2003, a été annoncée la création d'un groupe de travail sur la protection des mineurs. Ce groupe de travail composé des ministères de la justice (direction des affaires criminelles et des grâces ; protection judiciaire de la jeunesse), de la défense (direction générale de la gendarmerie nationale), de la jeunesse, éducation nationale, recherche (CPPS et direction de la jeunesse et de l'éducation populaire), de la santé (direction générale de l'action sociale) et des sports (IGJS), s'est réuni à plusieurs reprises.

La situation des enfants dont les parents appartiennent à un mouvement à caractère sectaire pose des problèmes spécifiques dont deux aspects seront, ici, plus particulièrement étudiés : la santé des enfants et les risques psychologiques et physiques auxquels ils sont exposés. D'autre part, l'étude d'une école communautaire soulignera les difficultés de mise en œuvre de mesures de protection existantes.

I - La santé des enfants

Les mouvements à caractère sectaire s'intéressent à l'enfance de différentes manières. Les uns s'attachent à la périnatalité, les autres investissent les structures d'accueil.

Les initiatives en périnatalité

Différents formateurs ou organismes²⁴ de formation proposent ainsi aux professionnels de santé (médecins, sages-femmes, paramédicaux...) des stages de traitement des états émotionnels, dont la préparation à l'accouchement.

²⁴ Les mêmes organismes offrent leur savoir-faire, voire leurs produits dans «l'accompagnement de la maladie»

La périnatalité est l'objet de programmes de formation dont certains acteurs sont manifestement nourris d'idéologies à forte résonance sectaire. Le cas a été signalé d'une sage-femme libérale diffusant des vidéos sur la mort fœtale lors de préparations à la naissance, ou de telle autre, qui par rejet des pratiques conventionnelles, refuse de pratiquer les examens de suivi de la grossesse.

Ces agissements sont sans doute minoritaires, mais leur persistance ne laisse pas d'inquiéter. Certaines maisons de naissance ou organismes de formation doivent veiller en tout cas à ne pas les méconnaître.

La MIVILUDES a suggéré au ministère de la santé que le contenu de certaines prestations remboursables soit défini de manière plus précise ou fasse l'objet de recommandations, afin de limiter la diffusion de produits et de prestations contestables.

Les structures d'accueil de jeunes enfants et services d'aide sociale à l'enfance

Certains mouvements à caractère sectaire cherchent à exercer leur influence auprès de très jeunes enfants.

Ainsi, les agissements du mouvement *Sukyo mahikari* ont-ils été observés en 2003 dans un service de l'aide sociale à l'enfance auquel un juge des enfants avait confié des enfants aux fins de placement ou pour des actions de suivi :

- éducateurs et familles d'accueil défaisant les liens familiaux ou empêchant de les renouer, dans le but de maintenir le placement des enfants dans les familles d'accueil,
- parents discrédités par des accusations graves de maltraitance ou par la délivrance de fausses informations aux enfants placés ou suivis,
- refus d'accès aux soins de psychothérapie en structure médico-sociale, ou d'autres soins (dermatologie, lunetterie, chaussures orthopédiques), ruptures de prise en charge sanitaire dans le but d'isoler l'enfant et/ou sa famille.

La justice a été saisie des faits concernant des adultes vulnérables et des enfants. Une inspection administrative a également été ordonnée.

Le groupe *Shri ram chandra mission*²⁵ s'adresse aux enfants des adeptes sous couvert d'activités ludiques et récréatives : « *Vous viendrez à l'ashram voir le Maître et participer avec vos parents à un séminaire spirituel*²⁶ ». Les risques de conditionnement sont évidemment tout aussi présents.

II - Les menaces sur l'équilibre psychique et psychologique

La déification des «enfants indigo»

Le mouvement *Kryeon* aurait pu se contenter d'être un produit psychologique comme tant d'autres de même origine. Mais il a repris à son compte en le

²⁵ Ce groupe exerce un contrôle pesant sur ses membres par l'intermédiaire de « précepteurs », qui animent des « centres d'entraînement spirituels » locaux. Le président de l'association, gourou qui vit en Inde, dispose d'un pouvoir exorbitant. Le mode de vie n'est pas communautaire. Néanmoins, la pratique quotidienne de la méditation le matin, du « cleaning » et de la « méditation prière » le soir, entretient l'emprise. La tenue obligatoire d'un journal dans lequel les adeptes doivent consigner leurs pensées, sentiments, impressions, accentue l'enfermement. Le contrôle strict de l'activité sexuelle, le végétarisme, l'interdiction de l'alcool, du tabac, des drogues, la soumission entière à la volonté du maître, sont imposés aux adeptes.

²⁶ Document fourni par les documentations de l'UNADFI et du CCMM.

développant le concept des «enfants indigo» imaginé par Nancy TAPPE dans le cadre de ses recherches sur les couleurs de la vie. A l'en croire, la couleur de l'aura serait variable selon le caractère ou la santé de la personne. Les enfants indigo sont parfois appelés les « enfants arc-en-ciel » en raison du fait que l'indigo est la dernière couleur visible sur ce phénomène lumineux.

Lee CAROLL, s'inspirant de croyances occultes, distingue des individus « surdous », qu'il dit « d'essence divine ».

Le mouvement *Kryeon* a réussi à diffuser et à populariser ce concept ésotérique-ufologique destiné à la prise en charge d'enfants malades ou tout simplement inadaptés. C'est en exploitant ce concept que *Kryeon* est parvenu à intéresser des parents d'enfants dits hyperactifs, d'enfants autistes et plus généralement d'enfants dits précoces en situation paradoxale d'échec scolaire

Selon *Kryeon*, il est indispensable d'accueillir ces enfants dont l'intelligence, la maturité, la sagesse sont incompréhensibles si on ne prend pas en compte leur nature divine.

Pourtant, seuls quelques adeptes adultes spécialement formés sont en mesure de les détecter et de conduire les parents dans leur éducation. En réalité, l'état indigo est décelé de manière purement subjective au moyen de la voyance principalement. N'importe qui peut être pressenti comme parent d'enfant indigo pour peu qu'il ait un enfant un peu difficile.

Les enfants doivent être singularisés dès leur prime enfance. Ils sont élevés dans l'idée qu'ils sont supérieurs et qu'ils ont une mission à accomplir. Leurs parents doivent modifier leur comportement à leur égard et leurs méthodes éducatives pour leur assurer une vie équilibrée.

Un fort sentiment de culpabilité est entretenu chez les parents qui sont largement informés que, dans un milieu familial défavorable, l'enfant indigo peut développer des tendances suicidaires. Le recours à des psychiatres est déconseillé car le remède risquerait d'être pire que le mal. Ainsi, la médecine classique est disqualifiée car les médecins sont incapables de voir les couleurs de l'aura.

Selon Lee CAROLL, le nombre d'enfants « indigo » ne cesse de croître et avec lui le nombre de parents, clients et adeptes potentiels en recherche d'informations et de produits qu'ils ne peuvent trouver que parmi ceux proposés par le maître lui même.

La rupture avec les pratiques normales et l'isolement par rapport au monde extérieur sont également favorisés en imposant aux parents d'un enfant indigo de trouver un autre enfant indigo avec lequel il pourra se sentir normal et non exclu.

Ainsi, l'enfant indigo sera-t-il généralement rendu asocial, écarté du système scolaire normal et désespérément seul.

S'il est difficile d'estimer le nombre d'enfants touchés par le phénomène, les idées de Lee CAROLL trouvent souvent un écho important dans les médias. Ce genre de discours peut se révéler très dangereux quand il est destiné à des parents qui rencontrent des difficultés auxquelles ils ne peuvent faire face dans l'éducation de leurs enfants.

L'enfermement psychologique

Le public est peu familiarisé avec les risques que l'engagement des adultes peut présenter pour l'équilibre psychologique et psychique des jeunes. De manière générale, les professionnels de la santé mentale ne les appréhendent pas suffisamment

L'isolement psychologique des jeunes auxquels les adultes imposent un mode de vie sectaire est insuffisamment perçu et pris en charge. Si la notion d'enfermement paraît évidente dans les communautés closes, elle n'est pas à négliger dans d'autres groupes plus ouverts sur le monde. Les éducateurs et les psychologues scolaires connaissent les troubles du comportement que peuvent présenter ces enfants qui ne sont pas toujours intégrés à toutes les activités de groupe.

Des situations de désarroi latentes depuis l'adolescence se font jour vers l'âge de la majorité quand le jeune devenu majeur veut quitter sa famille. Le jeune adulte sortant du groupe est parfois rejeté par le monde dans lequel il a vécu, tandis que le monde extérieur lui est étranger.

Quitter le groupe, c'est « *débarquer dans une autre culture, dont les codes ne sont pas connus*²⁷. Certes, je regardais la télévision, j'écoutais la radio, j'allais à l'école, mais tout cela constituait le monde virtuel ».

La naïveté entretenue dans le groupe fermé rend difficile l'évaluation des dangers existants dans le monde extérieur. « *Je suis passé tout près de grands risques à ma sortie, car je ne percevais pas correctement la notion de danger. Il m'était difficile d'établir des distances sociales justes* ».

Certains font état de chantage affectif, de culpabilisation savamment entretenue. La certitude de ne plus voir sa famille ni ses proches, la perspective d'avoir un « *passé noirci par les calomnies* », amplifient la douleur.

Les comportements autodestructeurs

Les comportements autodestructeurs des jeunes ont des causes diverses, extrêmement complexes et difficilement imputables à tel ou tel motif.

La Mission constate pour sa part des conduites d'autodestruction dans certains groupes satanistes (lacérations, automutilations progressivement étendues). Le processus se développe en plusieurs étapes, qui démarrent par des séances d'initiation à la magie blanche sur l'Internet, se poursuivent par la fréquentation de concerts, la consommation de produits hallucinogènes, d'alcools forts, l'adoption d'un code vestimentaire, la participation à des nuits blanches comportant des éléments de culte satanique. L'objectif est de savoir se faire violence - notamment se taillader les bras - pour ensuite faire violence à autrui, de manière symbolique ou en passant à l'acte.

III - Une étude de cas : la communauté de Sus

La Communauté de Sus concentre la plupart des difficultés et des risques auxquels des enfants peuvent être exposés dans certains mouvements à caractère sectaire.

De fait, il a souvent été constaté que des jeunes placés dans un tel environnement ne se sentent bien ni dans leur famille, ni dans la sphère éducative et sociale. Ils sont écartelés entre les règles imposées au sein du groupe et les valeurs proposées par le monde extérieur.

²⁷ Témoignages concordants de plusieurs jeunes femmes.

La Communauté

La communauté, installée depuis 1983 au château Laroque à Sus (canton de Navarrenx – Pyrénées-Atlantiques -) est rebaptisée : « *Tabitha's Place* »²⁸. Association de type loi de 1901 depuis 1983, ce mouvement ne fonctionne plus aujourd'hui que sous la forme d'une SARL, fondée en 1997.

Cette communauté très mouvante, composée de 150 personnes (dont 50 enfants et nourrissons)²⁹, vit de la production artisanale de chaussures, de vêtements et de mobilier vendus sur les marchés et les foires.

Ce mouvement fondamentaliste, respectant des règles de vie reposant sur des interprétations très littérales de la Bible, a fréquemment attiré l'attention des autorités judiciaires et administratives.

Dès 1982, la communauté de Sus a fait l'objet de contrôles réguliers de l'instruction à domicile. Ses membres refusaient, en effet, de scolariser leurs enfants dans une école qu'ils considéraient déjà comme un lieu d'apprentissage « *de la violence, du mensonge et de l'indiscipline* ».

Les contrôles auxquels l'éducation nationale a fait procéder, le 1^{er} février 2000 en application de la loi du 18 décembre 1998 et du décret n°99.224, relatifs au contenu des connaissances requis des enfants instruits dans la famille, ont fait apparaître, pour dix-neuf des vingt et un enfants, un défaut de maîtrise de la langue française dans son expression et l'analyse de son fonctionnement, des insuffisances graves dans la connaissance des principaux éléments de mathématiques ainsi que la quasi absence de rudiments d'une culture littéraire, scientifique et artistique tels que les présente le décret.

Les entretiens menés par les psychologues scolaires mettaient en évidence que le repli sur le groupe communautaire était préjudiciable au développement de la personnalité des enfants par manque d'ouverture culturelle et des stimulations sociales.

Conformément aux dispositions législatives, un deuxième contrôle devait être effectué dans les trois mois. Les parents, contestant la nature des épreuves présentées à leurs enfants, ne les ont plus présentés aux différents contrôles proposés le 7 mars 2001, le 5 juin 2002 et le 11 juin 2003, à l'exception de deux d'entre eux qui, lors de ce dernier contrôle, ont satisfait aux épreuves proposées.

Une nouvelle visite a eu lieu le 1^{er} octobre 2003. Un accord semblerait pouvoir être conclu sur trois points :

- l'organisation d'un contrôle de connaissances sans qu'aucune des familles ne puisse s'y soustraire
- la communication par les responsables de la communauté de la liste de l'ensemble des enfants d'âge scolaire présents au château Laroque et mise à jour régulière de cette liste
- la dispense d'un enseignement approprié contenant une dimension réelle « d'ouverture au monde extérieur » avec, par conséquent, la proposition d'y inclure des questions d'actualité lors des contrôles.

Après de longs échanges, les responsables de la communauté ont donné leur accord sur l'ensemble des questions. Un contrôle, tenant compte des sujets de polémique engendrés par le précédent, sera donc effectué au mois de mars 2004, sous la responsabilité de l'inspection de l'éducation nationale de la circonscription. Ce contrôle aura lieu au collège de Navarrenx.

²⁸ Rapport parlementaire de 1996

²⁹ Recensement Gendarmerie, début 2003

On a pu constater que depuis le contrôle de février 2000, les contenus d'enseignement, les supports de ceux-ci, les conditions matérielles avaient été notablement améliorés. On peut donc légitimement penser qu'avec la vigilance nécessaire, des conditions d'éducation acceptables pourraient être assurées à ces enfants.

Malgré les contrôles régulièrement engagés, on connaît mal les conditions de vie des enfants au sein de la Communauté. En dépit des demandes réitérées, aucun contrôle sanitaire n'a jamais été diligenté.

La justice a, notamment, été saisie de plusieurs situations de défaut de vaccination. Des parents se sont soustraits à l'obligation d'évaluation du niveau scolaire de leurs enfants.

D'autres obstacles sont mis à l'action de l'autorité judiciaire. C'est le cas lorsqu'une mesure de retrait d'un enfant de sa famille se précise et que la famille part rejoindre un autre site de la Communauté ou envoie l'enfant à l'étranger.

Cette étude s'est efforcée de montrer comment les conditions de l'éducation et de la santé de jeunes enfants peuvent être gravement compromises du fait de l'engagement de leurs parents. S'agissant de la Communauté de Sus, les efforts et la ténacité de l'éducation nationale ont conduit les responsables de ce groupe à prendre l'engagement de respecter les dispositions légales relatives au contenu des connaissances obligatoires. Pour autant, le départ vers l'étranger de certains enfants faisant, ou susceptibles de faire, l'objet de mesures d'assistance éducative ne laisse pas d'inquiéter et fait s'interroger sur la sincérité des engagements pris.

Les pouvoirs publics doivent maintenir une vigilance constante et travailler au renforcement de l'entraide judiciaire internationale.

6 - L'AIDE AUX VICTIMES

Le décret du 28 novembre 2002 a introduit l'aide aux victimes dans les préoccupations de la Mission interministérielle. Le renouveau dans les pratiques associatives, le regard neuf porté en 2003 sur ce sujet, ont permis de définir quelques principes dans les relations entre les pouvoirs publics et les associations.

La Mission a tenu en 2003 une table ronde sur l'aide aux victimes afin d'identifier les besoins et de mieux cerner la question. Cette table ronde a permis de recueillir les contributions des acteurs de terrain, des associations, des administrations concernées. Le centre Georges Devereux, que le ministère des affaires sociales avait chargé d'accueillir des sortants de mouvements à caractère sectaire, a été associé à ces travaux.

Aide aux associations

L'aide aux victimes de dérives sectaires repose essentiellement sur le travail des associations spécialisées (notamment l'UNADFI, le CCMM). Ces associations bénéficient de la participation de psychologues, généralement bénévoles, qui assurent l'écoute, le soutien des victimes. Des psychiatres contribuent parfois au fonctionnement de ces associations

De nouvelles structures sont apparues depuis trois ou quatre ans. Ces petites associations, qui agissent seules ou qui conjuguent leurs efforts avec les fédérations précitées, renouvellent le tissu associatif. Elles animent notamment des sites Internet très consultés par le public. Elles conçoivent de nouveaux modes de solidarité, d'entraide et d'écoute entre leurs membres.

La MIVILUDES soutient toutes ces associations de défense des victimes. Elle veille à ce que des actions précises et programmées justifient l'allocation de subventions publiques.

Parmi ces actions peuvent être mentionnées :

- le recueil d'informations et le développement d'un fond documentaire sur les risques et dangers encourus par les personnes du fait de dérives sectaires,
- l'amélioration de l'accueil, la prise en charge et l'écoute psychologique des familles, l'assistance aux anciens adeptes,
- l'élaboration d'une base de données jurisprudentielles,
- la participation à des actions de communication communes, telles que des guides de sensibilisation, des documents audiovisuels destinés à accompagner des actions de sensibilisation et de prévention.

Aide juridique aux victimes

La sensibilisation des enquêteurs sociaux et des experts judiciaires :

L'attention de la Mission est appelée de manière récurrente sur les difficultés rencontrées par les victimes à l'occasion d'enquêtes sociales ou d'expertises judiciaires. On souligne le défaut de connaissance des dommages sectaires, des mécanismes d'emprise et du mode de fonctionnement des mouvements à caractère sectaire.

Fragilisée, durablement traumatisée par ce qu'elle a vécu, la victime éprouve souvent des difficultés à se faire bien comprendre de l'expert ou de l'enquêteur social. Mieux préparé, son opposant, membre d'un groupe, saura parfois adopter, aux différents moments de la procédure, un comportement qui pourra sembler plus convaincant.

C'est notamment le cas dans les affaires d'attribution du droit de garde sur des enfants dans des procédures de divorce ou d'assistance éducative.

La Mission s'emploiera à mieux sensibiliser les experts judiciaires et les enquêteurs sociaux à ces problématiques.

La prescription des infractions commises au préjudice d'adeptes

Les lois du 10 juillet 1989 et du 17 juin 1998 ont aménagé les délais de prescription en matière criminelle et correctionnelle pour assurer une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles. Ces lois prennent en compte la spécificité du lien de dépendance pouvant exister entre l'enfant mineur et la personne ayant autorité qui commet sur lui une infraction.

La victime d'emprise sectaire est dans une situation similaire de dépendance et de sujétion.

Les associations se font souvent l'écho des difficultés spécifiques rencontrées par d'anciens adeptes pour dénoncer à la justice les faits dont ils ont été victimes. Les sentiments de honte et de culpabilité et la force de l'emprise exercée sont souvent de nature à paralyser la victime dans sa démarche de saisine de l'autorité judiciaire.

De nombreux observateurs s'accordent pour constater que les victimes de tels agissements ne s'adressent, souvent, à la Justice qu'à l'issue d'un long processus de reconstruction de leurs ressources psychiques, parfois après le délai de prescription. Les victimes sont déboutées et le ressentent comme un déni de justice.

On peut se demander si le droit de la prescription de l'action publique ne pourrait pas être repensé pour améliorer la situation des victimes d'emprise sectaire.

Un dispositif de prescription adapté pourrait permettre de prendre en compte la période pendant laquelle la victime était en état de sujétion psychologique. A l'instar de ce qui a été fait en faveur des mineurs victimes d'abus sexuels, le délai de prescription de l'action publique pourrait ne commencer à courir, pour la victime, que du jour où elle aurait retrouvé sa capacité à affronter ceux qui l'ont maintenue en état de sujétion.

La MIVILUDES a conscience des difficultés juridiques et techniques d'une telle réforme législative. Il lui apparaissait cependant légitime de mentionner cette attente souvent exprimée par les victimes et par leurs associations représentatives.

Favoriser les possibilités de signalement des personnes en état de faiblesse

Des médecins, aussi bien des médecins d'exercice libéral que des médecins de santé publique ou chargés de missions de service public, ont fait part à la Mission des difficultés auxquelles ils se heurtent pour signaler les situations relatives à des adultes en état de faiblesse.

Les conditions de signalements relatifs aux enfants font l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics : la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 reprise dans le projet de loi sur la protection de l'enfance voté en première lecture au Sénat, le 16 octobre 2003.

Il n'en va pas de même pour le signalement des adultes vulnérables. Il y aurait lieu d'améliorer pour eux les conditions et possibilités de signalement d'agissement ou d'emprise sectaire par les professionnels de santé et les travailleurs sociaux.

L'articulation entre le secret médical et la loi du 12 juin 2001 (ou d'autres dispositions légales) serait à affiner, de telle manière que les professions de santé, notamment les médecins, puissent dénoncer une situation dans laquelle un adulte est soumis à des pressions anormales, le conduisant à des actes ou à des abstentions qui lui sont préjudiciables.

En effet, bien que la loi du 12 juin 2001 ouvre à la victime la possibilité de saisir la justice, il lui est parfois difficile de le faire, d'où le faible nombre de procédures engagées. Il serait plus facile sans doute à un médecin de signaler le cas.

Les dispositions conjointes de l'article 226-14 du Code pénal et de l'article 44 du Code de déontologie médicale autorisent déjà le médecin à signaler aux autorités judiciaires, médicales ou administratives des sévices ou des privations. Mais, applicables à la situation de personnes en situation d'enfermement ou de dénutrition, elles ne correspondent pas à l'emprise subie par les victimes.

Un aménagement possible consisterait à ajouter en substance des dispositions, selon lesquelles les médecins, les infirmiers, les travailleurs sociaux pourraient signaler au procureur de la République la situation d'adultes en état de sujétion physique ou psychologique et conduits, de ce fait, à des actions qui leur sont préjudiciables.

Aide psychologique aux victimes

Plusieurs associations ont réactivé en 2003 des groupes de parole. Ces groupes, animés ou modérés par des bénévoles expérimentés dans lesquels se retrouvent les parents, les proches de victimes, ou les ex-adeptes, ont été une pratique fondatrice des associations. Leur caractère bénéfique a pu être à nouveau constaté à diverses reprises.

Les demandes adressées à la MIVILUDES sur cette question, les orientations dégagées d'une table ronde sur l'aide aux victimes, conduisent à proposer une organisation en réseau de ces initiatives.

La première étape consistera à fédérer un réseau de personnes ressources sur le sujet. Ce réseau doit s'appuyer sur les professionnels et les spécialistes du phénomène de l'emprise. Des établissements de santé hospitaliers, des professionnels libéraux expérimentés dans la prise en charge des victimes, des psychologues en structure médico-sociale organisée, les réseaux de santé mentale ville-hôpital ont vocation à être les chevilles ouvrières de ce réseau.

La deuxième étape veillera à recenser les bonnes pratiques de l'aide psychologique aux victimes de dérives sectaires. Ces guides seront élaborés avec l'aide de professionnels compétents en santé mentale : psychiatres, psychologues, et le concours d'infirmiers psychiatriques, d'assistantes sociales ayant été confrontés au sujet.

La troisième étape reviendra à former et informer les professionnels de santé mentale sur les aspects spécifiques des dommages subis, à diffuser des bonnes pratiques recensées et à mutualiser progressivement les résultats obtenus.

7 - LES PROPOSITIONS D'ACTION

- 1 - Aménager les règles de prescription
- 2 - Favoriser le signalement des personnes en état de faiblesse
- 3 - Sensibiliser les professions juridiques à la problématique sectaire
- 4 - Améliorer les enquêtes sociales dans les procédures judiciaires
- 5 - Contrôler les offres de formation
- 6 - Diffuser les bonnes pratiques de soins
- 7 - Attirer l'attention sur les causes de certains refus de soins
- 8 - Aider les victimes et les associations de défense
- 9 - Dynamiser les cellules de vigilance départementales
- 10 - Désigner un correspondant de la Miviludes dans chaque préfecture de région

PROPOSITION N° 1**AMENAGER LES REGLES DE PRESCRIPTION**

De nombreux experts considèrent que certaines victimes d'agissements sectaires ne peuvent s'adresser à l'institution judiciaire qu'après s'être reconstruites psychologiquement. C'est le cas notamment des personnes que l'exercice de pressions graves et répétées ou de techniques propres à altérer leur jugement ont placées en état de sujétion psychologique ou physique.

Souvent, elles ne se sentent assez fortes pour agir personnellement que longtemps après les faits et en dehors des délais de prescription.

Pour seule explication au classement de leur plainte, elles se voient alors opposer, des règles de prescription, qu'elles vivent comme un véritable déni de justice.

S'inspirant de ce qui a été édicté en faveur des mineurs victimes d'abus sexuels, la Mission interministérielle recommande que soient étudiées les conditions dans lesquelles les infractions commises, dans des mouvements à caractère sectaire, au préjudice de victimes en état de sujétion psychologique ou physique pourraient être soumises à un régime spécifique de prescription de l'action publique.

Le délai pour agir partirait du jour où la victime serait en état de déposer plainte.

PROPOSITION N° 2**FAVORISER LE SIGNALEMENT DES PERSONNES
EN ETAT DE FAIBLESSE**

Des médecins ont fait part à la Mission interministérielle des difficultés auxquelles ils se heurtent pour signaler aux autorités la situation de victimes d'abus de faiblesse et de sujétion psychologique ou physique.

De fait, les personnes dépositaires, par état ou par profession d'informations à caractère secret ne peuvent les révéler sans s'exposer à être poursuivies pour violation du secret professionnel³⁰.

Bien que dans certains cas, loi autorise ces personnes à témoigner, notamment en cas de privations ou de sévices infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychologique, ces dispositions ne semblent pas permettre de signaler les abus frauduleux de la faiblesse de personnes en situation de sujétion psychologique ou physique.

La Mission interministérielle exprime le souhait que la Chancellerie vérifie que les dispositions du nouvel article 226-14 du Code pénal modifié par la loi du 3 janvier 2004 permettent effectivement de prendre en compte la situation des victimes d'abus de faiblesse et de sujétion psychologique ou physique.

³⁰ article 226-13 du Code pénal : La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

PROPOSITION N° 3**SENSIBILISER LES PROFESSIONS JURIDIQUES
A LA PROBLEMATIQUE SECTAIRE**

Dans un domaine aussi complexe et passionnel que la sujétion sectaire, les avocats et les experts judiciaires doivent pouvoir éclairer les magistrats sur les mécanismes de manipulation mentale, les modes de fonctionnement des mouvements à caractère sectaire, les aspects particuliers de l'emprise et du préjudice subi par la victime.

De même, les professionnels du droit (notaires, huissiers ...) sont amenés à connaître des situations personnelles de leurs clients. Dans cette sphère privée, il est fondamental qu'ils puissent repérer l'existence d'une emprise sectaire afin de prévenir des opérations patrimoniales ou extrapatrimoniales préjudiciables (abus frauduleux, captation d'héritage...) de mieux conseiller les personnes et de favoriser, le cas échéant, la mise en œuvre de régimes de protection adaptés.

Soucieux de faciliter la mise en œuvre d'actions d'aide aux victimes de dérives sectaires, la MIVILUDES et le Conseil National des Barreaux organiseront en 2004 un colloque destiné à sensibiliser ces professions à la spécificité de la problématique sectaire.

PROPOSITION N° 4**AMELIORER LES ENQUETES SOCIALES
DANS LES PROCEDURES JUDICIAIRES**

L'attention de la Mission est fréquemment appelée sur les difficultés que posent les enquêtes sociales, notamment dans les situations de tutelle, de divorce et dans le domaine de l'assistance éducative.

Les enquêteurs sociaux – psychologues, assistants sociaux, éducateurs - auprès des tribunaux doivent disposer d'une connaissance précise du mode de fonctionnement des mouvements à caractère sectaire, des dommages sectaires, des mécanismes d'emprise et de manipulation mentale.

Certains modes de vie peuvent avoir des conséquences sur la santé et sur l'éducation des enfants. Une meilleure information sur ce phénomène permettrait aux enquêteurs sociaux de mieux cerner les risques éventuellement encourus.

La Mission suggère que des modules de formation soient consacrés à ce sujet dans les cursus de formation initiale et dans les stages de formation continue des professions intéressées.

PROPOSITION N°5**CONTRÔLER LES OFFRES DE FORMATION**

Les offres de formation tant initiale que continue doivent offrir toutes les garanties au regard des dérives et des agissements sectaires. Elles doivent ouvrir de réelles perspectives professionnelles.

Les services chargés du contrôle de la formation professionnelle exercent depuis quelques années une vigilance accrue sur l'offre de formation. En outre, la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a rendu plus strictes les conditions d'enregistrement des organismes de formation professionnelle.

Il appartient maintenant aux acheteurs de formation d'exercer leur propre vigilance, de sorte que les actions de formation :

- soient en lien avec l'acquisition de compétences professionnelles ;
- permettent d'accéder à un niveau supérieur de qualification reconnue ;
- répondent aux besoins d'adaptation créés par les évolutions économiques, techniques et sociales.

Dans les trois fonctions publiques, il est nécessaire de sensibiliser les personnels responsables et de leur proposer des actions de formation adéquates.

Pour concourir à ces objectifs, la MIVILUDES rédigera en 2004, un « guide de formation de l'agent public » et proposera, une convention de partenariat au Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

PROPOSITION N° 6**DIFFUSER LES BONNES PRATIQUES DE SOINS**

Les professions de santé sont réglementées pour protéger les malades contre la charlatanerie³¹. Des tromperies à l'égard des malades, des diagnostics ésotériques ou aberrants, des procédés illusoire, des produits ou remèdes prétendument magiques ou secrets, sont cependant signalés, souvent liés à des agissements sectaires.

L'interdiction de publicité prévue par le Code de la santé publique et les dispositions du Code de la consommation ne semblent pas couvrir toutes les situations.

S'agissant d'actes, l'exigence de qualité des soins s'applique à toute prestation médicale ou paramédicale. Il existe un encadrement des pratiques réalisé soit par les textes réglementaires, soit par les recommandations de pratiques cliniques élaborées par l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES), mais aussi par les recommandations des sociétés savantes et par l'expertise de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Cet encadrement constitue une protection contre les dérives à l'intersection de la charlatanerie et du sectarisme.

La Mission recommande que la Direction générale de la santé et les Ordres professionnels (médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes) fassent connaître au grand public ces recommandations.

³¹ Voir notamment l'article 39 du Code de déontologie médicale.

PROPOSITION N° 7**ATTIRER L'ATTENTION SUR LES CAUSES
DE CERTAINS REFUS DE SOINS
(TRANSFUSION SANGUINE, VACCINATION)**

Certains groupes à caractère sectaire refusent les soins préventifs que constituent les vaccinations. Le conseil national de l'Ordre des médecins constate une augmentation du nombre de certificats de contre-indication à tous les vaccins.

Le ministère de la santé a rappelé par note du 18 juin 2003 aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales la législation en matière de vaccinations obligatoires : règles applicables, contre-indications temporaires ou définitives à la vaccination.

Une information précise, de nature juridique, serait utilement réalisée pour éclairer les établissements hospitaliers sur les conditions de refus de soins.

La MIVILUDES recommande que le dispositif législatif et réglementaire en matière de vaccinations obligatoires fasse l'objet d'une diffusion élargie, et qu'une information similaire soit conduite en ce qui concerne le refus de transfusion sanguine.

PROPOSITION N° 8**AIDER LES VICTIMES ET LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE**

Depuis de nombreuses années, des associations spécialisées apportent aide et soutien aux victimes des mouvements à caractère sectaire sous différentes formes : juridique, sociale, psychologique... Elles proposent des lieux d'écoute privilégiés pour les personnes et les familles touchées par le phénomène.

Elles conduisent des actions d'intérêt général qui justifient les soutiens qui leur sont apportés.

La mission encourage les rapprochements inter-associatifs notamment, entre les associations d'aide aux victimes, les associations familiales, les associations socio-judiciaires, les associations de consommateurs....

Elle favorise de même, les initiatives locales propres à fournir aux associations des moyens d'action mieux adaptés.

L'action des associations sera valorisée et portée à la connaissance du grand public et des collectivités locales, par une plaquette d'information diffusée par la MIVILUDES.

PROPOSITION N° 9**DYNAMISER LES CELLULES DE VIGILANCE
DÉPARTEMENTALES**

L'étude menée par la MIVILUDES et par le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure, et des libertés locales montre que tous les départements ne se sont pas dotés de cellule de vigilance.

S'agissant de l'organisation interne des cellules, outre la présence des représentants des services déconcentrés de l'Etat, la mission recommande que soient invités les représentants des collectivités locales, notamment des conseils généraux, de l'ordre des médecins et des associations.

Il paraît souhaitable de réunir les cellules de vigilance au moins une fois par an sans préjudice des groupes de travail « ad hoc » ou des rencontres thématiques restreintes.

La généralisation du dispositif sera recherchée en 2004. La MIVILUDES apportera son expertise et accompagnera la démarche.

PROPOSITION N° 10**DÉSIGNER UN CORRESPONDANT DE LA MIVILUDES
DANS CHAQUE PRÉFECTURE DE RÉGION**

Un fonctionnaire de l'Etat sera désigné par le Préfet de Région pour être le correspondant de la MIVILUDES.

Cette personne-ressource pourrait recevoir notamment pour mission de veiller à la diffusion des informations, à la confection des plans de formation et à la gestion des situations qui déborderaient le cadre départemental.

La mise en place de ces correspondants régionaux devrait être effective en 2004.

ANNEXES

- 1 - Décret du 28 novembre 2002 instituant la MIVILUDES
- 2 - Arrêté relatif à la composition du Comité exécutif de pilotage opérationnel
- 3 - Arrêté relatif à la composition du Conseil d'orientation
- 4 - Plaquette d'information sur la MIVILUDES
- 5 - A travers les médias
- 6 - Programme du séminaire universitaire « Sectes et Laïcité »
- 7 - Jurisprudence administrative sur le refus de soins
- 8 - Demandes de communication de documents administratifs

ANNEXE 1

**Décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant
une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,
Le conseil des ministres entendu,

Article 1

Il est institué, auprès du Premier ministre, une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires qui est chargée :

- 1° D'observer et d'analyser le phénomène des mouvements à caractère sectaire dont les agissements sont attentatoires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ou constituent une menace à l'ordre public ou sont contraires aux lois et règlements ;
- 2° De favoriser, dans le respect des libertés publiques, la coordination de l'action préventive et répressive des pouvoirs publics à l'encontre de ces agissements ;
- 3° De développer l'échange des informations entre les services publics sur les pratiques administratives dans le domaine de la lutte contre les dérives sectaires ;
- 4° De contribuer à l'information et à la formation des agents publics dans ce domaine ;
- 5° D'informer le public sur les risques, et le cas échéant les dangers, auxquels les dérives sectaires l'exposent et de faciliter la mise en oeuvre d'actions d'aide aux victimes de ces dérives ;
- 6° De participer aux travaux relatifs aux questions relevant de sa compétence menés par le ministère des affaires étrangères dans le champ international.

Article 2

La mission est rendue destinataire par les différentes administrations concernées des informations que celles-ci détiennent sur les mouvements à caractère sectaire visés à l'article 1er, sauf lorsque la communication de ces informations est de nature à porter atteinte à un secret protégé par la loi.

Elle peut également saisir les services centraux des ministères de toute demande tendant à la réalisation d'études ou de recherches dans le domaine de la lutte contre les dérives sectaires.

Elle diffuse régulièrement à ces services la synthèse des analyses générales effectuées sur le sujet.

Elle leur signale les agissements portés à sa connaissance qui lui paraissent pouvoir appeler une initiative de leur part. Si ces agissements sont susceptibles de recevoir une qualification pénale, elle les dénonce au procureur de la République et avise de sa dénonciation le garde des sceaux, ministre de la justice.

Article 3

Le président de la mission est nommé par décret pour une durée de trois ans.
Il est assisté d'un secrétaire général nommé par arrêté du Premier ministre.
Les agents placés sous l'autorité du secrétaire général de la mission sont également nommés par arrêté du Premier ministre.

Article 4

Le président de la mission préside un comité exécutif de pilotage opérationnel composé de représentants des départements ministériels concernés.
Ce comité exécutif se réunit au moins six fois par an sur convocation du président de la mission. L'ordre du jour est établi par ce dernier.

Article 5

Le président de la mission réunit périodiquement, sur un ordre du jour qu'il établit, un conseil d'orientation composé de personnalités nommées, à raison de leurs compétences ou de leur expérience, par arrêté du Premier ministre.
Ce conseil contribue, par ses travaux, à nourrir la réflexion des pouvoirs publics sur les dérives sectaires, à dégager des orientations et des perspectives d'action pour la mission et à favoriser l'évaluation de cette action.
Le conseil d'orientation entend toute personne qu'il juge utile pour mener à bien ses travaux. Les membres du comité exécutif peuvent, sur décision du président de la mission, assister aux réunions du conseil.

Article 6

Le président de la mission détermine chaque année, après consultation du comité exécutif et du conseil d'orientation, le programme d'action de la mission. Il établit, dans les mêmes formes, un rapport annuel d'activité qui est remis au Premier ministre et est rendu public.

Article 7

Le décret n° 98-890 du 7 octobre 1998 instituant une mission interministérielle de lutte contre les sectes est abrogé.

Article 8

Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Jacques CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Jean-Pierre RAFFARIN

ANNEXE 2

**Décrets, arrêtés, circulaires
Mesures nominatives**

Premier ministre

**Arrêté du 3 mars 2003 ³²
relatif à la composition du comité exécutif de pilotage opérationnel
de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires**

Par arrêté du Premier ministre en date du 3 mars 2003, le comité exécutif de pilotage opérationnel de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires est composé des représentants des départements ministériels concernés dont les noms suivent :

M. Yannick Blanc, sous-directeur des affaires politiques et de la vie associative à la direction de l'administration territoriale et des affaires politiques du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

M. Michel Bonneau, sous-directeur des libertés publiques et de la police administrative à la direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

M. Jean-Robert Louis, chef du groupe national de contrôle de la formation professionnelle à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

M. Jean-Michel Crandal, chef de bureau à la sous-direction des droits des salariés de la direction des relations du travail du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

Mme Marie-José Aubé-Lotte, chargée de mission à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice

Mme Françoise Dubreuil, sous-directrice de l'action éducative et des affaires judiciaires à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse du ministère de la justice

Mme Marie-Noëlle Teiller, sous-directrice du droit civil à la direction des affaires civiles et du sceau du ministère de la justice

M. Philippe Meunier, sous-directeur de la sécurité à la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement au ministère des affaires étrangères

M. René Roudaut, conseiller pour les affaires religieuses au ministère des affaires étrangères

³² J.O n° 53 du 4 mars 2003 page 3803

M. le général Denis Vaultier, sous-directeur des opérations au service des opérations et de l'emploi de la direction générale de la gendarmerie nationale au ministère de la défense

M. Thierry-Xavier Girardot, directeur des affaires juridiques au ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

M. Joël Goyheneix, inspecteur général de l'éducation nationale, responsable de la cellule de prévention des phénomènes sectaires à la direction des affaires juridiques au ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

M. François Vareille, directeur adjoint de la jeunesse et de l'éducation populaire au ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

M. Pierre Fond, sous-directeur chargé des affaires juridiques à la direction générale des douanes et droits indirects au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

M. André-Paul Bonal, chargé de bureau à la sous-direction du contrôle fiscal à la direction générale des impôts au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

M. Emmanuel Jancovici, chargé de mission à la sous-direction du développement social de la famille et de l'enfance à la direction générale de l'action sociale au ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Mme Marie-Claude Marel, adjointe au sous-directeur de la qualité et du fonctionnement des établissements de santé à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

M. Joël Balavoine, inspecteur général de la jeunesse et des sports au ministère des sports.

ANNEXE 3

**Décrets, arrêtés, circulaires
Mesures nominatives**

Premier ministre

**Arrêté du 3 mars 2003 ³³
portant nomination au conseil d'orientation
de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires**

Par arrêté du Premier ministre en date du 3 mars 2003, sont nommés membres du conseil d'orientation de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires :

M. Nicolas About
M. Jean-Jacques Andrieux
Mme Claude Azema
M. Michel Bart
M. Dominique Borne
M. Jean-Pierre Brard
M. Guillaume Cazelles
Mme Martine David
M. Eric Dolige
M. Michel Establier
M. Georges Fenech
M. Alain Gest
M. Serge Girouy
M. Daniel Groscolas
M. Daniel Grunwald
M. Jean-Jacques Hyst
Mme Isabelle Jalabert
M. Christian Janet
M. Serge Lagauche
M. Dominique Latournerie
Mme Chantal Lebatard
M. Bernard Le Heritte
Mme Nathalie Luca
M. Michel Meslin
M. Michel Monroy
M. Jean-Pierre Morin
M. Tobie Nathan
M. Philippe-Jean Parquet
M. Eric Raffin
Mme Dominique Terre

³³ J.O n° 53 du 4 mars 2003 page 3804

Séminaire « Sectes et Laïcité » : calendrier / intervenants

Ancienne Ecole Polytechnique – Carré des Sciences – Amphi Stourdzé – 1, rue Descartes – 75005 PARIS

PREMIER CYCLE : ASPECTS PSYCHO-SOCIOLOGIQUES ET HISTORIQUES

DATES	THEMES	INTERVENANTS
Mercredi 8 octobre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Inauguration</i>	Marie-France COUREL , présidente de l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) Jean-Louis LANGLAIS , président de la MIVILUDES Dominique BORNE , doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale, historien
Mercredi 15 octobre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Point de vue des soignants</i>	Daniel GRUNWALD , secrétaire général émérite du Conseil national de l'Ordre des médecins Philippe-Jean PARQUET , psychiatre, professeur à l'université de Lille Anne-Lise DIET , psychanalyste
Mercredi 5 novembre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Visions psychologiques</i>	Michel MONROY , psychiatre Emmanuel DIET , psychologue, analyste de groupe, philosophe Jean-Claude MAES , psychologue, fondateur et animateur de SOS Sectes (Bruxelles)
Mercredi 19 novembre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Positions des historiens (1)</i>	Philippe JOUTARD , professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) Paul ARIES , politologue (Lyon)
Mercredi 3 décembre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Positions des historiens (2)</i>	Paul AIRIEAU , doctorant en histoire contemporaine, membre de la Fondation Thiers de l'Institut Michel SOT , professeur à Paris IV Michel MESLIN , professeur à Paris IV
Mercredi 17 décembre 2003 de 17 h à 20 h	<i>Approches des sociologues des religions</i>	Danièle HERVIEU-LEGER , directrice d'études à l'EHESS, directrice du Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (EHESS/CNRS) Claude LANGLOIS , président de l'Institut européen des sciences religieuses (EPHE) Sébastien FATH , chercheur (CNRS – IRESKO), spécialiste des mouvements évangélistes
Mercredi 7 janvier 2004 de 17 h à 20 h	<i>Spécialistes de la laïcité</i>	Jean BAUBEROT , professeur d'« histoire et sociologie de la laïcité » (Sorbonne), ancien président de l'EPHE, Charles COUTEL , professeur de philosophie du droit Henri PENA-RUIZ , philosophe François BAROIN , député, auteur d'un rapport sur la laïcité
Mercredi 21 janvier 2004 de 17 h à 20 h	<i>Regards des grandes religions</i>	Père Nicolas GUERIN , archevêché de Paris, « Croyances nouvelles » Rabbin Haïm KORSIA , chargé de mission auprès du Grand Rabbin de France Mohamed ARKOUN , professeur à Paris III, président du Conseil scientifique du Centre civique d'étude du fait religieux (Montreuil) Jean-Arnold de CLERMONT , pasteur, président de la Fédération protestante de France
Mercredi 4 février 2004 de 17 h à 20 h	<i>Anthropologie</i>	Nathalie LUCA , anthropologue, chercheur CNRS/IRESKO, spécialiste de l'Asie du sud-est Annie LOSONCZY-MENGET , chercheur CNRS/IRESKO, spécialiste de l'Amérique du sud Jean-Pierre DOZON , professeur EHESS, spécialiste de l'Afrique

Séminaire « Sectes et Laïcité » : Calendrier, Intervenants

Ancienne Ecole Polytechnique – Carré des Sciences – Amphi Stourdzé – 1, rue Descartes – 75005 PARIS

DEUXIEME CYCLE : ASPECTS POLITICO-JURIDIQUES

DATES	THEMES	INTERVENANTS
Mercredi 10 mars 2004 de 17 h à 20 h	<i>Action des institutionnels</i>	<p>Adelbert DENAUX, président du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN) - Belgique</p> <p>Ursula CABERTA, députée SPD- Hambourg/Allemagne</p> <p>Jeremy GUNN, Emory university – Atlanta / USA</p> <p>Vianney SEVAISTRE, ministère de l'intérieur, chef du bureau des cultes</p> <p>Joël GOYHEINEX, inspecteur général, chargé de la cellule de prévention du phénomène sectaire au ministère de l'Education nationale</p> <p>René ROUDAUT, ministère des affaires étrangères, conseiller pour les affaires religieuses</p>
Mercredi 24 mars 2004 de 17 h à 20 h	<i>Affirmations juridiques</i>	<p>Jacques MICHEL, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) – Lyon II</p> <p>Dominique LATOURNERIE, conseiller d'Etat</p> <p>Jean-Pierre DUBOIS, professeur de droit public à Paris XI, vice –président de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)</p> <p>Patrice ROLLAND, professeur à l'université de Paris XII et à l'EPHE</p>
Mercredi 5 mai 2004 de 17 h à 20 h	<i>Débats politiques</i>	<p>Antoine SFEIR, directeur de la revue « Les Cahiers d'orient »</p> <p>Michel MAFFESOLI, professeur de sociologie à Paris V</p> <p>Henri MADELIN, directeur de la revue Etudes</p>
Mercredi 19 mai 2004 de 17 h à 20 h	<i>Décisions politiques (1)</i>	<p>Alain GEST, député, président de la Commission d'enquête parlementaire « Les sectes en France » (1995)</p> <p>Jean-Pierre BRARD, député, rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire « Les sectes et l'argent » (1999)</p>
Mercredi 2 juin 2004 de 17 h à 20 h	<i>Décisions politiques (2)</i>	<p>Nicolas ABOUT, sénateur, rapporteur pour la loi About-Picard</p> <p>Philippe VUILQUE, député, président du groupe d'études sur les sectes à l'Assemblée nationale</p> <p>Georges FENECH, député, ancien magistrat (instruction du procès de la Scientologie en 1997)</p>
Mercredi 16 juin 2004 de 17 h à 20 h	<i>Pratiques de terrain</i>	<p>Daniel GROSCOLAS, président du Centre contre les manipulations mentales (CCMM)</p> <p>Jean-Pierre JOUGLA, avoué, spécialiste de victimologie, membre du bureau de l'Union nationale de défense des familles et de l'individu (UNADFI)</p> <p>Didier PACHOUD, responsable du Groupe d'études des mouvements de pensée en vue de la prévention de l'individu (GEMPPPI)</p> <p>Mathieu COSSU, Prévensectes</p>
Mercredi 23 juin 2004 de 16 h à 20 h	<i>Conclusions philosophiques</i>	<p>Dominique TERRE, professeur de philosophie du droit, CNRS</p> <p>Jean-Philippe CATONNE, philosophe et psychiatre, animateur de « Raison présente »</p> <p>Régis DEBRAY, Institut européen en sciences des religions / EPHE</p> <p>Jean-Paul WILLAIME, directeur d'études à l'EPHE et à l'IRESCO, historien du protestantisme</p>

ANNEXE 5

A travers les médias

La MIVILUDES

Les médias ont sollicité la MIVILUDES à plusieurs reprises :

▪ ***A l'occasion de sa mise en place :***

- « *La mission de lutte contre les sectes change de nom et d'organisation* », AFP, 26 novembre 2002
- « *La lutte contre les sectes change de cap / Une mission rénove pour lutter contre les sectes* », LA CROIX, 27 novembre 2002
- « *Nouvel outil antisectes* », L'EXPRESS, 28 novembre 2002
- « *De la lutte antisecte à la vigilance contre les dérives sectaires* », LIBÉRATION, 28 novembre 2002
- « *Nouvelle mission interministérielle* », LE FIGARO, 28 novembre 2002
- « *Le décret créant la MIVILUDES, paru au JOURNAL OFFICIEL* », AFP, 29 novembre 2002
- *Nomination de Jean-Louis LANGLAIS*, dans la rubrique « en hausse », NOUVEL OBSERVATEUR, 19 décembre 2002
- « *La protection des mineurs, priorité de la MIVILUDES* », AFP, 13 janvier 2003
- « *De nouvelles armes contre les sectes* » / interview du président, LA VIE, 30 janvier 2003
- « *La MILS est morte, vive la MIVILUDES* » / LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, 3 février 2003

▪ ***Lors de l'installation du premier Conseil d'orientation***

- « *La nouvelle Mission contre les sectes s'organise* », LA CROIX, 4 avril 2003
- « *Pas de trêve dans la lutte contre les sectes* », LE FIGARO, 4 avril 2003

▪ ***Pour un bilan***

- le président au « *Téléphone sonne* », FRANCE INTER, 22 septembre 2003
- et le professeur PARQUET à « *C dans l'air* », FRANCE 5, 25 septembre 2003 à l'occasion du procès en appel de Michel TABACHNIK - OTS
- « *La mission contre les sectes veut marquer les esprits* », LA CROIX, 25 septembre 2003
- « *Une mission renouvelée pour lutter contre les sectes* », LA CROIX, 27 novembre 2003
- « *Secrets d'actualité* », M6, 14 novembre 2003
(autour d'un sujet intitulé : « *Scientologie, le mystère des dossiers disparus* »)

▪ ***Lorsque le président a participé aux réunions des cellules de vigilance départementales (Nîmes, Clermont-Ferrand, Orléans) :***

- « *La lutte contre les dérives sectaires en consultation décentralisée* », LA MARSEILLAISE, 20 mars 2003
- « *Sectes : la vigilance comme moyen de lutte* », LA MONTAGNE, 14 juillet 2003.
- « *Le Loiret, département exemplaire dans la lutte contre les sectes* », LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE, 3 novembre 2003.

Zoom sur les dérives dans les domaines de la psychothérapie et de la formation

En 2003, les médias dans leur ensemble se sont particulièrement intéressés aux dérives dans les secteurs de la formation et de la psychothérapie.

Les psys et les psychothérapies

Exemples :

- « *La psychothérapie, malade des dérives sectaires* », LIBÉRATION, 9 février 2003
- « *Sectes et médico-social : une nouvelle forme de vigilance* », GÉROSCOPIE, mai 2003
- « *Les psys, mode d'emploi* », L'EXPRESS, 21 août 2003
- Dossier : « *Un permis pour les psys* », LIBÉRATION, le 25 octobre 2003, dont l'article « *Un fourre-tout de pratiques* ».
- Interview de Bernard ACCOYER, LE MONDE, 12 novembre 2003
- « *Merci pour l'info* » consacré aux psychothérapeutes, CANAL +, 5 novembre 2003

La formation

- « *Le dérapage du coaching* », L'EXPRESS, 3 avril 2003
- « *Faux remèdes pour vraie demande* », LIBÉRATION, 14 avril 2003
- « *Formation, méfiez-vous des imposteurs* », L'ENTREPRISE, mai 2003
- « *Les coachs tentent de moraliser la profession* », LA TRIBUNE, 29 juillet 2003
- « *Les sectes utilisent le coaching* », LE POINT, 12 septembre 2003
- « *Mes enfants aussi ont leur coach* », L'EXPANSION, 29 octobre 2003

ANNEXE 7

Jurisprudence administrative sur le refus de soins

Le refus de transfusion sanguine est et reste un précepte essentiel pour les *Témoins de Jéhovah* : « *il serait contraire à la loi de Dieu d'accepter du sang total ou l'un quelconque de [ses] composants majeurs*³⁴ ». Ceux qui acceptent des soins comportant une transfusion sanguine s'exposent à être exclus du mouvement. La loi et la jurisprudence du conseil d'Etat s'efforcent de concilier le droit du malade à refuser un traitement et l'obligation pour le médecin de porter assistance à personne en danger.

La loi du 4 mars 2002 permet en effet à l'équipe hospitalière de délivrer les soins indispensables à l'enfant, malgré un éventuel refus parental.

S'agissant des adultes, la loi du 4 mars 2002 - article L.1111- 4 du Code de la santé publique - prévoit que la personne malade ou son entourage peut s'opposer à tout acte médical ou traitement.

Le juge administratif a été conduit à se prononcer sur des refus de transfusion dans des situations d'urgence.

Ainsi, le tribunal administratif de Lille a rendu le 25 août 2002 une ordonnance favorable à la non transfusion. En l'espèce, le service de réanimation de l'établissement hospitalier public avait accueilli une jeune femme orientée par une clinique privée. Les soins de réanimation et de traitement de l'hémorragie avaient mis la malade hors de danger. L'entourage de la malade a néanmoins introduit une procédure contre le centre hospitalier, auquel il a été enjoint de ne pas transfuser la personne contre son gré et à son insu. Le centre hospitalier avait omis d'alléguer le danger immédiat pour la vie de la malade au moment des soins de transfusion.

Toutefois, deux décisions du conseil d'Etat précisent la jurisprudence en cette matière.

- L'arrêt du 26 octobre 2001

Transfusée en raison de la perte d'un tiers de masse sanguine lors d'une intervention chirurgicale, Mme N. a demandé la condamnation de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris à lui verser 100.000 F, en réparation du préjudice causé par la décision de pratiquer une transfusion sanguine contre son gré.

Par décision du 26 octobre 2001, le conseil d'Etat a considéré que les médecins n'avaient pas commis de faute, et que le service public hospitalier avait mis en œuvre le seul traitement susceptible de sauvegarder la vie de la malade.

- L'ordonnance du 16 août 2002

Le conseil d'Etat était saisi en appel d'une ordonnance rendue en référé par le tribunal administratif de Lyon le 9 août 2002. Dans une situation de soins intensifs post-opératoires, le dit tribunal de Lyon avait enjoint le 9 août au centre hospitalier universitaire de Saint Etienne :

³⁴ Globules rouges, globules blancs, plaquettes, plasma.

- . de ne pas transfuser la malade en indiquant que cette injonction cesserait de s'appliquer si la malade « *venait à se trouver dans une situation extrême mettant en jeu un pronostic vital* ».
- . de ne pas transfuser la malade « *contre son gré et à son insu* ».

Selon le conseil d'Etat, le médecin doit persuader le malade d'accepter les soins indispensables et s'assurer que la transfusion est « *un acte proportionné et indispensable à la survie de l'intéressée* ».

Le pronostic vital, l'obligation de porter assistance à personne en danger, la balance entre les perspectives de survie et le respect de la volonté du malade, sont les critères à partir desquels le médecin établit une stratégie thérapeutique.

ANNEXE 8

Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

**Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,**

année 2001

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
22.03.01 (1568)	M. GROSSMANN (Commission des citoyens pour les droits de l'homme)	<p>1) liste des personnalités et des groupes que le gouvernement français a consulté à propos du livre élaboré par le comité directeur pour la bioéthique du conseil de l'Europe sur la protection des droits de l'homme et la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux en particulier celles placées comme patients involontaires dans un établissement psychiatrique</p> <p>2) contenu des consultations recueillies</p> <p>3) rapport de synthèse adressé au conseil de l'Europe</p> <p>4) rapports de synthèse des commissions départementales des hospitalisations psychiatriques pour les années 1998-1999-2000.</p>	D.G.S	<p>Avis du 17.4.01 Sans objet (inexistant)</p> <p>Défavorable (document préparatoire)</p> <p>Sans objet (inexistant)</p> <p>Communicable</p> <p>DGS s'est conformée à l'avis de la CADA</p>
5.04.01 (1570)	Mme GOUNORD (Ethique et Liberté)	<p>1) copie des budgets, comptes et compte-rendus financiers pour les années 1995/2000 des subventions accordées par le M.E.S à L'UNADFI et sa branche parisienne l'ADFI Paris.</p> <p>2) copie des budgets, comptes et compte-rendus financiers pour les années 1995/2000 des subventions accordées par le M.E.S. au C.C.M.M.</p>	D.G.A.S	<p>Avis du 30.04.01 communicables</p> <p>documents transmis à l'exception des documents concernant l'ADFI Paris qui n'a pas signé de convention avec le ministère.</p>

**Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,**

année 2001

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
5.04.01 (1575)	Mme GOUNORD (Ethique et Liberté)	Copie des rapports relatifs aux sectes élaborés de 1992 à 2000 par une mission d'étude chargée de suivre, entre autres questions, celle des sectes.	D.G.A.S	Demande imprécise irrecevable avis du 16.04.01
25.10.01 (1648)	M. GROSSMANN (Commission des citoyens pour les droits de l'homme)	Synthèse des avis de divers organismes consultés sur le livre blanc en matière de protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux en particulier celles placées comme patient involontaires dans un établissement psychiatrique.	D.G.S	l'administration n'a pas présenté ses observations à temps : la cada a rendu un avis communicable « en principe » avis suivi par la DGS
6.12.01 (1659)	M. GROSSMANN (Commission des citoyens pour les droits de l'homme)	. copie des rapports annuels d'activité des commissions départementales des hospitalisations psychiatriques pour 89 départements depuis leur création en 1990 jusqu'à l'année 2000 (liste ci-jointe)	89 DDASS	avis du 20 ;12.01 communicable sous réserve de l'occultation des informations qui porteraient atteinte au secret de la vie privée. 1 lettre a été adressée à tous les présidents des CDHP + aux préfets leur transmettant l'avis et leur demandant de communiquer les documents demandés. TA saisi - Nièvre - Finistère - Hauts-de-Seine - Moselle - Côte d'Or - Essonne - Cayenne - Doubs - Savoie - Meurthe-et-Moselle - Creuse - Indre Sans objet (après avoir obtenu satisfaction ou s'être désisté)

Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,

année 2002

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
27.6.02 (n° 1749)	Ethique et liberté	Dossier complet comprenant les subventions octroyées de 1990 à 2002 par le ministère à l'association de défense de la famille et de l'individu (ADFI) comprenant nécessairement les demandes de subventions, les documents qui y sont annexés et les documents comptables fournis par cette association ainsi que la décision d'acceptation ou de refus d'attribution de la subvention.	D.G.A.S	Avis du 19.8.02 Demande imprécise TA saisi rejet le 14.03.03 sans objet
22.08.02 (1778)	Ethique et liberté	Copie de la bande vidéo intitulée « les sectes, les pièges » réalisée par l'association « Je – Tu – Il » ainsi que les notes, instructions, rapports etc... liés à son élaboration et à sa diffusion.	D.G.A.S	avis du 9.9.02 communicable le ministère a transmis le document demandé
21.11.02 (1814)	Ethique et liberté	Subventions accordées à deux associations « Je – Tu – Il » et « A.R.I.E.S »		avis du 10.1.03 communicable Consultation sur place TA saisi : rejet le 30.6.03 sans objet
5.12.02 (1818 – 1819-1820)	M. GROSSMANN Commission des citoyens pour les droits de l'homme	Copie des rapports annuels de la CDHP de 1990 à 2001	DDASS 51 DDASS 13 DDASS 94	avis du 7.01.03 favorable consultation sur place proposée.

**Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,
année 2003**

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
9.01.03 (n° 1889)	Ethique et liberté	Copie de la décision de refus d'agrément de la crèche de l'association « Ecole de l'Eveil » en date de la fin du mois de décembre	D.G.A.S	avis cada du 27.01.03 sans objet ne détient pas
9.01.03 (n° 1890)	Ethique et liberté	- copie de la lettre envoyée par l'UNADFI en juillet 1997 portant sur le magazine « Terra Incognito » et la réponse du ministère - copie de la note du groupe permanent de lutte contre l'illettrisme du mois d'avril 1997 portant sur la diffusion du magazine « Ron l'Educteur »	D.G.A.S	avis cada du 3.02.03 sans objet introuvables
11.09.03 (n° 2015)	Ethique et liberté	-dossier de demande de subventions accordées par le ministère au centre contre les manipulations mentales pour les exercices 2001-2002 comprenant les budgets, comptes et comptes rendus financiers. -montant des sommes octroyées par le ministère pour les exercices 2001 et 2002	D.G.A.S	avis cada du 26.09.03 Communicables consultation sur place le 23.09.03
23.10.03 (n° 2028)	Ethique et liberté	-copie du dossier complet déposé par SOS racisme concernant des demandes de subventions pour les exercices 2000/2001/2002 intégrant budget, comptes, comptes-rendus financiers et comptes-rendus d'activité ; -directives du ministère concernant l'attribution ou le refus de ces subventions ainsi que le montant des sommes allouées pour chacun des exercices présentés.	DGAS DPM	avis cada du 10.11.03 communicable suite donnée : favorable
6.11.03 (n° 2041 à 2060)	M. GROSSMANN Commission des citoyens pour les droits de l'homme	-rapports annuels complets (statistiques et commentaires) de la commission départementale des hospitalisations psychiatriques pour les départements : - Ain – Ardèche - Côte d'Or – Drôme – Eure-et-Loir – Ile et Vilaine – Loir et Chef – Haute Loire – Lot – Lot-et-Garonne – Maine-et-Loire – Manche – Marne – Mayenne – Meurthe-et-Moselle – Orne – Bas-Rhin – Sarthe – Tarn-et-Garonne – Territoire de Belfort	DDASS CDHP	avis cada du 24.11.03 sans objet les documents sont, soit inexistant, soit en cours d'élaboration

**Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,
année 2003**

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
18.12.03 (n° 2074)	Ethique et liberté	<p>Dossier sur le phénomène sectaire comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courriers échangés avec les différentes administrations pendant les années 1999 à 2003 ; - courriers échangés avec les 32 présidents de conseil généraux le 23 juin 1998 ainsi que les lettres de relance du 25 janvier 1999 et les 18 réponses reçues ; - rapports d'activité à la MILS ou à ses responsables pendant les années précitées ; - courriers échangés entre le représentant permanent du groupe opérationnel, L. Emmanuel JANCOVICI, chargé de mission ou le directeur de l'action sociale et les responsables de la MILS ainsi que ceux reçus par les différents membres de la MILS par le ministère entre 1998 et 2002 ; - rapports d'activité échangés pendant cette période ; - dossier de mise en place du dispositif destiné aux sortants de sectes et à leurs familles comprenant l'utilisation des fonds et tout rapport d'activité pour les années 1999 à 2003 ; - programme de la journée technique sur la protection de l'enfance face au phénomène sectaire de fin 1999 ou début 2000 destinée aux services des conseils généraux (protection maternelle infantile et aide sociale à l'enfance) - actions engagées par le centre national de la fonction territoriale - programme des actions de formation de l'ENSP destinées aux agents des DDASS. - Courriers échangés avec l'ENSP pour la mise en place de cette formation ; - Programme de la formation de l'association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier organisée pour les correspondants régionaux ; - Courriers entre le ministère et cette association pour la mise en place de cette formation entre 1999 et 2000 <p>Résultats et analyses de cette formation,</p>	D.G.A.S	<p>avis du 12 janvier 2004</p> <p>Irrecevable (imprécis)</p> <p>favorable</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p> <p>favorable</p> <p>Sans objet</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p> <p>irrecevable</p>

**Demandes de communication de documents présentées
ayant fait l'objet d'un recours devant la CADA,**

année 2003

Date de la séance	Nom de l'association	Objet de la demande	Service concerné	Avis CADA observations
18.12.03 (n° 2075)	Ethique et liberté	copie de documents relatifs aux associations intervenant dans le domaine sectaire : - comptes ; - rapports ; - montant des subventions ; - demande et accord envoyés par le ministère aux associations	D.G.A.S	avis du 19.01.04 sans objet

TABLE DES MATIERES

Première partie « MISSIONS »

1 – Analyser les dérives	5
2 – Observer les agissements	10
3 – Signaler les risques	16
4 – Informers l'opinion	21
5 – Former les acteurs	24
6 – Comparer les expériences	28
7 – Coordonner les services	34

Deuxième partie « ORIENTATIONS »

1 – L'application de la loi du 12 juin 2001	44
2 – Les travaux parlementaires	49
3 – L'activité des ministères	57
4 – Les entraves au service public	76
5 – La protection des mineurs	79
6 – L'aide aux victimes	85
7 – Les propositions d'action	89

Annexes

1 - Décret du 28 novembre 2002 instituant la MIVILUDES	101
2 - Arrêté relatif à la composition du Comité exécutif de pilotage opérationnel	103
3 - Arrêté relatif à la composition du Conseil d'orientation	105
4 - Plaquette d'information sur la MIVILUDES.....	
5 - A travers les médias	106
6 - Programme du séminaire universitaire « Sectes et Laïcité »	108
7 - Jurisprudence administrative sur le refus de soins	110
8 - Demandes de communication de documents administratifs	112